BANQUE DE DEVELOPPEMENT
DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

B.D.E.A.C.

35ème

RAPPORT ANNUEL

EXERCICE SOCIAL 2011

ADRESSES DE LA BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

Site Web: www.bdeac.org

Email: bdeac@bdeac.org

SIEGE

Place du Gouvernement

B.P. 1177, **Brazzaville**
(République du Congo)

Téléphone : +242 22 281 18 85
+242 06 652 96 70
+44 20 79 06 81 63

Fax: +242 22 281 18 80
+44 20 79 06 81 61

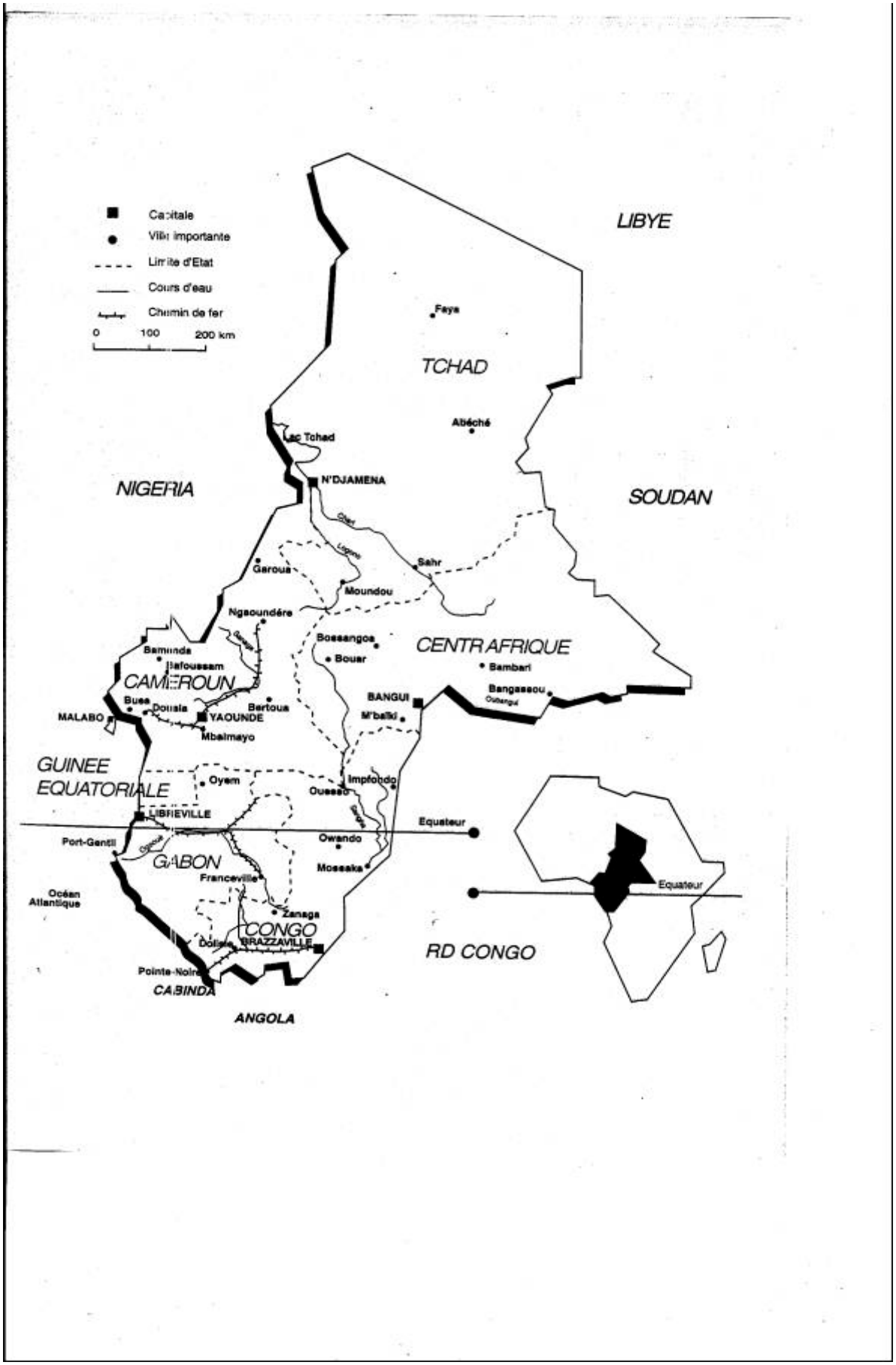
REPRESENTATIONS

République du Cameroun
Immeuble CNPS - 4ème étage
B.P : 13099 Douala
Tél. +237 79 53 17 17 / 33 43 05 60
Fax: +237 33 43 05 26
Email :Béringar Maïna
Ndomnabaye/Congo/Bdeac@Bdeac
Sophie Valery Moukoury/Bdeac@Bdeac
ndomnabaye@bdeac.org
ndomnabaye@yahoo.com

République Gabonaise
Immeuble OGAR
BP: 4932 Libreville

République de Guinée Equatoriale
Bâtiment face EGICO
EB01 - 2ème Etage
Malabo 2
Malabo
Tél. : (240) 222 035 299
Email : Oscar NGOLE/Congo/Bdeac
osngo@hotmail.com

République du Tchad
Immeuble CEBEVIRHA,
BP 2 900 Ndjamena
Tél.: (235) 62 49 87 87
(242) 05 525 04 04
Email:j.kwachil@bdeac.org
kwachilj@hotmail.com


Capitale
Ville importante
Limite d'Etat
Cours d'eau
Chemin de fer
0 100 200 km
LIBYE
Faya
TCHAD
Abéché
Lac Tchad
N'DJAMENA
NIGERIA
SOUDAN
Chari
Logone
Garoua
Sahr
Moundou
Ngaoundéré
Bossangoa
Bouar
CENTRAFRIQUE
Bambari
Bangassou
Oubangui
Bamenda
Bafoussam
CAMEROUN
Buea
Douala
Bertoua
YAOUNDE
Mbalmayo
MALABO
BANGUI
M'baïki
GUINEE
EQUATORIALE
Oyem
Ouesso
Impfondo
LIBREVILLE
Equateur
Port-Gentil
Ogooué
Owando
GABON
Mossaka
Franceville
Océan
Atlantique
Zanaga
CONGO
Dolisie
BRAZZAVILLE
RD CONGO
Pointe-Noire
CABINDA
ANGOLA
Equateur

SOMMAIRE

ABREVIATIONS ET ACRONYMES 5

PRINCIPALES CARATERISTIQUES DE LA BDEAC AU 31 DECEMBRE 2011 6

MOT DU PRESIDENT 10

PREMIERE PARTIE : ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE 11

DEUXIEME PARTIE : ACTIVITES 25

TROISIEME PARTIE : GOUVERNANCE 54

QUATRIEME PARTIE : SITUATION FINANCIERE 60

ANNEXES :

- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
- RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ABG	Aide Budgétaire Globale
AFD	Agence Française de Développement
ATC	Agence Transcongolaise de Communication
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BGD	Banque Gabonaise de Développement
BID	Banque Islamique de Développement
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
C3A	Complexe Avicole et Agro-Alimentaire de Yaoundé (Cameroun)
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale
CICAM	Cotonnière Industrielle du Cameroun
COBAC	Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
COS	Comité Opérationnel de Suivi
FAD	Fonds Africain de Développement
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique
FKDEA	Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Free on Bord
FODEC	Fonds de Développement de la Communauté
IDE	Investissements directs étrangers
IFC	International Fiance Corporation
MAETUR	Mission d'Aménagement et d'Equipement des Terrains Urbains et Ruraux (Cameroun)
MERT	Modernisation et Extension du Réseau Téléphonique en RCA
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
OCPT	Office Centrafricain des Postes et Télécommunications
OGM	Organisme Génétiquement Modifié
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONPC	Office National des Ports du Cameroun
OPT	Office des Postes et Télécommunications (Gabon)
PDCT-AC	Plan Directeur Consensuel de Transport en Afrique Centrale
PIB	Produit Intérieur Brut
PIR	Programme Indicatif Régional
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMEA	Petites et Moyennes Entreprises Agricoles
PMI	Petites et Moyennes Industries
PPA	Parité Pouvoir d'Achat
PPF	Project Preparation Facility (Banque mondiale)
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
RCA	République Centrafricaine
SCAN	Société de Conserveries Alimentaires du Noun (Cameroun)
RDC	République Démocratique du Congo
SEEG	Société d'Energie et d'Eau du Gabon
SEMRY	Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua (Cameroun)
SFI	Société Financière Internationale
SIPT	Société Industrielle Pharmaceutique du Tchad
SNBT	Société Nationale du Bois du Gabon
SNCT	Société Nationale Centrafricaine de Travaux
SOGESCA	Société de Gestion des Sucreries Centrafricaines
SONASUT	Société Nationale Sucrière du Tchad (actuelle CST : Compagnie Sucrière du Tchad)
SPART	Service Provisoire d'Assistance pour le Réseau Téléphonique (RCA)
STPN	Société de Transports de Pointe-Noire (Congo)
TCI	Taxe Communautaire d'Intégration
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UDEAC	Union Douanière et Economique des Etats de l'Afrique Centrale
UEAC	Union Economique de l'Afrique Centrale
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UIT	Union Internationale des Télécommunications.

PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA BDEAC

AU 31 DECEMBRE 2011

DATE DE CREATION

3 décembre 1975

DEBUT DES ACTIVITES

3 janvier 1977

MISSIONS

- Promouvoir le développement économique et social des pays de la CEMAC, notamment par le financement des investissements nationaux, multinationaux et des projets d'intégration économique ;

- apporter son concours aux Etats, aux organisations sous-régionales, aux Institutions financières et aux opérateurs économiques, dans leurs efforts pour la mobilisation des ressources financières et le financement des projets ;

- appuyer les Etats, les organisations sous-régionales, et les opérateurs économiques dans le financement des études de faisabilité des programmes et projets.

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital autorisé de la BDEAC est porté à FCFA 250 000 000 000 (deux cent cinquante milliards francs CFA) depuis le 06 avril 2009. L'état de souscription du capital social dans les deux (02) catégories d'actionnaires se présente ainsi qu'il suit :

Catégorie A

	Montant (en millions)	%
République du Cameroun	21 200	8,48
République Centrafricaine	21 200	8,48
République du Congo	21 200	8,48
République Gabonaise	21 200	8,48
Rép.de Guinée Equatoriale	21 200	8,48
République du Tchad	21 200	8,48

Catégorie B

	Montant (en millions)	%
BEAC	78 850	31,54
BAD	3 000	1,20
République Française	9 975	3,99
Etat du Koweït	1 000	0,40
Libye	7 520	3,01
Partie non encore souscrite	22 455	8,98

Situation du Capital Social au 31 /12/2011

	Montant (en millions)
Capital autorisé	250 000
Capital souscrit	227 545
Capital appelé et libéré	45 472
Capital sujet à appel	169 389

FONDS PROPRES 44 207 millions

TOTAL BILAN 194 472 millions

ACTIVITES DE LA BANQUE

OPERATIONS APPROUVEES

146 prêts d'un montant de 335 987,1 millions
38 études d'un montant de 5 336,6 millions
4 prises de participation d'un montant de 800,5 millions

ACCORDS DE PRETS SIGNES

106 accords totalisant 174 282,5 millions

EFFECTIF

79 Agents

ORGANES DE DECISION, DE GESTION ET DE CONTROLE

ASSEMBLEE GENERALE

République du Cameroun
Monsieur **ESSIMI MENYE**
Ministre des Finances

République Centrafricaine
Monsieur **Sylvain NDOUTINGAÏ**
Ministre des Finances et du Budget

République du Congo
Monsieur **Gilbert ONDONGO**
Ministre des Finances, du
Budget et du Portefeuille public

République Gabonaise
Monsieur **Luc OYOUBI**
Ministre de l'Economie, du Commerce et du Tourisme

République de Guinée Equatoriale
Monsieur **Martin Crisantos EBE MBA**
Ministre des Finances et du Budget

République du Tchad
Monsieur **Christian Georges DIGUIMBAYE**
Ministre des Finances et du Budget

Banque des Etats de l'Afrique Centrale
Monsieur **Lucas ABAGA NCHAMA**
Gouverneur

République Française
Monsieur **Stéphane REZETTE**
Conseiller Financier pour l'Afrique / Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique

Banque Africaine de Développement
Monsieur **Tim TURNER**
Directeur du Département du Secteur Privé

Etat du Koweït
M. **Abdulla Ashwi AL MUTAIRI**
Kuwait Investment Authority

Etat de la Libye
Monsieur **Omar Ahmed SUWAYEH**
Directeur Exécutif Banque Sahélo - Saharienne pour l'Investissement
et le Commerce (BSIC)

Membre à voix consultative
Monsieur **Antoine NTSIMI**
Président de la Commission de la CEMAC

ORGANES DE DECISION, DE GESTION ET DE CONTROLE

Conseil d'Administration
Président

Michaël ADANDE

Administrateurs

République du Cameroun :
Titulaire : **M. Sylvester MOH TANGONGHO**
Directeur Général du Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire - Ministère des Finances
Suppléant : M. **Victor NDZANA NDUGA**,
Chef de Division de la Monnaie et de la Microfinance, Ministère des Finances

République Centrafricaine :
Titulaire : **M. Bertrand-Gastien KOLIOS**
Directeur de Cabinet, Ministère des Finances et du Budget
Suppléant : **M. Daniel KOSSE**
Chargé de Mission, Ministère des Finances et du Budget

République du Congo :
Titulaire : **M. Théodore IKEMO**
Directeur Général de la Caisse Congolaise d'Amortissement.
Suppléant : **M. Jean Christophe OKANDZA**
Directeur de Cabinet, Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire

République Gabonaise :
Titulaire : M. **Louis ALEKA-RYBERT**
Conseiller Technique
Suppléant : **Laurent Jules MABERT**
Chargé d'Etudes, Ministère des Finances, du Budget et de Programmation des Investissements

République de Guinée Equatoriale :
Titulaire : M**. Jean NVE MBA MENGUE**
Economiste de Projet, Ministère de la Planification et du Développement Economique

Banque des Etats de l'Afrique Centrale
Titulaire : **M. Tahir HAMID NGUILIN**
Vice Gouverneur
Suppléant : **M. Joachim LEMA OKILI**
Directeur Général des Etudes, Finances et Relations Internationales

Banque Africaine de Développement :
Titulaire : **M. Jean Baptiste BILE**
Conseiller Financier
Banque Africaine de Développement (BAD)
Suppléant : **Racine Kane**
Représentant Résident Bureau Régional -Yaoundé

République Française
M. Stéphane REZETTE
Conseiller Financier pour l'Afrique
Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique
Suppléant : Xavier GELOT

Etat du Koweït
M. Abdullah Ashwi AL-MUTAIRI
Ashwi Kuwait Investment Authority KUWAIT INVESTMENT COMPANY (KIC)

Etat de la Libye
Monsieur **Omar Ahmed SUWAYEH**
Directeur Exécutif de BSIC

République du Tchad :
Titulaire: M. **Tahir SOULEYMANE HAGGAR**
Secrétaire Général du Ministère des Finances et du Budget
Suppléant : M. **Ganda MAGA GALI**
Directeur des Finances Extérieures et des Organismes Sous Tutelle, Ministère des Finances et du Budget.

Membre à voix Consultative
M. **Antoine NTSIMI**, Président de la Commission de la CEMAC, Administrateur titulaire
M. **Hassan Adoum BAKHIT**, Commissaire en charge du Département des Politiques Economique et Financière, Administrateur suppléant.

DIRECTION DE LA BANQUE
Michaël ADANDE, Président
Samuel OBAM MBOM, Vice-Président

COMMISSAIRES AUX COMPTES
- Deloitte Touche Tohmatsu, B.P. 4660 Libreville (République Gabonaise)
- PriceWaterHouseCoopers, B.P. 1140 Brazzaville (République du Congo)

MOT DU PRESIDENT

Mesdames, Messieurs les Représentants des Actionnaires,

Il me plaît de vous présenter le trente-cinquième Rapport Annuel de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), relatif à l'activité de l'Institution au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2011.

En 2011, la Banque a évolué dans un contexte économique peu favorable, marqué par la crise des dettes souveraines dans la zone euro, néanmoins atténué par une croissance soutenue dans les pays émergents et dans des états membres des pays de la CEMAC.

L'évolution satisfaisante de l'activité dans la zone d'intervention de la Banque, a induit une amélioration des comptes extérieurs et une consolidation des finances publiques. Ainsi, la balance globale de la zone s'est raffermie, tandis que l'excédent du solde budgétaire s'est renforcé à 7,0 % contre 2,3 % du PIB en 2010. Par ailleurs, le ratio du stock de la dette extérieure s'est établi à 11,3 % du PIB contre 12,6 % un an plus tôt.

S'agissant de l'activité de la BDEAC, elle a été menée conformément à la nouvelle vision stratégique qui privilégie :

- en termes de gouvernance, une gestion plus transparente, reposant sur des procédures écrites, une information correcte des organes de décision et le renforcement de l'éthique dans les activités opérationnelles ;

- en matière de financement, les infrastructures de transport et d'énergie, pour tenir compte de la demande importante dans ces domaines ;

- la poursuite des efforts pour contribuer au développement du secteur privé, de manière à lui permettre de jouer son rôle dans la création des richesses tout en accélérant la diversification des économies des pays membres ;

- un fonctionnement conforme aux normes internationales.

Au cours de l'exercice 2011 et suivant ces orientations, la Banque a :

- accordé des financements d'un montant total de 154 milliards FCFA contre un objectif de 110 milliards FCFA, tout en poursuivant les efforts nécessaires à la réduction des délais d'exécution des projets et des décaissements ;

- procédé à l'ouverture de Bureaux de représentation dans les pays membres, dans le but d'instaurer, de manière permanente, une collaboration plus étroite et plus suivie avec les Administrations, sur les projets d'investissement ; ce, en synergie avec les bailleurs de fonds internationaux ; à présent, trois Bureaux sont effectivement ouverts, tandis que des dispositions sont prises pour l'installation de deux autres ; les équipements et le mobilier requis sont acquis ;

- mobilisé, pour la première fois, auprès de l'un de ses actionnaires de la catégorie A, un emprunt de 100 milliards adapté notamment au financement des projets d'infrastructures dans l'ensemble des pays de la zone ; cette innovation traduit aisément la volonté de la Banque, de voir les Etats-membres s'impliquer davantage dans un mécanisme de recyclage de leurs excédents budgétaires, notamment dans la promotion des grands projets structurants dans la Sous- région ;

- accéléré la mise en œuvre du Programme des Appuis Institutionnels financé par la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Agence Française de Développement (AFD) en vue d'arrimer le système de gestion aux normes internationales de fonctionnement ; dans ce cadre, plusieurs consultants ou assistants techniques ont été accueilli au Siège ;

- adopté un cadre réglementaire de sauvegarde environnementale et sociale qui guidera désormais, l'instruction des projets de développement en matière d'environnement.

Les bons résultats opérationnels obtenus au cours de l'exercice n'ont pas encore produit leur plein effet sur la situation financière de la Banque ; les efforts déployés à ce jour devraient confirmer la viabilité à long terme de l'institution.

Enfin, j'aimerais féliciter le Vice Président et l'ensemble du personnel, pour leur implication sans relâche dans la réalisation des objectifs fixés par la BDEAC. Grâce à leurs efforts, la Banque devrait apparaître de plus en plus comme une Institution majeure dans le financement du développement en zone CEMAC.

Michaël ADANDE
Président du Conseil d'Administration

PREMIERE PARTIE

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

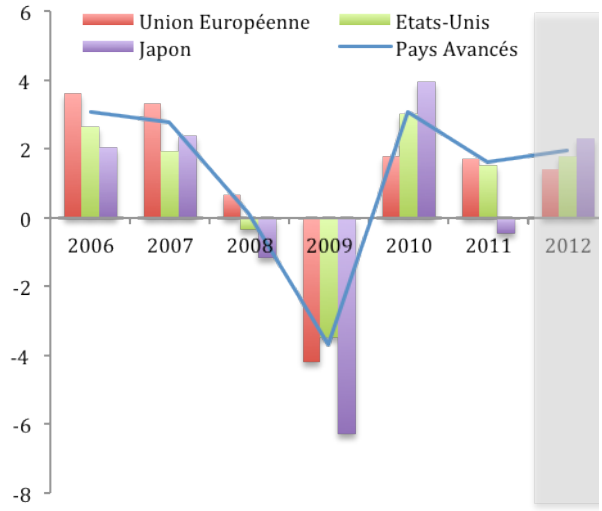
1.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1.1. Croissance économique mondiale

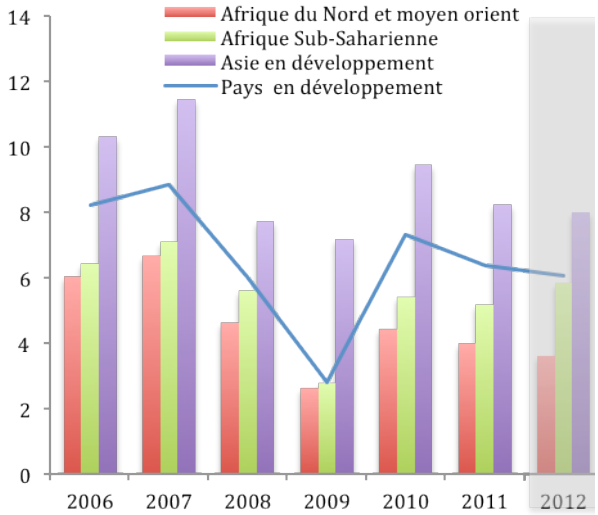
En 2011, l'envolée des cours des matières premières et la crise des dettes souveraines en Europe ont largement contribué à freiner la reprise de l'économie mondiale amorcée en 2010, après trois années de turbulence. Dans ce contexte, l'activité dans les économies avancées du Nord est restée au point mort et le chômage est reparti à la hausse. En revanche, les pays du Sud s'en sortent mieux, avec toutefois des performances limitées qui cachent en réalité un clivage croissant entre les nouveaux géants de l'Asie émergente et les pays d'Afrique subsaharienne, dont la dynamique de développement semble encore incertaine en dépit d'une croissance soutenue.

Globalement, l'économie mondiale a connu un ralentissement en 2011. En moyenne, la croissance mondiale a été de 4,0 % contre 5,1 % enregistrée en 2010. Toutes les régions y ont contribué, à l'exception de la zone Euro.

Graphique 1 : Croissance du PIB à prix constant (en %) des pays avancés



Graphique 2 : Croissance du PIB à prix constant (en %) des pays en développement



Source : FMI, World Economic Outlook, septembre 2011.

Dans les pays avancés, l'activité économique a enregistré un net ralentissement. En effet, alors qu'elle fut de 3,1 % en 2010, la croissance n'a pas dépassé 1,6 % en 2011, à cause des mesures prises dans la zone euro pour réduire les déficits publics, mais aussi en raison de la récession au Japon ainsi que du blocage politique entre Républicains et Démocrates qui a paralysé l'instrument budgétaire aux Etats-Unis. Cette croissance est donc insuffisante pour faire baisser durablement le chômage et résorber les dettes publiques colossales.

- Aux **Etats-Unis**, l'économie a perdu plus d'un point de croissance en 2011, à 1,5 % après 3,0 % en 2010. La décélération de l'économie découle de plusieurs facteurs : (i) la crise de confiance des marchés, des entreprises et des ménages née du blocage politique suscité par le relèvement du plafond de la dette fédérale ; (ii) l'ajustement à la baisse des dépenses publiques, particulièrement celles des collectivités locales et

(iii) le choc inflationniste lié à la flambée du prix des matières premières qui a pesé sur le pouvoir d'achat des ménages.

Du côté de la demande, grâce à une baisse du taux d'épargne, la consommation a bien résisté aux chocs, notamment inflationnistes. Parallèlement, l'investissement global a augmenté de 6,7 %, porté essentiellement par la reprise de l'investissement en structures et, dans une moindre mesure, par l'investissement résidentiel, en dépit du ralentissement des dépenses d'équipements.

Sur le front de l'emploi, le chômage a reflué malgré la croissance faible de l'activité, en raison notamment du ralentissement sensible des gains de productivité. Cependant, le marché du travail est resté déprimé à cause du partage de la valeur ajoutée en faveur des profits.

Par ailleurs, le marché immobilier a continué de peser sur les performances de l'économie en 2011, parce qu'il subsiste toujours un stock important de maisons à vendre qui ne trouvent pas de preneurs, à cause de la poursuite du désendettement des ménages.

- Dans la **Zone Euro**, la croissance a été poussive. L'activité a en effet progressé de 1,6 %, alors qu'elle avait augmenté de 1,8 % en 2010. Le ralentissement dans la zone euro est le résultat d'une succession des facteurs : choc inflationniste lié à la hausse des cours des matières premières au premier semestre, effets des plans d'austérité budgétaire sévères en réponse à la forte dégradation des finances publiques au cours de la crise et à la menace d'une augmentation de la prime de risque, resserrement des conditions d'octroi de crédits au deuxième semestre 2011 et hausse du coût de financement des entreprises.

  Ces chocs ont induit une baisse du pouvoir d'achat des ménages qui s'est traduite par une augmentation faible de 0, 4 % de leur consommation. De même, malgré une hausse de 6,8 % des exportations, ces chocs ont sapé la confiance des chefs d'entreprises et ont dégradé les conditions de financement, limitant ainsi la progression de l'investissement à 2,4 %.

  Dans ce contexte de croissance faible, le marché du travail est resté dégradé en 2011, avec un taux de chômage qui se stabilise à 10,1 % de la population active.

- Au **Japon**, le tsunami et la catastrophe nucléaire de Fukushima ont contribué à plonger le pays dans la récession (-0,5 %). L'industrie, notamment l'automobile et le secteur des composantes électroniques, a été particulièrement affectée. Le recul de l'activité dans ces deux secteurs a eu des répercussions significatives sur les chaînes de production au plan mondial, en particulier en Asie, en raison des liens commerciaux très étroits entre certains pays et le Japon, fournisseur clé de certains produits.

Dans les pays émergents et en voie de développement, la croissance a marqué le pas. L'activité a progressé de 6,4 % contre 7,3 % en 2010. Les tensions inflationnistes ont constitué le problème majeur au premier semestre 2011, à cause de la hausse des prix des matières premières énergétiques et agricoles.

Même si, hormis la Chine, la crise européenne n'a pas encore joué pleinement sur leurs économies, les zones émergentes ont ralenti dans l'ensemble, pour des raisons diverses :

- En Chine, la croissance s'est située à 9,5 % après 10,3 % en 2010. Cette décélération de l'économie a été en quelque sorte souhaitée et pilotée par les autorités de Pékin,

afin d'éviter la surchauffe. Outre les pressions inflationnistes, la Chine a subi également les effets de son resserrement monétaire (légère appréciation du yuan, voulue du reste par les autorités) ainsi que l'impact du ralentissement du commerce mondial sur ses exportations.

- En Inde, l'activité a progressé de 7,8 % contre 10,1 % l'année précédente, reflétant de ce fait la crise de confiance des investisseurs sur la capacité de New Dehli à combattre la corruption qui gangrène l'administration centrale et les entreprises publiques. L'investissement, particulièrement les IDE, ont baissé alors que la consommation privée a soutenu la croissance.
- Au Brésil, l'activité économique a considérablement ralenti. Le PIB en volume s'est accru seulement de 3,8 %, après une augmentation de 7,5 % en 2010. La croissance s'est effondrée au deuxième semestre, alors qu'elle avait été vigoureuse au début de l'année 2011. Ce décrochage s'explique davantage par l'appréciation excessive de la monnaie brésilienne qu'à la crise européenne. Grâce à la vigueur de sa demande intérieure, le ralentissement en Europe devrait avoir des répercussions limitées sur son économie au cours des prochains mois.

En Afrique subsaharienne, la croissance est restée robuste à 5,2 % contre 5,4 % l'année précédente, sous l'effet de la vigueur de la demande intérieure et des cours des matières. Globalement, l'Afrique subsaharienne a été moins touchée par les soubresauts de la crise des dettes souveraines européennes.

Depuis plusieurs années, cette région continue de bénéficier d'une progression des investissements directs étrangers, d'une augmentation de l'aide publique au développement et de la montée des prix des matières premières pour les pays exportateurs. Cette évolution a favorisé la hausse de la production intérieure. Cependant, la croissance est inégale, car elle concerne surtout les pays exportateurs de pétrole et de minerais, dans lesquels s'investissent de manière prioritaire les capitaux étrangers. De même, elle reste fragile parce qu'elle est très dépendante des secteurs exportateurs exposés à la grande volatilité des prix des produits de base.

1.1.2. Evolution des prix à la consommation

L'augmentation des cours des matières premières agricoles et énergétiques a été le principal élément qui a pesé sur l'indice des prix à la consommation en 2011. Les pays développés ont été plus sensibles aux prix de l'énergie, alors que les pays émergents et en développement ont été plus réactifs aux prix des produits alimentaires.

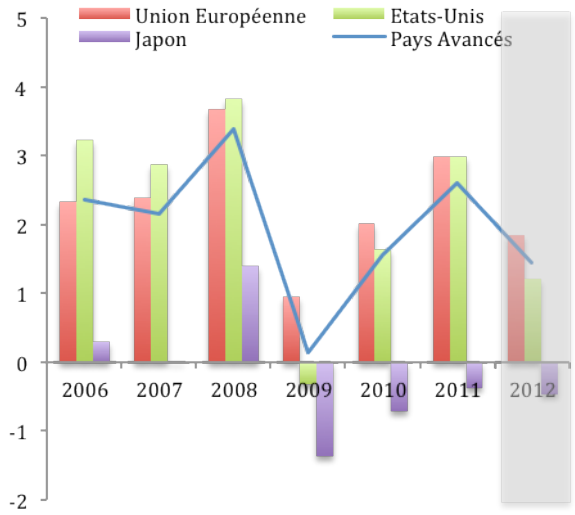
Dans les pays avancés, les prix ont augmenté de 2,6 %, soit un point au-dessus de son évolution de 2010. La montée des cours du pétrole explique essentiellement la hausse des prix dans les économies avancées. Cependant, la hausse du chômage en Europe, le degré limité des capacités de production et, depuis le deuxième semestre 2011, le ralentissement des prix des matières premières agricoles importées, limitent la progression des prix à la consommation.

Dans les pays émergents et en voie de développement, les prix se sont établis à un niveau élevé. Le taux d'inflation a été de 7,5 % contre 6,1 % en 2010. La progression des cours des produits alimentaires explique la dérive inflationniste. Toutefois, l'augmentation des prix a été ralentie dans certains pays émergents grâce aux politiques de lutte contre l'inflation qui se

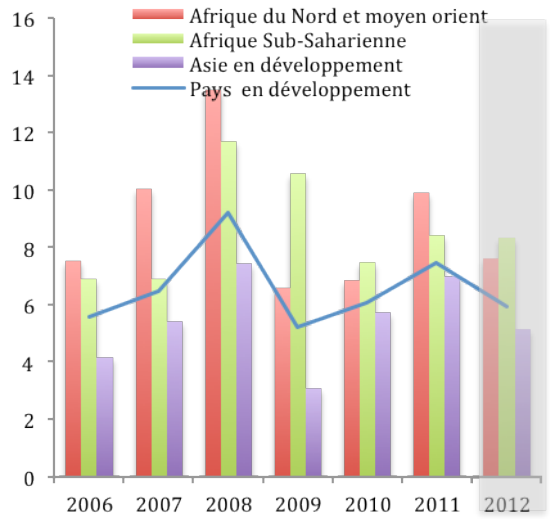
sont traduites par le relèvement des taux d'intérêt ainsi que par la mise en place des mesures quantitatives comme la hausse des ratios de réserves obligatoires et le contrôle administratif des prix de certains produits finis.

En Afrique subsaharienne, l'inflation s'est située à 8,4 % contre 7,5 % l'année dernière. Dans les pays exportateurs de pétrole, elle a été même plus élevée (8,8%) que la moyenne.

Graphique 3: Evolution de l'inflation dans les Pays avancés



Graphique 4: Evolution de l'inflation: Pays en développement



Source : FMI, World Economic Outlook, septembre 2011.

1.1.3. La stabilité financière

La croissance atone enregistrée en 2011 dans les économies avancées, à cause principalement des niveaux insoutenables d'endettement dans plusieurs pays de la zone euro, a aggravé les risques qui pèsent sur l'économie mondiale. En effet, le ralentissement de l'activité dans cette région du monde s'est répercuté sur les bilans publics et privés et risque par conséquent de compromettre fortement l'assainissement des finances publiques. Par ailleurs, la politique monétaire n'a accordé jusqu'à maintenant que des marges de manœuvre limitées aux gouvernements pour relancer l'activité. Certes, dans la zone euro, des mesures importantes ont été prises pour répondre aux problèmes des dettes souveraines. Cependant, les désaccords entre les économies qui apportent leur soutien financier et les divergences politiques à l'intérieur des économies soumises à l'ajustement, ont empêché d'aboutir à une solution durable. Aux Etats-Unis, l'absence d'accord politique entre Républicains et Démocrates sur le relèvement du plafond d'endettement, fragilise la reprise américaine et constitue un risque pour la stabilité macroéconomique à l'échelle mondiale.

Ces divergences reflètent la difficulté des dirigeants politiques des pays développés à prendre les mesures nécessaires pour assurer la stabilité macroéconomique et pour appliquer les réformes favorables à la croissance. La faiblesse de ce contexte financier et politique suscite alors les craintes de défaut de paiement des Etats. Elle nécessite par conséquent une stratégie cohérente pour conjurer la contagion et renforcer les systèmes financiers. En somme, il faut éviter que les tensions financières s'amplifient et grippent le système financier mondial. Pour

ce faire, des mesures qui permettent de restaurer la confiance des agents devraient être envisagées.

1.1.4. Evolution des marchés de changes et des prix des produits de base

Les turbulences financières ont entraîné de fortes variations des taux de change en 2011. L'absence d'alignement des taux de change sur les fondamentaux économiques à court terme a persisté et les zones émergentes ont continué à accumuler les réserves. En moyenne, l'euro s'est appréciée par rapport au dollar américain à 1,37 en 2011, soit FCFA 479,2 pour un dollar contre 1,33 en 2010, soit FCFA 494,33 pour un dollar.

En ce qui concerne les cours des produits de base, les prix des produits agricoles ont fortement augmenté au premier semestre 2011, soutenus essentiellement par la forte demande chinoise, la crise ivoirienne pour le cacao et le printemps arabe qui ont conduit les gouvernements de plusieurs Etats d'Afrique du Nord et du Moyen-orient à accroître leurs importations des produits agricoles pour garantir la stabilité politique.

Quant aux principaux produits d'exportation de la zone CEMAC, les cours sont restés élevés. Le prix du pétrole s'est affermi, au-delà de USD 103 le baril contre USD 79 un an plus tôt. La hausse du prix du pétrole en 2011 s'explique par les soulèvements populaires dans les pays arabes, particulièrement en Libye où la production pétrolière a chuté, les tensions en Iran et par l'accroissement de la demande intérieure asiatique. Pour les autres matières premières, en dehors du cacao dont le prix a baissé de 4, 9 %, les cours des produits agricoles, sylvicoles et miniers sont restés suffisamment orientés à la hausse.

Tableau 1 : Evolution des cours des principaux produits exportés par la zone CEMAC (en %)

Produits	Prix en dollars ou en cents			Variations annuelles (en %)		
	2009	2010 Est.	2011 Prév.	2009	2010 Est.	2011 Prév.
Café Robusta (c/lb)	77,1	84,1	116,0	-27,4	9,1	37,9
Cacao ($/tonne)	2895,0	3130,6	2978,5	12,5	8,1	-4,9
Coton (c/lb)	62,8	103,5	154,6	-12,0	64,8	49,4
Huile de palme ($/t)	644,1	858,9	1076,5	-25,4	33,3	25,3
Bois en grume ($/m3)	285,9	278,2	391,8	-1,7	-2,7	40,8
Caoutchouc ($/t)	87,2	165,7	218,5	-26,5	90,0	31,9
Pétrole ($/baril)	61,8	79,0	103,2	-36,3	27,8	30,6

Sources : FMI, WEO, septembre 2011 ; administrations nationales, Afristat.

1.1.5. Commerce mondial

Les institutions financières internationales prévoient un ralentissement du commerce mondial. En effet, après le rebond exceptionnel enregistré en 2010, le volume du commerce mondial des biens et services devrait rester faible en 2011, en phase avec la décélération de l'activité. Les échanges des biens et services progresseraient moins vite, de 7,5 % contre 12,8 % en 2010. Même si elles restent soutenues aux Etats-Unis et au Japon, du fait du dynamisme de leurs demandes intérieures, les importations en volume des pays avancés augmenteraient faiblement, et principalement sous l'effet du net ralentissement de l'activité en Europe. De leur côté, les importations des pays émergents et en développement devraient connaître la même évolution, dans la mesure où la hausse des prix des produits alimentaires importés réduirait les quantités demandées à l'extérieur.

L'Afrique subsaharienne exploiterait la flambée des cours des matières premières et la fermeté de la croissance chinoise pour accroître ses exportations en volumes. Beaucoup de pays comme la RCA, la Guinée ou l'Erythrée profiteraient ainsi de cette embellie pour lancer ou développer l'exploitation des ressources naturelles et devraient enregistrer une hausse de leurs exportations. Parallèlement, les importations en volume progresseraient, mais moins proportionnellement à la hausse des exportations.

L'envolée des prix des matières premières, notamment du pétrole, devrait contribuer à améliorer les termes de l'échange (+3,4 % en 2011 contre 20,1 % un an auparavant) et le solde des transactions courantes, particulièrement dans les pays exportateurs de pétrole.

Le ralentissement de l'économie mondiale n'a pas affecté significativement l'espace économique de la CEMAC dont la croissance est restée soutenue.

1.2. SITUATION ECONOMIQUE DANS LA ZONE D'INTERVENTION DE LA BDEAC

L'activité économique dans la zone d'intervention s'est raffermie en 2011, malgré une conjoncture économique mondiale difficile : la production en volume est demeurée orientée à la hausse, le solde budgétaire global s'est consolidé et le solde des transactions courantes s'est amélioré.

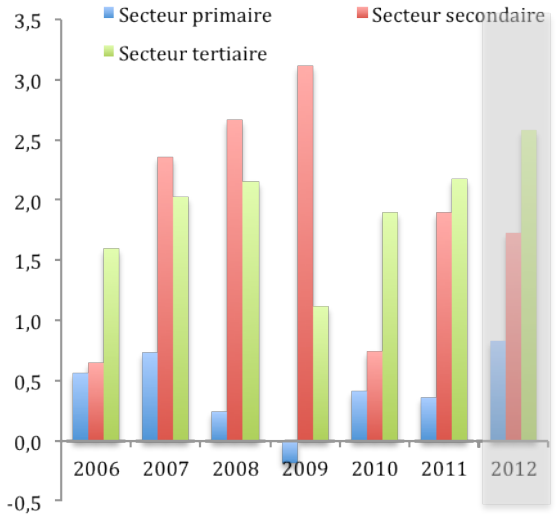
1.2.1. Evolution du secteur réel

Le secteur réel de l'économie a été marqué par la consolidation de la croissance, une légère amélioration du marché de l'emploi et une stabilité des prix à la consommation.

1.2.1.1. Le PIB

La croissance dans la zone CEMAC est restée ferme en 2011 à 4,6 % contre 4,3 % en 2010. Plusieurs facteurs ont milité en faveur des économies de la sous région : (i) la hausse des cours des principaux produits exportés par les pays membres, en dépit d'un taux de change USD/FCFA défavorable à FCFA 479,2 pour un dollar contre FCFA 495,3 en 2010 ; (ii) la bonne tenue du secteur hors pétrole orienté vers la production intérieure, grâce aux efforts déployés pour diversifier leurs économies.

Graphique 5 : Contribution des secteurs d'activité à la croissance

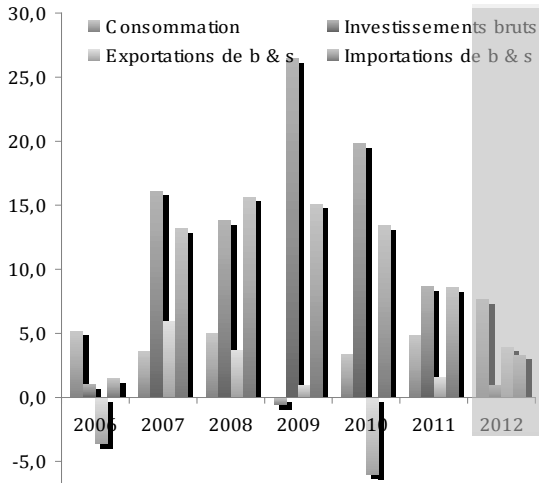


Sources : Commission de la CEMAC, BEAC, administrations nationales.

Du point de vue de la répartition sectorielle du PIB, le secteur hors pétrole a contribué pour 4,2 points à la croissance, alors que le secteur pétrolier n'y a apporté que 0,4 point. L'activité dans le secteur non pétrolier a augmenté de 5,6 % pendant que la production pétrolière brute a reculé de 2,9 %. En partie, les bonnes performances du hors pétrole sont à mettre au crédit des activités agropastorales, des industries manufacturières et des BTP. Elles s'expliquent aussi par l'augmentation de la production minière qui a bénéficié de la flambée des cours sur le marché international.

Du point de vue de la demande, l'activité a été tirée par une demande intérieure robuste. Celle-ci a contribué pour 7,1 points à la croissance, alors que la demande extérieure y a concouru négativement (-2,5 points) en raison de la baisse des exportations de pétrole brut en volume. La fermeté de la dépense intérieure a découlé du dynamisme de la consommation des ménages, dopée par les revalorisations salariales, la distribution des revenus grâce aux créations d'emplois dans le secteur moderne et par le relèvement des prix d'achat aux cultivateurs. La demande domestique a également été soutenue par la bonne orientation des investissements, particulièrement les dépenses en capital du secteur pétrolier. En revanche, l'investissement du secteur non marchand a été faible et a contribué négativement à la croissance (-1,0 point).

Graphique 6 : Croissance de la demande globale de la zone



Sources : Commission de la CEMAC, BEAC, administrations nationales.

1.2.1.2. L'emploi

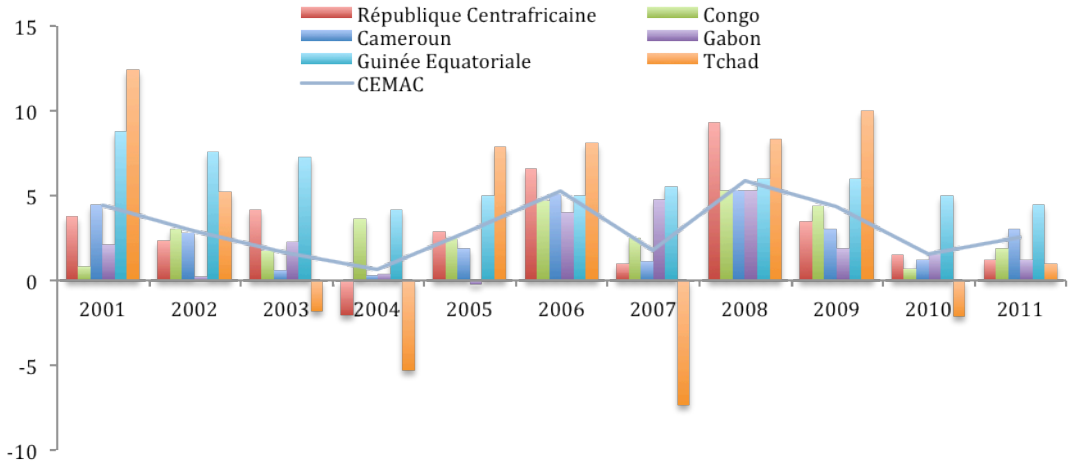
L'emploi global s'est amélioré sous l'effet des recrutements dans les administrations publiques, particulièrement dans les secteurs de la Santé et de l'Education. En outre, les effectifs dans les entreprises devraient être légèrement à la hausse, en raison de la vigueur de l'activité enregistrée au cours des deux dernières années. La construction, les industries manufacturières et les services seraient les principaux secteurs concernés par l'augmentation des effectifs.

1.2.1.3. Les prix à la consommation

En 2011, la zone CEMAC a été caractérisée par une légère augmentation des prix. En effet, l'inflation, mesurée par l'indice des prix harmonisé à la consommation (IHPC), s'est établie à

2,5 % en moyenne annuelle, après 1,4 % en 2010. La hausse des prix a été particulièrement aigue en Guinée Equatoriale (4,5 %). La stabilité des prix a caractérisé les autres pays de la zone dans la mesure où le taux d'inflation a été inférieur à 3,0 %.
En 2011, la hausse des prix dans l'ensemble des Etats membres a été essentiellement d'origine exogène. Elle a résulté en effet de l'augmentation des prix des produits alimentaires importés, en raison de la flambée des cours du pétrole et des produits agricoles survenue sur les marchés mondiaux.

Graphique 7 : Evolution de l'inflation dans les pays de la CEMAC

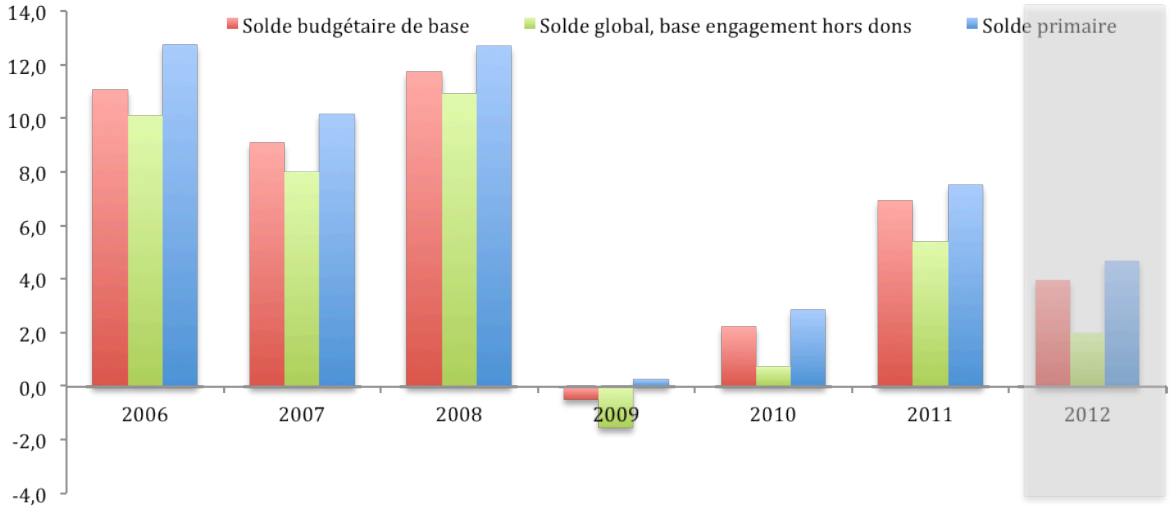


Sources : Commission de la CEMAC, BEAC, Administrations nationales.

1.2.2. Finances publiques

En 2011, l'objectif principal de la politique budgétaire des Etats membres a porté sur la poursuite de l'effort d'accroissement des recettes budgétaires, notamment un meilleur recouvrement des recettes hors pétrole dans les pays producteurs de cette ressource, tout en maîtrisant l'évolution des dépenses publiques.

Graphique 8 : Evolution des ratios budgétaires en pourcentage du PIB



Sources : Commission de la CEMAC, BEAC, Administrations nationales.

La gestion des finances publiques a été caractérisée par la hausse des recettes budgétaires totales de 29,7 % à FCFA 11 895,7 milliards. Cette évolution favorable est imputable à la bonne conjoncture dans les deux secteurs. En effet, les recettes hors pétrole ont progressé de 19,3 % à FCFA 3938,9 milliards, grâce au dynamisme de l'activité en 2010 et 2011, mais aussi en raison de l'amélioration du recouvrement. Les recettes pétrolières ont augmenté de 30,0 %, du fait de la montée du prix du pétrole, en dépit du recul de la production de brut dans la zone CEMAC.

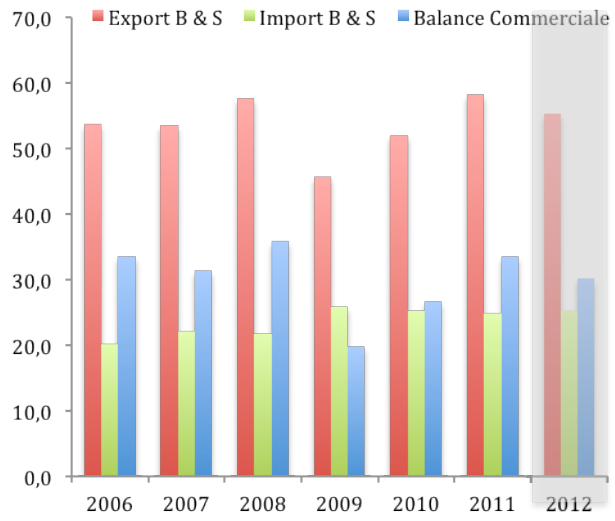
L'objectif de maîtrise des dépenses publiques a été atteint dans la mesure où celles-ci ont progressé seulement de 9,9 %, à FCFA 9 784,9 milliards, après l'augmentation de 9,6 % enregistrée en 2010. Le léger ralentissement des dépenses publiques s'explique principalement par la compression des dépenses courantes des biens et services qui a compensé la hausse des dépenses relatives aux investissements, transferts, subventions et aux salaires.

En définitive, la gestion des finances publiques dans la zone s'est traduite par un excédent du solde budgétaire de base de 7,0 % du PIB contre 2,3 % du PIB en 2010. En outre, par rapport à l'année 2010, l'excédent primaire en 2011 s'est situé à 7,5 % du PIB contre 2,9 %.

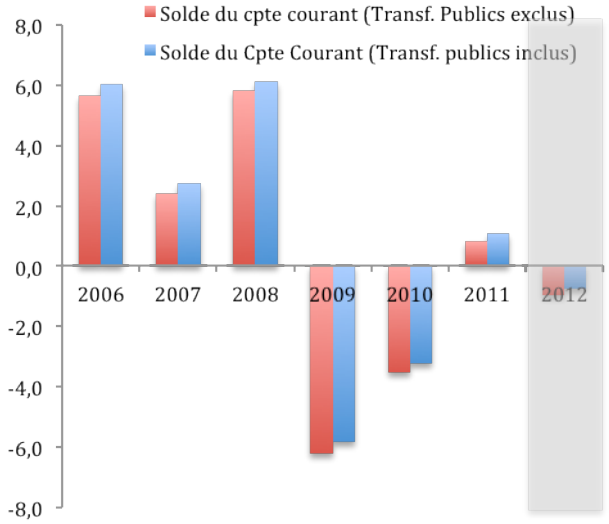
1.2.3. Balance des paiements

La hausse des cours des matières premières et la vigueur de la demande des produits exportés ont contribué à améliorer les performances extérieures de la zone CEMAC en 2011. Ainsi, le solde de la balance des transactions courantes, déficitaire de 3,5 % PIB en 2010, est devenu excédentaire (+0,8 % du PIB). Cette évolution favorable a été obtenue grâce à l'accroissement de l'excédent commercial, malgré l'augmentation des déficits des comptes de revenus et des services.

Graphique 9: Commerce extérieur sous régional (en % du PIB)



Graphique 10: Solde du compte courant (en % du PIB)



Sources : Commission de la CEMAC, BEAC, Administrations nationales.

La plupart des Etats membres ont enregistré un déficit courant, à l'exception du Gabon (9,1 % du PIB) et du Tchad (3,6 % du PIB).

En définitive, la balance globale de la zone s'est raffermie. Elle a été excédentaire de FCFA 1 052,2 milliards en 2011 contre un déficit de FCFA 42,1 milliards en 2010. En y intégrant les allègements de la dette extérieure à hauteur de FCFA 29,2 milliards, la capacité de financement extérieure s'est établie à FCFA 1096,3 milliards. Elle a servi à réduire les arriérés de paiements extérieurs pour FCFA 48,3 milliards et à reconstituer les réserves officielles à hauteur de FCFA 1 048 milliards.

En matière de dette publique, grâce aux programmes économiques et financiers appuyés par la communauté financière internationale, les ratios d'endettement extérieur se sont s'améliorés. Le ratio du stock de la dette extérieure s'est établi à 11,3 % du PIB après 12,6 % du PIB en 2010. Parallèlement, le ratio du service de la dette rapporté aux exportations des biens et services non facteurs s'est situé à 2,3 % contre 9,3 % l'année précédente. De même, le ratio service de la dette publique sur les recettes budgétaires s'est fixé à 4,6 % contre 19,8 % un an auparavant.

1.2.4. Situation monétaire

L'évolution des principaux agrégats monétaires de la zone au 31 décembre 2011 a été marquée par une hausse des avoirs extérieurs nets, un accroissement du crédit à l'économie et une hausse de la masse monétaire.

Les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 15,0 % à FCFA 8 041,8 milliards, en liaison avec l'excédent commercial. Le crédit à l'économie s'est accru de 8,8 % pour s'établir à FCFA 3 946,5 milliards, en phase avec la vigueur de l'activité. La position nette créditrice des Etats s'est renforcée de 14,3 % pour se situer à FCFA -2969,5 milliards contre FCFA -2202,8 milliards au 31 décembre 2010.

L'évolution des agrégats monétaires précédents a induit une augmentation de la masse monétaire de 11,5%, à FCFA 8056,1 milliards à fin décembre 2011. Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est situé à 100,8% à fin décembre 2011 contre 100,4% en 2010.

1.2.5. Perspectives économiques de la CEMAC en 2012

Les perspectives macroéconomiques de la zone CEMAC pour l'année 2012 s'annoncent encourageantes. Elles seraient marquées par la consolidation de la croissance économique, l'absence des pressions inflationnistes, le renforcement des performances des finances publiques et des comptes extérieurs, ainsi que par l'affermissement de la situation monétaire.

L'activité dans le secteur réel devrait progresser de 5,5 %. Cette embellie proviendrait de la consolidation des performances du secteur hors pétrole, mais également du redressement de la production pétrolière. Ces perspectives favorables se traduiraient par la progression de 2,8 % des prix à la consommation des ménages et par l'amélioration de l'emploi dans le secteur privé moderne.

Par ailleurs, des comptes publics devraient continuer à s'améliorer sous l'effet conjugué d'une part de la hausse des recettes fiscales provenant des ressources pétrolières et des efforts de recouvrement et, d'autre part, de la maîtrise des dépenses courantes. La gestion prudente des

comptes publics induirait par conséquent un excédent budgétaire global, base engagement, hors dons de 5,0 % du PIB.

En ce qui concerne les échanges extérieurs, l'excédent des transactions courantes se réduirait légèrement, en raison du versement accru à l'extérieur des revenus du capital. Les agrégats monétaires, quant à eux, garderaient une bonne trajectoire se traduisant par un taux de couverture extérieure de la monnaie proche du niveau de 2011.

En définitive, la vigueur de la demande asiatique des matières premières, le niveau élevé de leurs cours, le dynamisme du secteur non pétrolier, la vitalité de la consommation des ménages, et la robustesse des investissements du secteur pétrolier seraient à l'origine des performances remarquables des Etats membres de la CEMAC. Toutefois, le ralentissement attendu de l'économie mondiale en 2012 pourrait réduire la demande mondiale et affecter les exportations de la zone. Le retournement de la conjoncture pourrait se traduire en effet par la chute des cours des matières premières exportées par les pays de la CEMAC, avec des conséquences macroéconomiques graves.

Par ailleurs, la croissance tant en 2011 qu'en 2012 reste encore insuffisante pour créer les emplois, afin de réduire sensiblement le chômage et la pauvreté. Les autorités des différents pays devraient davantage poursuivre et accélérer les politiques économiques qui visent la promotion de la croissance du secteur hors pétrole, la viabilité du budget et du compte extérieur. Pour ce faire, les autorités sont encouragées à mettre en oeuvre des plans d'investissement pluriannuels sur la base des budgets fondés sur des cadres macroéconomiques réalistes et crédibles. De même, afin d'approcher l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD), il serait nécessaire d'intensifier les politiques de diversification du secteur productif, en mettant l'accent sur les investissements prioritaires dans les domaines des infrastructures (de transport, d'énergie, notamment), de la santé, de la formation, mais aussi en poursuivant les réformes pour améliorer le climat des affaires, à travers la bonne gouvernance et l'allègement des procédures administratives.

1.2.6. Relations des Etats avec la Communauté financière internationale

Par pays, (selon la commission de la CEMAC) la situation détaillée des relations des Etats avec la Communauté financière internationale se présente comme suit :

- **Cameroun**

En 2011, le Cameroun a accueilli une mission conjointe Fonds Monétaire International / Banque Mondiale / Banque Africaine de Développement qui a mené des consultations au titre de l'Article IV des Statuts du Fonds et une appréciation de l'évolution économique et sociale en 2010 et 2011. La mission a formulé des conseils de politiques économiques qui ont porté principalement sur (i) la réduction des risques budgétaires en renforçant la gestion des dépenses publiques et (ii) l'assainissement du système bancaire et l'amélioration du climat des affaires.

Le Cameroun a procédé au paiement en trois tranches d'un montant total de 795000 DTS au titre du remboursement d'une partie du principal du prêt accordé dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit. Cet appui au Cameroun avait permis de contenir la diminution de ses réserves internationales et de maintenir le plan d'investissement prioritaire, notamment dans les domaines des infrastructures, de l'agriculture, de l'éducation et de la santé.

- **Centrafrique**

Le FMI a effectué deux missions à Bangui. La première, pour mener des entretiens sur un programme à moyen terme pouvant s'appuyer sur un accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). La deuxième, pour mener les consultations au titre de l'Article IV. Ces missions ont discuté :(i) des mesures de création d'un espace budgétaire pour le financement des investissements et des dépenses sociales, (ii) des politiques de renforcement de la gestion de la dette publique, (iii) des indicateurs de développement et de stabilité financière, et (iv) des réformes structurelles pour améliorer la compétitivité et promouvoir une forte croissance et la diversification de l'économie.

- **Congo**

La cinquième et la sixième revue de l'accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit et revue des assurances, ont donné lieu à deux visites du FMI à Brazzaville en 2011. Les missions ont noté avec satisfaction la mise en œuvre du programme à fin décembre 2010 et à fin mars 2011. Il ressort que tous les critères quantitatifs d'application continue ont été observés à fin mars et que les autorités ont également observé les deux repères structurels relatifs à la gouvernance du secteur pétrolier.

En 2011, le FMI a procédé au décaissement d'un montant de 3,6 millions de DTS au titre de la dernière tranche du prêt approuvé en 2008 par son Conseil d'Administration dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit. Ce prêt vise à assurer une croissance équilibrée, un taux d'inflation faible et stable et la stabilité des finances publiques et de la situation extérieure.

- **Gabon**

Le FMI a émis un avis favorable relatif à la mise en œuvre du programme « Gabon émergent » et a réitéré sa disponibilité à accompagner les autorités gabonaises dans cette nouvelle stratégie par un partenariat technique. Par ailleurs, le FMI et les autorités gabonaises ont fait le point sur les performances macroéconomiques et financières du Gabon en 2010 et 2011, ainsi que sur l'état d'avancement des réformes entreprises par le Gouvernement depuis 2009.

- **Guinée Equatoriale**

La Guinée Équatoriale est le seul pays de la CEMAC à n'avoir pas eu recours aux concours du FMI depuis 1995. Par ailleurs, la Banque mondiale apporte son assistance au pays pour le renforcement de son appareil statistique et pour la mise en œuvre des actions induites par l'adhésion à l'initiative sur la transparence dans les industries extractives (EITI), initiative à laquelle la Guinée Equatoriale est officiellement candidate depuis février 2008. La Guinée Equatoriale finance cet appui technique par ses propres ressources mais aussi par un prêt Banque mondiale.

- **Tchad**

Le Conseil d'administration du FMI a conclu les consultations au titre de l'article IV avec le Tchad. Les administrateurs souscrivent à l'orientation générale de l'évaluation de la situation économique effectuée par les services du FMI. Ils invitent les autorités à améliorer la qualité des dépenses d'infrastructures par la sélection et la mise en œuvre plus rigoureuses des projets et par un calibrage du budget des investissements publics en fonction de la capacité d'absorption de l'économie.

En 2011, le Gouvernement tchadien a payé un montant de 5 millions de DTS correspondant au remboursement d'une partie du principal du prêt accordé par le FMI.

1.3. ETAT DE LA PAUVRETE DANS LES ETATS MEMBRES

La situation sociale de l'ensemble des pays membres de la BDEAC est préoccupante, malgré une croissance soutenue au cours des dernières années. En effet, les performances économiques enregistrées par les Etats n'ont pas eu d'impact significatif sur les conditions de vie des populations : près de la moitié de la population de la zone continue de vivre avec moins de USD 2 dollars/jour ; le chômage, particulièrement celui des jeunes diplômés, y est endémique ; l'insécurité alimentaire peine à se réduire ; les inégalités sociales sont criantes ; le nombre de personnes économiquement faibles progresse dangereusement. Dans ce contexte, les progrès en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), notamment ceux qui ont trait à la faim, à la santé maternelle et infantile, à l'accès à l'eau potable et au contrôle des maladies, sont restés peu perceptibles et la probabilité qu'ils se réalisent d'ici 2015 demeure faible.

La description ci-dessus est confirmée par la position des pays de la CEMAC en rapport avec l'Indice de Développement Humain du PNUD en 2011 pour lequel ils sont très mal placés. En effet, ces pays occupent respectivement les positions suivantes sur 187 pays : Gabon au 106ème rang contre 93ème en 2010, Guinée Equatoriale au 136ème après 117ème en 2010, Congo au 137ème rang au lieu de 126ème en 2010, Cameroun au 150ème rang contre 131ème l'année précédente, RCA au 179ème rang après 159ème en 2010 et Tchad au 183ème rang contre 163ème l'année précédente. Cette évolution traduit une détérioration du développement humain en matière de santé, d'éducation et du niveau de vie décent.

DEUXIEME PARTIE

ACTIVITES DE LA BANQUE

2.1. Activités de Financement en 2011

L'exercice 2011 consacre la mise en œuvre de nouvelles orientations stratégiques à la BDEAC, notamment sur le plan des activités de financement. En effet, en phase avec sa mission d'appui au développement des pays de la zone CEMAC, la Banque a renforcé son intervention par la mise en œuvre de sa politique de cofinancement avec les banques locales/les bailleurs internationaux et, les efforts de maturation préalable des projets.

Les propositions de financement approuvées par le Conseil d'Administration présentaient ainsi des atouts conformes à cette vision stratégique, à travers la promotion du secteur privé, la consolidation du tissu productif industriel, ainsi que par le renforcement ou la construction d'infrastructures de base (routes, barrage hydroélectriques, etc.).

C'est dans ce contexte que le Conseil d'Administration a approuvé dix huit (18) opérations au cours de l'exercice sous revue. Il s'agit de dix sept (17) prêts et d'une (01) lettre de garantie en faveur d'un établissement de microfinance.

2.1.1. Situation des engagements

Les nouveaux engagements pris au cours de l'exercice 2011 ont atteint un montant de FCFA 154 145 millions, contre un objectif annuel de FCFA 110 000 millions, soit un taux de réalisation de 140,1%.

La configuration des engagements de la Banque pendant la période sous revue peut être analysée en termes de risque, de répartition sectorielle et de répartition géographique.

a. Une maîtrise de risque à travers la politique de cofinancement

La montée en puissance des activités de financement de projets impose à la Banque de surveiller beaucoup plus étroitement les risques sur les engagements qu'elle prend. A cette fin, la Banque a, d'une part limité ses interventions à 50% du coût total des projets dans le secteur privé et, d'autre part, recherché systématiquement la collaboration de partenaires nationaux et internationaux pour le cofinancement des projets.

Cette politique permet le partage d'informations, réduit les risques et élargit considérablement le champ d'actions de la Banque. C'est plus de 11 banques et 07 institutions financières internationales qui se sont associées à la BDEAC dans le financement de projets en 2011. Au rang de ces banques, figurent AFRILAND FIRST BANK, BGFIBANK, Commercial Bank Cameroon (CBC), Commercial Bank Tchad (CBT), ECOBANK Cameroun, ECOBANK Gabon, La Congolaise de Banque (LCB), la Société Générale de Banque au Cameroun (SGBC), STANDARD CHARTERED BANK, la Société Commerciale de Banque au Cameroun (SCBC), United Bank of Africa Cameroon (UBA), PLC Cameroon, etc. Parmi les institutions financières internationales, la coopération est particulièrement active avec la BEI, l'AFD, la BM, la BAD et la IFC.

b. Répartition sectorielle

Le montant total des prêts approuvés s'est élevé à FCFA 154 145 millions avec une forte concentration sur les infrastructures (44,2 %) et l'industrie et l'agro-industrie (41,7 %). L'émission d'une lettre de garantie des dépôts de FCFA 5.000 millions a également été approuvée.

Les projets du secteur des infrastructures concernent l'aménagement hydroélectrique de Lom-Pangar ; la construction d'une centrale thermique à gaz à Kribi au Cameroun par KPDC ; la réhabilitation, la modernisation et l'extension de la centrale hydroélectrique du DJOUE au Congo ; les études complètes du réseau de transport d'énergie électrique connexe aux projets des aménagements hydroélectriques des chutes de Fe II et de l'Impératrice en faveur de l'Etat Gabonais par CODER, et l'aménagement de la Zone Economique Spéciale de Nkok au Gabon.

Dans le secteur de l'industrie et l'agro-industrie les prêts approuvés concernent la modernisation et l'extension des capacités de raffinage de la SONARA à Limbé ; la mise en place d'une usine de transformation de fèves de cacao à Douala par NOHA NYAMADJO & ASSOCIES S.A ; la production des compresses médicales et des rouleaux de gaze hydrophile coton à Douala par la société SITRACO S.A ; la modernisation de la Laiterie BAYO à Brazzaville pour FCFA ; la création d'un complexe industriel à OWENDO par la Société Nationale des Bois du Gabon ; la construction d'un complexe industriel d'exploitation des ruminants à DJARMAYA au Tchad et le programme de production de tracteurs pour les campagnes 2010 à 2014 par la Société Industrielle de Matériel Agricole et Assemblage de Tracteurs du Tchad (SIMATRAC; la réhabilitation, la rénovation et l'extension de l'hôtel LAICO MAYA MAYA à Brazzaville par la Lybian Arab African Investment Company Brazzaville (LAAICO-BZV S.A.) et la mise aux normes STARWOOD de l'HÔTEL MANDJI de Port Gentil au Gabon.

Les autres prêts approuvés concernent les secteurs suivants :

- Secteurs Immobiliers et Services

  - la construction du complexe immobilier Edith Lucie Bongo à Brazzaville par la SCI BEN'TSI IMMO ;
  - la construction d'un Centre Hospitalier Moderne à Bata par AFROM-GUINEA S.A ;

- Secteur financier

  - la Ligne de crédit en faveur du Fonds d'Actions Mutuelles (FAM) en vue du financement des activités génératrices de revenus au Congo ;
  - émission d'une lettre de garantie des dépôts en faveur de la Fédération des Mutuelles Congolaises d'Epargne et de Crédit (MUCODEC).

Tableau 2 : Répartition sectorielle des projets en 2011

Secteur	Nombre de projets	Montants (millions de FCFA)	%
Infrastructures	5	68 200	44,2
Immobilier & services	2	11 000	7,1
Tourisme	2	5 450	3,5

Industrie & agro-industries	7	64 295	41,7
Finance	2	5 200	3,4
Total	18	154 145	100

Source : BDEAC

c. Répartition géographique

Tableau 3 : Répartition par pays des engagements en 2011

Pays	Nombre d'opérations	Prêts (millions de FCFA)	Etude	Subvention	Engagements en général	%
Cameroun	5	54 700	-	-	34 700	35,5
Centrafrique	0	0	-	-	0	0
Congo	6	32 230	-	15	12 245	20,9
Gabon	4	29 200	-	-	29 200	18,9
Guinée Equatoriale	1	3 000	-	-	3 000	1,9
Tchad	2	35 000	-	-	35 000	22,7
TOTAL	**18**	**154 130**	**-**	**15**	**154 145**	**100**

Source : BDEAC

A l'exception de la République Centrafricaine où les opérations identifiées n'ont pas abouti à des financements au cours de l'exercice, tous les autres pays ont reçu les financements : FCFA 54 700 millions au Cameroun (35,5%) ; FCFA 32 245 millions au Congo (20,9%) ; FCFA 29 200 millions au Gabon (18,9%) ; FCFA 3000 millions en Guinée Equatoriale (0,0%) ; FCFA 35 000 millions au Tchad (22,7%).

d. Incidence sur l'évolution des engagements

Les concours octroyés par la Banque depuis la reprise des financements en juin 2003 ont atteint au 31 décembre 2011, un montant brut de FCFA 296 950 millions pour 72 opérations, sous forme de prêts directs ou de lignes de refinancements, de prises de participation, d'avances pour études ou d'appuis institutionnels.

La répartition de ces concours entre les instruments mis en œuvre est la suivante :

- FCFA 290 068 millions sous forme de prêts, soit 97,7% des concours, affectés à 59 projets ou programmes, dont FCFA 267 247 au titre des prêts directs en faveur de 48 opérations, et FCFA 22 821 millions destinés au refinancement de 4 banques commerciales (4 lignes), d'une (01) société de leasing, de 5 établissements de micro finances et d'un (01) groupement de femmes ;
- FCFA 1 082 millions, soit 0,36% des concours au titre des avances pour 4 études, d'un montant total de FCFA 868 millions et de 4 contributions chiffrées à FCFA 214 millions pour la réalisation d'opérations d'intégration régionale dont une co-publication de l'étude des économies de la Sous- Région avec la CEA, la participation aux budgets du Comité de Suivi du PDCT-AC et l'étude du Fonds Spécial Régional de Développement Agricole avec la CEEAC ;

- FCFA 100 millions, soit, 0,03% des concours, sous forme de contributions non remboursables imputées sur le Fonds Suisse, pour l'appui institutionnel dans le cadre des lignes de crédits en faveur de 4 établissements de micro finance et d'un (01) groupement de femmes ;
- FCFA 700 millions, soit 0,2% des concours, au titre de 3 opérations de prise de participation au capital de 2 sociétés régionales (BVMAC et SMAC) et de la Banque Congolaise de l'Habitat (BCH).

Tableau 4 : Evolution des engagements depuis 2003 (montants en FCFA millions)

Désignations	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**
Concours approuvés par exercice		6000	20213	23081	26773	23306	41730	0	154145
Evolution des approbations annuelles (%)		252,5	236,9	14,2	346,2	15,3	80,8	-100	+561,3
Concours brut cumulés	1702	7702	27915	50996	77769	101075	142805	142805	296950
dont prêts et lignes de crédits (LC)	1484	7484	26802	49734	76293	99238	140938	0	200
Concours bruts cumulés confirmés/accord	1702	1702	16285	35324	62524	80725	119705	119705	167855
dont prêts et lignes de crédits (LC)	1484	1484	15502	34062	61048	79138	117838	123838	
Taux de confirmation des concours bruts (5/3)	100	22,1	58,3	69,3	80,4	79,9	83,8	88	58,5
Annulations (millions FCFA)	-	-	1100	-	-	4136	12116	22.154	45.254
Concours cumulés, nets des annulations,	1702	7702	26815	49896	76669	96939	130689	120.651	251.696
dont prêts et LC	1484	7484	25702	48634	75193	95102	128822	118.784	245.582

Source : BDEAC

2.1.2. Projets approuvés

i. Aménagement hydroélectrique de Lom Pangar par Electricity Development Corporation

Description du projet : l'usine hydroélectrique est structurée en deux blocs principaux qui comprennent les locaux usine sur 5 niveaux, le bâtiment de commande et les locaux administratifs avals sur 2 niveaux et enfin les ateliers et plateformes de travail sur un seul niveau. Dans la tranche normale d'exploitation, la puissance de chacun des quatre groupes de type Francis Vertical est de 7.5 MW pour un débit unitaire de 25 m3/s. Une fois les quatre groupes équipés, la puissance globale de la future usine de pied sera de 30 MW pour un débit nominal de 100 m3/s.

En ce qui concerne les postes et les lignes de transport d'énergie, un poste de départ de 90 kV sera placé au pied de l'usine à Lom-Pangar et un poste d'arrivé de 90/ 30 kV à Bertoua.

L'électrification de la région de l'Est, comprend la construction de 640 km de ligne MT 30 KV, de 90 km de ligne BT, l'installation de 48 postes 50 kVa et 25 kVa, de 50 foyers d'éclairage public ainsi que la réalisation de plus de 46 500 branchements monophasés et triphasés équipés de compteurs à prépaiement.

Les réseaux MT seront alimentés à partir du poste source HT/MT de Bertoua et assureront la répartition de l'énergie électrique vers les postes de distribution MT/BT alimentant les réseaux BT.

Localisation : Le barrage hydroélectrique de Lom-Pangar sera situé dans la localité du même nom près de Bertoua, capitale de la région de l'Est du Cameroun.

Objectifs du projet : Le projet s'inscrit dans la continuité du développement du potentiel hydroélectrique du Cameroun et le renforcement de la capacité de régulation de la Sanaga pour faire face aux étiages sévères enregistrés au cours des dernières décennies et à l'accroissement de la demande d'énergie dans la zone d'interconnexion Sud du Cameroun.

Financement de la BDEAC : Vingt Milliards (20 000 millions) Francs CFA.

Tableau 5 : Plan de Financement par Catégories de Dépenses et par Sources

Montants en millions de FCFA										
Catégories de dépense	**FAD**	**BDEAC**	**FSD**	**BM**	**AFD**	**BEI**	**GVT**	**Abonnés**	**Total**	**%**
Biens (Fournitures équipements)	403	249	176	300	315	300	608	7	2357	1,22
Travaux	31778	19575	13653	23894	24919	23997	48418	461	186 694	96,70
Services	564	351	242	425	447	425	864	7	3323	1,72
Fonctionnement	117	73	51	88	95	88	183	0	695	0,36
Coût total du projet	32 862	20 248	14 121	24 707	25 775	24 809	50 072	476	193 067	
Pourcentage (%)	17,0	10,5	7,3	12,8	13,4	12,8	25,9	0,2	17,0	100

Source : BDEAC

ii. Modernisation de la Laiterie BAYO a Brazzaville

Description du projet : Le projet a pour objet la mise aux normes des outils de gestion et la rénovation de l'appareil de production de la Laiterie BAYO à travers le renouvellement de la ligne de production du yaourt et ses produits dérivés et de la ligne de production de jus de fruits naturels.

Localisation : La Laiterie BAYO est implantée sur deux sites différents à MASSISSIA et à MBOUONO dans la zone Sud de la ville de Brazzaville.

Objectif du projet : L'objectif du projet est de mettre en œuvre une stratégie globale de développement de la société articulée autour de la réfection des usines, l'acquisition des nouveaux équipements de production et de contrôle qualité, la formalisation de documents de pilotage et de suivi de la production dans le cadre d'une démarche ISO 9001.

Financement de la BDEAC : Un Milliard Cinq Cent Quatre Vingt Quinze (1 595 millions) francs CFA.

Tableau 6 : Schéma de financement du projet (en FCFA millions)

Source de financement	Montant	Pourcentage
Autofinancement	957	30
BDEAC	1 595	50
La Congolaise des banques (LCB)	638	20
Total	3 190	100

Source : BDEAC

iii. Aménagement de la Zone Economique Spéciale de Nkok au Gabon

Description du projet : Le projet porte essentiellement sur les travaux de viabilisation du site de la Zone Economique Spéciale et la construction de diverses infrastructures industrielles et sociales. A cet effet, le site du projet sera divisé en deux aires fonctionnelles : i) une aire de transformation (80% de la superficie du site) destinée aux unités industrielles qui seront installées dans la ZES ; ii) une aire de non-transformation (20% de la superficie du site) destinée à accueillir l'infrastructure sociale, notamment les résidences et les diverses autres commodités sociales destinées au personnel employé dans les unités industrielles.

Localisation : Le site proposé pour la ZES est situé à Nkok en zone côtière. La superficie totale de la ZES est de 1360 Ha avec de fortes capacités d'expansion, ce qui est essentiel pour la réussite du projet. Il est situé à 12 kilomètres de la Route Nationale RN1, point de convergence de toutes les routes des zones forestières d'Oyem, Makokou, Koula-Moutou, Ndjolé vers Libreville et le port d'Owendo.

Objectif du projet : L'objectif du projet est d'aménager à Nkok une ZES sur une superficie de 1360 hectares et mettre ainsi à la disposition des investisseurs un complexe multifonctionnel avec une aire spécialement dédiée à l'industrie du bois et une autre destinée à l'infrastructure sociale.

Financement de la BDEAC : Quinze Milliards (15 000 millions) francs CFA.

Tableau 7 : Schéma de financement du projet (en FCFA millions)

Source de financement	Montant	Pourcentage
Fonds propres	12 293	17
Avances des clients	31 486	43
BDEAC	15 000	21
Ecobank	14 350	19
Total	73 129	100

Source : BDEAC

iv. Mise aux normes STARWOOD de l'hôtel Le Méridien Mandji de Port-Gentil

Description du projet : Le projet porte sur la rénovation de l'hôtel dont le programme de reprend toutes les installations techniques et décoratives. Il se propose également de construire un Fitness Centre, de faire l'extension des salons Banquets afin que ceux-ci puissent accueillir près de 450 personnes. De même la piscine toute vieillissante sera reconstruite.

Localisation du projet : L'hôtel Méridien Mandji est situé à Port-Gentil, en République Gabonaise.

Objectif du projet : Le projet vise à mettre aux normes STARWOOD, à l'horizon 2012, les 94 chambres de l'hôtel Le Méridien Mandji de Port-Gentil.

Financement de la BDEAC: Trois Milliards (3 000) francs CFA.

Tableau 8 : Schéma de financement du projet (en FCFA millions)

Source de financement	Montant	Pourcentage
Hôtel Mandji	1 527	23
BDEAC	3 000	46
Co-financier	2 000	31
Total	6 527	100

Source : BDEAC

v. Construction du centre hospitalier Mama Bang à Bata par Afrom-Guinea

Description du projet : Le Centre Hospitalier Mama Bang regroupera la plupart des disciplines médicales, chirurgicales et médico-techniques. En tant que structure moderne, le centre hospitalier fournira toutes les prestations médicales et paramédicales dans les différents tableaux constituant des actes médicaux et paramédicaux standards. Au-delà de ces actes médicaux et paramédicaux, le centre hospitalier offrira les services suivants : l'Hémodialyse, l'Aide Médicale d'Urgence et à Domicile, les Contrats d'Aide Directe Entreprise, le package grossesse.

Localisation : Le Centre Hospitalier Mama Bang (CHOMBA) sera implanté à Bata, dans le quartier de Bomudi. Longeant la route de Bomudi en direction d'Anusca, il sera à 50 mètres du croisement du boulevard de Bomudi et de la carretera de Bobano. Dans le sens inverse en direction de Ecosca, il sera à 500 mètres d'une nouvelle cité résidentielle de plusieurs immeubles de 3 à 5 étages.

Objectif du projet : L'objectif du projet est de construire un centre hospitalier moderne à Bata afin de contribuer à l'amélioration du plateau technique existant dans le pays et d'augmenter le nombre de formations sanitaires. Il aura une capacité total de 39 lits, soit 29 lits d'hospitalisation, et sera doté d'un personnel soignant de qualité dans les différentes spécialités.

Financement de la BDEAC : Trois Milliards (3 000) francs CFA.

Tableau 9 : Schéma de financement du projet (en FCFA millions)

Source de financement	Montant	Pourcentage
AFROM-GUINEA	2 578	39
CCEI-BANK GE	1 000	15
BDEAC	3 000	46
Total	6 578	100

Source : BDEAC

vi. Construction d'une centrale thermique a gaz à kribi au Cameroun par KPDC

Description du projet : Le projet comprend la construction à Mpolongwé d'une centrale thermique alimentée au gaz naturel, dont la puissance à installer est de 216 MW et la construction des ouvrages de transport électrique haute tension composés de : (i) un poste élévateur de 11 à 225 kV au site de Mpolongwé, (ii) une ligne de haute tension double terne de 225 kV, longue de 100 Kms entre la centrale de Mpolongwé et le poste de Mangombé à Edéa, (iii) le raccordement de la ligne haute tension au poste de Mangombé avec installation de travées arrivées lignes 225 kV nécessaires.

Localisation du projet : Le site de la centrale est situé au village Mpolongwé 1. Cette zone est située à 9 km au nord de la ville de Kribi, à proximité de la route principale et à 1 km

environ de la côte. La centrale occupera une superficie de 4 ha sur un site d'une superficie totale de 16 ha.

Tableau 10 : Schéma de financement (en FCFA millions)

Source de financement	Montant (FCFA)	Pourcentage
Fonds propres dont	41 699	25
AES	23 352	
Etat du Cameroun	18 347	
Emprunt	126 613	75
Bailleurs de fonds internationaux dont la BDEAC	89 899 15 000	
Banques locales	36 721	
Total	168 312	100

Source : BDEAC

Objectif du projet : Le projet a pour objectifs de : (i) favoriser la diversité des sources dans la production d'électricité compte tenu de l'hydrologie de plus en plus imprévisible et défavorable ; (ii) fournir une capacité additionnelle pour soutenir l'accroissement de la demande nationale et le développement industriel ; (iii) aider à développer la production de gaz dans le pays.

Financement de la BDEAC : Quinze Milliards (15 000 millions) francs CFA.

vii. Emission d'une lettre de garantie des dépôts en faveur de la fédération des mutuelles congolaises d'épargne et de crédit (MUCODEC) à Brazzaville :

Description du projet : La lettre de garantie des dépôts en faveur de la Fédération des MUCODEC aura pour objet principal d'indemniser aussi rapidement que possible les déposants, mais dans certaines conditions et en particulier dans la limite d'un plafond de F CFA 5.000 millions, si le réseau MUCODEC auquel ils ont confié leurs avoirs ne peut plus faire face à ses engagements.

Localisation : La Fédération des MUCODEC a son siège social à Brazzaville. Elle est l'organe faîtier d'un ensemble de Caisses Locales des MUCODEC disséminées à travers la République du Congo qui sont des associations de type mutualiste financièrement autonome. Ce sont des Etablissements de microfinance de 1ère Catégorie.

Objectifs du projet : La lettre de garantie des dépôts BDEAC devra garantir les dépôts à vue, les comptes sur livret et les plans d'épargne-logement. Elle aura pour effet de :

- protéger l'épargne des sociétaires, mobilisée pour le financement des projets immobiliers, en garantissant le portefeuille ainsi constitué dans les limites définies pour permettre l'indemnisation des déposants si les MUCODEC ne peuvent pas faire face à leurs engagements ;
- transformer l'épargne à vue des sociétaires en ressources longues et ainsi, maintenir le ratio de transformation dans les limites réglementaires ;
- favoriser l'accès au logement à de nombreuses familles, à l'aide des crédits de longue durée et peu coûteux.

Financement de la BDEAC : Cinq Milliards (5 000 000 000) Francs CFA.

viii. Etudes pour la construction du réseau de transport d'énergie électrique connexe aux projets des aménagements hydro-électriques des chutes de fe2 et de l'impératrice

Description du projet : les études portent sur les lignes de transport d'énergie envisagées pour permettre l'évacuation de l'énergie électrique produite par les deux centrales de fe2 et de l'impératrice. Les différentes composantes sont :

- construction du réseau national de Transport d'énergie (RNTE-Phase I de Fougamou-Libreville et Fougamou-Mouila) ;
- construction du Réseau National de Transport d'Energie (RTNE – de Kango – Bifoun – Ndjolé);
- construction du Réseau National de Transport d'Energie (RTNE – Ndjolé - Mitzic).

Localisation du projet : Le site du projet est situé respectivement au niveau des Chutes de l'Impératrice sur la rivière Ngounié et de FE2 sur la rivière Okano.

Objectif du projet : La réalisation de ces deux ouvrages va permettre d'augmenter la capacité de production hydro-électrique du Gabon de 140 MW, et de disposer rapidement d'une énergie abondante à moindre coût pour la population et le tissu économique gabonais. Leur mise en service nécessite que les réseaux de transport d'énergie électrique soient également réalisés et rendu fonctionnels de manière à assurer l'évacuation de l'énergie ainsi produite.

Financement de la BDEAC : Trois Milliards Deux Cent Millions (3200 millions) francs CFA.

ix. Production de compresses médicales et des rouleaux de gaze hydrophile coton par la société industrielle de transformation du coton (SITRACO S.A.) :

Description du projet : Le projet consiste en l'aménagement du site du projet et l'acquisition des équipements pour la production des compresses médicales et des rouleaux de gaze hydrophile coton.

Localisation du projet : Le site du projet se trouve au quartier Bassa à Douala, dans l'enceinte de l'usine de la société CICAM. La société SITRACO a signé un contrat de bail à durée indéterminée renouvelable par tacite reconduction avec la société CICAM pour l'installation des ses machines dans un espace aménagé dans son usine de Douala-Bassa.

Objectif du projet : Le projet porte sur la mise en place d'une unité de production des compresses médicales à Douala au Cameroun par la société SITRACO S.A.

L'objectif du projet est de fabriquer au Cameroun des compresses médicales, des rouleaux de gaze hydrophile coton, et la distribution des produits de prise en charge de la cicatrisation des blessures, fabriqués par le groupe Hartmann. Tous ces produits sont utilisés dans les formations sanitaires pour la petite et la grande chirurgie ainsi que pour les pansements des plaies.

Financement de la BDEAC : Sept Cent Millions (700 millions) francs CFA.

Tableau 11 : Schéma de financement du projet (en FCFA millions)

Source de financement	Montant	Pourcentage
SITRACO	656	40
Société Générale de Banques au Cameroun (SGBC)	300	18
BDEAC	700	42
Total	1656	100

Source : BDEAC

x. Mise en place d'une usine de transformation de fèves de cacao à Douala par la société 2NA SA

Description du projet : Les aménagements porteront sur la viabilisation du site de l'usine avec remblais et consolidation, assainissement et stabilisation du site caractérisé par un sol très marécageux. Trois (3) bâtiments seront érigés sur le site pour le stockage des matières premières et la production ainsi que le stockage des produits. Un hangar métallique sera construit pour qui servir de magasin de stockage. Il est également prévu un bâtiment industriel en charpente métallique de 2.200 m2. L'usine de transformation des fèves de cacao comprendra plusieurs unités :

Localisation : L'usine de la 2NA SA sera implantée dans la zone industrielle de Bonabéri, banlieue de la ville portuaire de Douala. Le site du Projet s'étend sur une superficie de 20.070 m2 et présente plusieurs atouts :

- il s'agit de la porte d'entrée des produits issus d'une importante zone de production de cacao, le sud-ouest du Cameroun ;
- Douala dispose du principal port du pays, à partir duquel les produits destinés à l'exportation sont embarqués ;
- la zone industrielle est un espace aménagé par les autorités publiques et présente, de ce fait, des risques environnementaux mineurs.

Objectif du projet : Le projet a pour objet de produire localement la pâte pour tourteau et chocolat, le tourteau de chocolat, le beurre et la poudre de cacao.

En terme d'objectif, le projet prévoit, dès la première année d'exploitation, la commercialisation de :

- 8 000 tonnes de beurre de cacao;
- 2 500 tonnes de tourteau.

La capacité nominale de traitement de fèves brutes de l'usine sera de 16.000 tonnes par an, pour une capacité de production de 13.600 tonnes de pâte à partir desquelles seront produits le beurre de cacao et le tourteau. La capacité nominale de traitement des fèves brutes sera portée à 25.000 tonnes dès la troisième année d'exploitation.

Financement de la BDEAC : Quatre Milliards (4 000 millions) francs CFA

Tableau 12 : Schéma de financement du projet (en FCFA millions)

Source de financement	Montant	Pourcentage
Apports propres	3 900	31
Banques	8 500	69

Total	12 400	100

Source : BDEAC

xi. Construction du complexe immobilier Edith Lucie Bongo a Brazzaville par la SCI BEN'TSI IMMO

Description du projet : L'immeuble dont les trois premiers niveaux sont déjà construits (sous-sol, rez-de-chaussée et 1er étage) sera surhaussé de huit autres niveaux qui seront aménagés en trois types d'appartements (T2, T3 et T4) et un appartement-terrasse de haut standing dénommé Penthouse. Ce dernier abritera deux grandes salles des banquets, ainsi qu'un espace solarium fourni par la toiture-terrasse.

Localisation du projet : Le site est établi à Brazzaville. Il présente une topographie régulière, dans une zone viabilisée, avec des nappes d'eau à 25 cm de profondeur. La nature à prédominance sableuse des sols rencontrés et en particulier au-delà de 5,00 m de profondeur, suggère qu'une grande partie des tassements globaux sous les fondations soient absorbés pendant la construction.

Objectif du projet : L'objectif du projet est de rendre disponible 6646 m² de surface aménagée en bureaux, salles et appartements à l'horizon de 2014.

Financement de la BDEAC : Huit Milliards (8 000 millions) francs CFA.

Tableau 13 : Schéma de financement du projet (en FCFA millions)

Source de financement	Montant	Pourcentage
BEN'TSI IMMO	7 859,8	38
BDEAC	8 000	38
BGFIBANK	5 000	24
Total	20 859,8	100

Source : BDEAC

xii. Création d'un complexe industriel à Owendo par la société nationale des bois du Gabon SNBG

Description du projet : Le projet consiste en la construction d'un complexe industriel et l'acquisition des équipements et matériels de production. Le Complexe industriel aura une activité de sciage qui permettra d'améliorer le rendement sur les autres activités de transformation notamment par la récupération et la transformation en produits de sciage, les déchets des autres unités de transformation à plus forte valeur ajoutée ; une activité de déroulage qui permettra une production de qualité supérieure par une ligne de déroulage complète allant jusqu'à la production de contre plaqués mais aussi une deuxième unité de déroulage (séchoir et dérouleuse uniquement) assurant une double capacité de production ; une activité de tranchage. Il est prévu une chaudière qui enverra de la vapeur d'eau pour ramollir le bois dans l'étuve et sécher les feuilles de placage au séchoir. Les bobines seront séchées directement avant d'être massicotées, les arrondis seront massicotés en état vert avant d'être séchés.

Les équipements de production de la société seront essentiellement constitués des diverses lignes de transformation (tranchage, déroulage et sciage).

Localisation du projet : Le site retenu pour la construction du Complexe industriel est celui de la société Bois Tranché du Gabon, à l'intérieur de la zone industrialo-portuaire d'Owendo. Il a été remblayé en partie sur un marais. Le site est localisé à l'entrée de l'auberge dénommée « les 09 provinces », à environ 200 m à l'Est de la route principale qui longe la côte reliant le port d'Owendo au centre ville de Libreville. Il est bordé (i) au nord par la voie ferrée secondaire desservant la zone du port à bois de la Pointe d'Owendo, (ii) à l'Est par un marais naturel qui le sépare de la cité OPRAG, (iii) à l'Ouest et au Sud-Ouest, par les installations de la COMILOG, la SNAT et la SDV.

Tableau 14 : Schéma de financement du projet (en FCFA millions)

Source de financement	Montant	Pourcentage
SNBG	25 900	74
BDEAC	8 000	23
Total	33 900	100

Source : BDEAC

Objectif du projet : L'objectif du projet est la construction d'un vaste complexe industriel de transformation de bois pour vendre sur le marché international des produits de haute qualité issus des segments Tranchage, Sciage et Déroulage avec production de contreplaqués.

Financement de la BDEAC : Huit Milliards (8 000 millions) francs CFA

xiii. Réhabilitation, de modernisation et d'extension de la centrale hydro-électrique du Djoué par l'Etat congolais

Description du projet : Le projet consiste en la réhabilitation de l'aménagement, l'augmentation de la capacité, l'amélioration de l'exploitation, le rehaussement de la crête du barrage et la reconstitution de la capacité de la retenue supérieure via un désensablement, etc.

Les objectifs du projet : Les objectifs du projet sont de :

- sécuriser une source de production d'électricité verte d'une capacité représentant un quart de la consommation de Brazzaville, à proximité immédiate de celle-ci ;
- participer, via l'irrigation, au développement de la production maraîchère, à proximité immédiate de la capitale ;
- sécuriser l'approvisionnement en eau potable ;
- développer les autres usages de l'eau (éco-tourisme, loisirs, etc.).

Localisation du projet : Le projet se trouve à une dizaine de kilomètres de la ville de Brazzaville au Congo ;

Financement de la BDEAC : Vingt Milliards (20 000 millions) francs CFA.

Tableau 15 : Schéma de financement du projet (en FCFA millions)

Source de financement	Montant	Pourcentage
Etat congolais	12 274	39
BDEAC	20 000	15
Total	32 274	100

Source : BDEAC

xiv. Production de tracteurs pour les campagnes agricoles 2010 a 2014 par la Société Industrielle de Matériel Agricole et assemblage de Tracteurs (SIMATRAC)

Description du projet : Le complexe industriel est composée de quatre (4) ateliers, un hangar de stockage des équipements des tracteurs, quatre (4) magasins, une infirmerie, deux blocs administratifs utilisés par la direction générale, la direction technique, la direction administrative et des ressources humaines, la direction financière et commerciale. Les démembrements régionaux ne sont pas encore effectifs.

Deux types d'assemblages avec des commandes différentes se réalisent : (i) la commande en CKD où le tracteur est commandé en pièces détachées et (ii) la commande en SKD dans laquelle les tracteurs sont pré assemblés.

Localisation du projet : Le site d'assemblage des tracteurs est basé à N'djamena, la capitale politique et première ville du Tchad. La SIMATRAC est située dans la zone industrielle de Farcha et couvre une superficie de 15.201m²

Objectif du projet : L'objet est de contribuer à la mécanisation de l'agriculture au Tchad, par la fourniture des machines agricoles appropriées au PNSA et aux agriculteurs.

L'objectif de cet investissement est de produire 5000 tracteurs à l'horizon 2014.

Financement de la BDEAC : Quinze Milliards (15 000 millions) francs CFA

Tableau 16 : Schéma de financement du projet (en FCFA millions)

Source de financement	Montant	Pourcentage
CBT	10 000	40
BDEA	15 000	60
Total	25 000	100

Source : BDEAC

xv. Construction d'un complexe industriel d'exploitation des ruminants à Djarmaya

Description du projet : La construction d'un complexe industriel d'exploitation des ruminants de Djarmaya est un projet intégré qui vise la réalisation: (i) d'un abattoir moderne d'une capacité de traitement de 420 bovins et 720 ovins par jour ; et (ii) d'une usine de transformation d'une capacité de traitement de 5.000 cuirs finis d'ovins et 500 wet blue de bovins.

Le projet inclut la stabulation, la mise en quarantaine, l'abattage, la conservation, le traitement du cuir fini des ovins, la transformation du wet blue des bovins, l'eau, l'électricité, le traitement de l'eau, le centre de formation, le centre de gestion administrative et les appartements.

Localisation du projet : Le site du projet se trouve à Djarmaya, une localité située à 40 kilomètres de N'Djamena.

Objectifs du projet : L'objectif général du Projet porte sur la valorisation de la filière viande / cuirs et peaux pour contribuer à l'autosuffisance alimentaire et à la réduction de la pauvreté. Les objectifs spécifiques du Projet se déclinent de la manière suivante :

- Construire un complexe industriel disposant d'un abattoir et d'une tannerie pour la fabrication des cuirs et peaux;
- Créer un réseau de collecte de cuirs et peaux autour du site ;
- Améliorer la qualité des viandes, cuirs et peaux bruts par des actions de sensibilisation, de formation et d'appui technique ;
- Promouvoir l'élevage de jeunes bovins par la réhabilitation ou la création des ranchs et centres d'amélioration de races ;
- Réduire l'exportation de bovins et d'ovins sur pied ;
- Créer des emplois et augmenter les revenus des acteurs de la filière.

Financement de la BDEAC : Vingt Milliards (20 000 millions) francs CFA

Tableau 17 : Schéma de financement du projet (en FCFA millions)

Source de financement	Montant	Pourcentage
Etat tchadien	17 263	47
BDEAC	20 000	53
Total	37 263	100

Source : BDEAC

xvi. Modernisation et d'extension des capacités de la raffinerie – phase 2 Par la Société Nationale de Raffinage (SONARA du Cameroun)

Description du projet : L'objet du Projet porte sur la modernisation et l'extension des capacités de raffinage de la SONARA, en vue d'exploiter pleinement le potentiel du brut camerounais et de réduire sa dépendance vis-à-vis du brut nigérian.

La SONARA dispose d'une capacité de production de 2,1 millions de tonnes par an, spécialement conçue pour traiter le pétrole brut léger, alors que le Cameroun produit environ 6 millions de tonnes par an de pétrole brut lourd.

Afin de corriger cette inadéquation entre l'outil de raffinage existant et les caractéristiques de la production locale, la SONARA s'est engagée dans un projet de modernisation de son unité de production et d'extension de ses capacités. Les résultats devraient permettre, d'une part d'atteindre une capacité de 3,5 millions de tonnes par an, d'autre part de traiter le pétrole brut camerounais.

La réalisation du Projet a été structurée en deux (2) phases :

- Phase I : Dégoullotage par injection d'une section de préflash de la distillation atmosphérique et Installation de nouvelles capacités (distillation sous vide, unité de cogénération, capacité de reformage) ;
- Phase II : Installation d'un hydrocraqueur et d'installations annexes afin de transformer le distillat en produits finis de plus grande valeur marchande (Produits blancs).

Localisation du projet : La SONARA est située au Cap de Limboh approximativement à 9 km de la ville de Limbé. Le Cap Limboh est un promontoire élevé faisant frontière avec la mer. La plupart des unités de la raffinerie s'y trouvent, dont la torche et le château d'eau. La

superficie totale du site est de 54 ha, et ce domaine a été cédé par l'Etat à la SONARA. La ville de Limbé est située à 25 km de Douala, et l'accès à la raffinerie par la route aux véhicules et camions poids lourds est aisé.

Objectif du Projet : L'objectif du projet au terme des travaux de modernisation et d'extension de la raffinerie, est de porter (i) la capacité de traitement du brut de 2,1 millions de tonnes par an à 3,5 millions de tonnes par an et (ii) la capacité de production des produits finis de 2,0 millions de tonnes par an à 3,3 millions de tonnes par an.

Financement de la BDEAC : Quinze Milliards (15 000 Millions) francs CFA.

Tableau 18 : Schéma de financement du projet (en EURO millions)

Source de financement	Montant	Pourcentage
Crédit agricole Londres	265	70
BDEAC, ECOBANK, SCB STANDARD CHARTERED BANK, SGBC, BGFI	79	21
Autres	36	9
Total	380	100

Source : BDEAC

xvii. Ligne de crédit en faveur du fonds d'actions mutuelles (FAM) pour le financement des activités génératrices des revenus dans ses zones d'intervention en République du Congo

Description du projet : Le Fonds d'Actions Mutuelles après l'accomplissement d'un premier plan d'action 2006-2010, qui a permis de confirmer son implantation comme Etablissement de Micro finance et amorcer la croissance de son activité, s'est tourné vers l'implémentation d'un deuxième plan dit de développement à l'horizon 2011-2014. Le but de ce plan est de réaliser une croissance forte, saine et durable ainsi que développer un programme d'implantation au niveau nationale.

Localisation du projet : Le Fonds d'action Mutuelle a son siège à Brazzaville. Dans l'optique d'être présent dans toutes les grandes agglomérations du Congo, le FAM se propose de créer chaque année une agence. Cette démarche inscrit en priorité les départements du Pool, de la Bouenza, du Niari, des Plateaux et de la Cuvette Ouest.

Objectifs du projet : Les moyens à mobiliser doivent permettre :

- l'élaboration du plan, documents accessoires, et frais de négociation des financements
- la mise en place de crédits pour le financement des activités génératrices des revenus
- l'aménagement des nouvelles agences FAM ;
- l'acquisition des équipements et appui institutionnel

Financement de la BDEAC : Deux Cent Millions (200 millions) francs CFA

Tableau 19 : Schéma de financement du projet (en FCFA millions)

Source de financement	Montant	Pourcentage
FAM	53	21
BDEAC	2000	79

Total	253	100

Source : BDEAC

xviii. Rénovation et extension de l'hôtel Laico Maya-Maya Brazzaville

Description du projet : Le projet porte sur la réhabilitation et l'extension de l'Hôtel LAICO Maya-Maya ex hôtel « Le Méridien ». Les travaux programmés portent sur : (i) la rénovation (génie civil, renouvellement du mobilier, des équipements et des installations techniques ; le remplacement des ascenseurs et d'un monte-charge, etc, (ii) le réaménagement et l'extension de l'hôtel et de nouvelles constructions relatives à une salle polyvalente d'une capacité de 500 places au rez-de-chaussée, la création d'un centre Fitness (centre de remise en forme) et d'un night club à côté de la piscine.

Localisation du projet : L'Hôtel est situé au cœur de Brazzaville sur l'avenue Auxence Iconga, quartier Cq33, dans l'arrondissement de Poto-Poto, à environ 5 minutes de l'aéroport international de Maya-Maya. Ce site est facile d'accès et offre une excellente visibilité qui permet une identification rapide de l'hôtel par les clients.

Objectif du projet : L'objectif du projet est d'augmenter de 158 chambres la capacité d'accueil de la ville de Brazzaville en hôtel de standing 5 étoiles à l'horizon 2011.

Financement de la BDEAC : Deux Milliards Quatre Cent Cinquante (2 450 millions) francs CFA.

Tableau 20 : Schéma de financement du projet (en FCFA millions)

Source de financement	Montant	Pourcentage
Autofinancement	13 310	81,6
BDEAC	2 450	15
BCH	550	3,4
Total	16 310	100

Source : BDEAC

2.1.3. Promotion du portefeuille potentiel des opérations en 2011

La reconstitution du portefeuille potentiel de la Banque a bénéficié des outils traditionnels de prospection et de préparation des opérations qui ont permis d'estimer un volume de F CFA 130 milliards d'opérations en cours de maturation. En effet :

- la relance des promoteurs privés s'est poursuivie : certains ont été reçus au Siège de la Banque pour des séances de travail notamment dans le cadre des efforts de mobilisation de la Ligne de crédit de la BADEA affectée aux opérations spécifiques en République du Congo. D'autres promoteurs ont répondu régulièrement aux check-listes des Services dans le processus de concertation pour l'avancement de leurs projets dans divers secteurs : agro-industrie, tourisme, finances et services ;
- la préparation des projets publics, outre les contacts directs, s'est maintenue à travers la participation active de la Banque dans le suivi des programmes régionaux en cours de promotion auprès de la communauté financière internationale, particulièrement dans les secteurs des infrastructures et de l'énergie : PDCT-AC et PEAC.

Ces efforts visent la consolidation des opportunités de financement pouvant favoriser la mobilisation des ressources que la Banque va drainer. En effet, le pipeline 2011 augure d'un accroissement des interventions de la Banque en 2012, tant dans leurs dimensions que par leur variété, ainsi que des performances à la hausse au regard des objectifs d'engagement

2.1.4. Situation des décaissements et remboursement en capital

L'exercice 2011 a connu un regain d'activité de financement des opérations. Les décaissements se sont établis à FCFA 23 286 millions contre FCFA 5 055 millions une année plutôt. Toutefois, ce montant reste nettement inférieur aux prévisions de l'exercice (FCFA 65,288 milliards).

Les remboursements en capital ont augmenté de 7,2 %, pour atteindre FCFA 7 194 millions.

Tableau 21 : Décaissements/Remboursements

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Décaissements	9 290	11 841	15 714	20 991	5 055	23 286
Remboursement en capital	0	314	944	2 656	6 710	7 194

Source : BDEAC

2.2. SITUATION DU PORTEFEUILLE DES PRETS

L'encours des prêts productifs au 31 décembre 2011 progresse de 28,3 %, pour s'établir à FCFA 83 412 millions contre FCFA 65 014 millions en 2010.

Cette évolution notable résulte principalement d'une amélioration des décaissements par rapport à leur niveau au cours des années précédentes : FCFA 20 991 millions en 2009, FCFA 15 714 millions en 2008 et FCFA 11 841 millions en 2007.

2.2.1. Profil de risque du portefeuille

Le Conseil d'Administration de la Banque a approuvé dix-huit (18) opérations dont dix-sept (17) prêts pour le financement des projets à hauteur de FCFA 149,145 milliards et un engagement par signature pour F.CFA 5 milliards.

Treize (13) des dix-sept (17) opérations approuvées ont fait l'objet d'une notation initiale avec des notes comprises entre 3 à 4, les quatre (4) autres opérations étant des prêts directs aux Etats.

Le profil brut de risque de crédit (hormis les prêts aux Etats) de l'ensemble du portefeuille au 31 décembre 2011 est de 3,51 contre 3,81 au 31 décembre 2010. Il est proche de la note 4, correspondant à un risque modéré et conforme aux objectifs de la Banque en la matière. La situation détaillée se pressente comme suit :

Tableau 22 : Types de risque appliqué au projet

Note	Type de risque	Nombre d'opérations
1	risque très faible	1
2	risque faible	3
3	risque modéré	19

4	risque acceptable	5
5	risque élevé, mais acceptable	8
6	risque élevé	2
7	Risque très élevé	2

Source : BDEAC

Au total, sur les soixante (60) prêts approuvés, quarante (40) ont fait l'objet d'une analyse de risque.

Il convient de reconnaître toutefois, qu'en dépit de la conformité avec les objectifs de la Banque, le niveau constaté de risque n'exclut pas un suivi serré de certaines opérations plus fragiles que d'autres, afin de rattraper les dérapages.

2.2.2. Evolution du portefeuille

Prêts productifs

Depuis la reprise des financements en juin 2003 jusqu'à fin 2011, le Conseil d'Administration de la Banque a approuvé soixante (60) prêts pour un montant total de FCFA 290 068 millions dont : 1 prêt en 2003 de FCFA 1 483 millions, 1 prêt en 2004 de FCFA 6 000 millions, 7 prêts en 2005 d'un montant total de FCFA 19 318 millions, 6 prêts en 2006 d'un montant total de FCFA 22 932 millions, 8 prêts en 2007 d'un montant total de FCFA 26 559 millions, 10 prêts en 2008 d'un montant total de FCFA 22 945 millions, 10 prêts en 2009 d'un montant total de FCFA 41 700 millions et 17 prêts en 2011 pour un montant total de FCFA 149 145 millions.

Après les travaux d'assainissement du portefeuille et le renforcement du pipeline des projets en 2010, la Banque a pu reprendre son élan en 2011, dans la poursuite des objectifs d'engagements.

La facturation sur les prêts et les règlements enregistrés de la clientèle a évolué de la manière suivante :

- la part de l'encours exigible dans l'encours global revient de 4 % au 31 décembre 2010 à 6,18 % au 31 décembre 2011 ;
- en 2011, les règlements de la clientèle se sont chiffrés à FCFA 11 458 millions (dont 53 millions d'intérêts bonifiés sur le prêt CBT et 678 millions de remboursement par anticipation sur le prêt SCMEE), sur un montant total dû de FCFA 13 911 millions, soit un taux de recouvrement de 82%, contre 84 % en 2010.

Tableau 23 : Evolution du Portefeuille des prêts (millions FCFA)

Portefeuille	Encours global		Encours exigible	
	décembre-10	décembre-11	décembre-10	décembre-11
Prêts performants	65 014	79 827	1 740	4 572
Prêts immobilisés	0	0	0	0
Prêts douteux	25	3610	23	23
Prêts contentieux	891	597	891	597
Total général	65 930	84 034	2 654	5 192

Source : BDEAC

Conformément à sa politique de réservation d'intérêts et de provision, la Banque a constitué au 31 décembre 2011 des provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle à hauteur de FCFA 2 615 millions, auxquelles il convient d'ajouter des provisions pour risques bancaires généraux de FCFA 840 millions.

Au cours de l'exercice, la Banque a constitué un montant d'intérêts réservés sur les prêts privés en difficulté de FCFA 1 524 millions.

Le risque sur prêts, net des provisions pour dépréciation d'une part et des intérêts réservés d'autre part, est évalué à FCFA 77 351 millions à la fin de l'exercice 2011, contre FCFA 62 417 millions un an plus tôt, soit une hausse de 23,9 %.

2.3. SITUATION DES PRETS CONTENTIEUX

La seule créance contentieuse concerne le prêt octroyé à la SCI NENUPHARS II dont l'exigibilité anticipée a été prononcée.

L'action en recouvrement forcé entamée en octobre 2009 à l'encontre de la SCI NENUPHARS II et de sa caution solidaire n'a pas prospéré et la Banque a dû opérer en 2011 un changement d'avocats puis d'huissiers dans la procédure qui a repris pour un dénouement escompté en 2012.

Le recouvrement porte sur le montant de F CFA 582.788.806 en principal.

Outre cet unique prêt contentieux, il convient de rappeler que la Division des Affaires Juridiques et du Contentieux a été chargé de rechercher les moyens de recouvrer les prêt contentieux en hors bilan, prêts dont les créances sont gravement compromises Les actions en recouvrement de certains de ces prêts ont connu des issues positives : SIFROID, CICAM, POLYGRAPH CONGO, AIR AFRIQUE et AFRICAPACK. En ce qui concerne le prêt octroyé à AFRICAPHARM, le contentieux est clos depuis l'adjudication au profit de la Banque de terrains situés en zone rurale sur lesquels existaient les garanties réalisées.

2.4. ACTIVITES DE MOBILISATION DES RESSOURCES

En 2011, la Banque a poursuivi la mise en œuvre de son programme de mobilisation des ressources.

2.4.1. Finalisation des souscriptions et versement du capital

La Banque a concentré ses efforts sur le recouvrement des arriérés et la libération du troisième quart du capital, conformément au chronogramme arrêté le 06 avril 2009 lors de la dernière augmentation du capital.

2.4.2. Mobilisation d'emprunts nouveaux

La stratégie de la Banque en matière de mobilisation de ressources nouvelles a reposé essentiellement sur le recyclage des excédents budgétaires des Etats-membres.

Une première expérience, menée avec la République du Congo, a abouti à la mise en place effective d'un emprunt spécifique sous forme de compte courant associé rémunéré, d'un montant de FCFA 100 Milliards et destiné à financer les projets de développement dans la

zone CEMAC. Un premier tirage de FCFA 50 milliards a eu lieu sur cette ressource en décembre 2011 et l'utilisation de ce concours qui présente des conditions de rémunération avantageuses, sera privilégiée par rapport aux autres ressources du marché dont le coût reste encore relativement élevé : ainsi, outre la couverture des besoins de décaissements en 2012, il permettra de stimuler l'activité de trésorerie. En effet, des actions spécifiques sont menées en direction des partenaires pour assurer sa rentabilité dans des conditions de sécurité optimale, en attendant les décaissements sur prêts.

S'agissant du concours de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), il convient de rappeler que la BEI a signé le 26 août 2009 une convention de financement d'un montant de EURO 25 millions avec la Banque. Ce concours est destiné au financement des projets promus par les entreprises privées de la CEMAC et relevant des secteurs de l'agriculture, de la pêche, des industries alimentaires et manufacturières, de la construction, du tourisme, de l'éducation, de la santé. Cette ligne de crédit dénommée « Prêt Global BEI IV de 25 millions d'euros » n'a connu de tirages par manque de projets éligibles. Sentant approcher les dates limites de mobilisation et de tirage, la Banque a au cours de l'exercice 2011, entrepris des démarches avec la BEI qui ont abouti à la prorogation des desdites dates : la Banque a pu ainsi sécuriser cette ligne de crédit dont l'utilisation sera effective au cours de l'année 2012.

En ce qui concerne la ligne de crédit Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), la convention de financement signée le 16 juillet 2009 portait sur un montant de USD 5 millions pour le financement des projets privés relevant des domaines agricole, agro-industriel, de l'élevage et de la pêche en République du Congo. Plusieurs actions ont été menées au cours de l'exercice 2011 pour permettre à la Banque d'avoir un portefeuille de projets susceptibles d'être imputés sur ladite ligne.

Par ailleurs, la Banque et la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) du Congo ont renforcé leur coopération financière avec la signature, au cours de l'exercice 2011, d'une nouvelle Convention de gestion de trésorerie.

Les efforts ont été entrepris en vue d'intensifier l'activité de prospection auprès d'autres bailleurs potentiels.

2.4.3. Gestion des différents fonds dédiés

Au titre de la gestion des fonds spéciaux, la Banque dans son rôle d'Agent Financier du Fonds de Développement Communautaire, a contribué à dynamiser cet outil en prenant part aux différentes réunions sur le Fonds et en assurant les décaissements en faveur des projets y afférents. Ainsi, les décaissements en faveur des projets intégrateurs à l'instar du Centre Inter-Etats d'Enseignement Supérieur de Santé Publique en Afrique Centrale (CIESPAC), Pêche continentale et Sydonia, ont été effectués au cours de l'exercice 2011.

Par ailleurs, l'Aide Budgétaire Globale de la République Française (ABG) a connu un développement important au cours de l'exercice 2011 par l'imputation des premiers projets bonifiés.

S'agissant du Fonds Régional APE qui devra être géré par la BDEAC, il a été envisagé au cours de l'exercice 2011, sous la coordination de la CEMAC et de la CEEAC, d'engager les discussions avec la RDC et Sao Tomé & Principe en vue de l'implantation des antennes FORAPE dans ces pays, en attendant la préparation de la signature de l'Accord de Partenariat Economique par les pays de la configuration Afrique Centrale (CEMAC, RDC et Sao Tome &Principe).

La Banque a créé en son sein le Fonds pour l'Economie Verte en Afrique Centrale (FEVAC) qui est un instrument servant à mobiliser les ressources en vue d'appuyer les politiques, programmes et projets des pays d'Afrique Centrale dans le cadre des mesures d'atténuation et d'adaptation aux effets négatifs du changement climatique.

La Banque a également été membre du Comité de Transition pour la mise en place du Fonds Vert Climat, qui a vu le jour lors de la 17è Conférence des Parties (COP17) à Durban en Afrique du Sud.

ENCADRE 1 : Fonds pour l'économie verte en Afrique Centrale

Le réchauffement climatique est un phénomène planétaire dont les conséquences sur l'habitat, la vie et les activités économiques de l'homme ne sont plus à démontrer.

La prise de conscience mondiale de la gravité du changement climatique et de la mise en œuvre de mesures urgentes d'atténuation et d'adaptation à ce phénomène constitue une opportunité pour les africains.

L'Afrique Centrale, de par ses nombreux atouts naturels (bassin forestier du Congo), rend d'importants services environnementaux à la planète.

En effet, malgré la disponibilité de plusieurs « fonds climat » ciblant les pays en développement, l'absence de projets solides, capables de remplir les conditions de décaissement desdits Fonds et le manque des efforts individuels de certaines structures chargées de la gestion du climat dans nos pays en limitent l'accès.

Fort de ce constat, la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale a entrepris de mettre en place un instrument financier, le « Fonds Pour l'Economie Verte en Afrique Centrale », qui permettrait à tous les Etats de la Sous région d'utiliser les opportunités de financement disponibles au service de leur développement et de consolider leurs efforts respectifs visant la lutte contre les effets négatifs du changement climatique.

Ce Fonds serait alimenté à partir des ressources des « fonds climat » disponibles pour l'Afrique Centrale et des contributions des partenaires engagés à soutenir les politiques, les programmes et les projets d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques des Etats.

Sa gouvernance se traduirait par une action concertée de toutes les parties prenantes de l'espace CEEAC qui constitueront un organe de décision (le Conseil Exécutif du Fonds) et un organe de gestion (le Comité de Direction du Fonds). De même, un Comité Scientifique interviendrait dans la mise œuvre du Fonds.

Le fonctionnement du Fonds sera axé autour de trois guichets de financement, à savoir le financement des programmes et projets relatifs à l'aménagement durable des forêts du bassin du Congo, le financement des programmes et projets visant la sauvegarde du bassin du Lac Tchad menacé de disparition, et enfin le financement des programmes et projets d'énergies renouvelables (ou dits propres) dans les pays membres de la CEEAC.

2.5. COOPERATION

En 2011, la Banque a consolidé et intensifié sa coopération avec ses partenaires traditionnels de la sous région. Elle a également a étendu ses relations à de nouveaux partenaires, et approfondi sa coopération avec, notamment, les partenaires techniques et financiers.

Cette coopération a fait l'objet des séances de travail entre la Haute Hiérarchie et les partenaires étatiques/multilatéraux. Elle a également porté sur le programme d'Assistance Technique (PAT) et l'intégration régionale.

2.5.1. Missions effectuées par la Haute Direction de la Banque

La Haute Direction de la Banque a effectué un certain nombre de missions à l'extérieur destinées à renforcer la coopération entre l'Institution et les partenaires.

Au plan sous régional, le Président a participé au Sommet des Chefs d'Etats de l'Union africaine. De même, le Vice- Président a pris part à la 22ème session ordinaire du Conseil des Ministres de l'Union Economique de l'Afrique Centrale (UEAC) à Brazzaville

Au plan international, la Banque a été présente aux rencontres économiques et financières habituelles. Prenant appui sur sa politique de coopération, la Banque a profité de ces réunions pour consolider ses liens avec ses partenaires actuels, mais aussi pour rechercher de nouvelles opportunités de partenariat.

Ainsi, la Haute Direction a pris part aux assises ci-après :

- réunion de printemps des Ministres de finances de la zone franc en avril 2011 à Ndjamena (Tchad) ;
- réunion d'automne des ministres de finances de la zone franc en octobre 2011 à Paris (France) ;
- assemblées annuelles du groupe de la BAD à Lisbonne au Portugal ;
- table ronde des bailleurs de fonds de la RCA en juin à Bruxelles en Belgique ;
- réunions et assemblées annuelles des Institutions de Bretton Woods en octobre 2011 à Washington (USA).

La prise en compte de l'impact environnemental dans le financement des projets est aujourd'hui une des conditionnalités de la Banque. A ce titre, elle entend jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre des actions engagées pour lutter contre les effets du changement climatique. C'est dans ce sens qu'elle a activement participé en 2011 à plusieurs réunions qui s'inscrivent en droite ligne de cette logique :

- la 1ère réunion du Comité Transitoire du Fonds du climat Vert, à Mexico City, Mexique ;
- la réunion préparatoire et les travaux de la 9e réunion du Comité Consultatif Régional (CCR) du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC) à Bujumbura, Burundi en mai 2011,
- la 2e réunion du Comité de Transition sur le Fonds Climat Vert, à Tokyo au Japon en juillet 2011.

2.5.2. Programme d'Assistance Technique

Le Programme d'Assistance Technique (PAT) de la Banque vise le renforcement de ses capacités par la mise en place des outils modernes de gouvernance et d'intervention. Ce Programme s'inscrit dans le cadre du Projet de Renforcement des Capacités des Institutions Communautaires de la CEMAC comprenant, outre la Banque, la CEMAC, la BEAC, la COBAC, la COSUMAF et le GABAC.

Le PAT, dont la finalité est d'encourager la Banque dans le financement des investissements régionaux, à travers un fonds de financement dans le domaine de l'intégration, s'exécute avec l'appui des partenaires au développement : la Banque Mondiale, l'Agence Française de Développement, la Banque Africaine de Développement, la Banque Européenne d'Investissement et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique.

2.5.2.1. Etat d'avancement du PAT

i. Composante financée par la Banque Mondiale

Cette composante s'exécute à travers l'Unité de Gestion du Programme de Renforcement des Capacités des Institutions Financières (UGRIF) de la CEMAC. Elle vise diverses acquisitions, les services des Consultants et la Formation.

Les acquisitions:

- les matériels informatiques, les logiciels et la connexion pour la mise en place des SYSTAC/SYGMA à la BDEAC sont opérationnels depuis juillet 2011. Ces systèmes permettent désormais à la Banque d'effectuer ses propres opérations bancaires à partir de son compte de règlement unique à la BDEAC et de participer à la compensation automatique avec les autres institutions bancaires de la zone CEMAC. La formation, des utilisateurs, sur les systèmes a été assurée et les procédures de traitement des opérations ont été rédigées et mises en œuvre. Des mesures sont prises pour la mise aux normes des numéros de comptes dans les livres de la Banque, la mise en place d'un chéquier BDEAC (Siège et Représentations), la gestion centralisée de la Trésorerie pour faciliter les rapprochements bancaires ;
- l'acquisition et l'installation, en juin 2011, d'un système de visioconférence au Siège et à la Représentation au Cameroun (Douala) ;
- les acquisitions, pour les besoins des Représentations nationales, du matériel informatique, de quatre (4) véhicules, du mobilier et matériel de bureau, de cinq (5) groupes électrogènes d'un véhicule pour le Siège.

Les services de consultant :

- le Consultant en charge de la définition des règles de sauvegarde sociale et environnementale a démarré ses prestations le 10 octobre 2011 pour une durée de 30 jours. A l'achèvement en novembre 2011, ce dernier a produit le livrable intitulé ''Cadre règlementaire de sauvegarde environnementale et sociale''. L'objectif de cette consultation est de fournir à la Banque des politiques, directives et procédures d'analyse et de gestion environnementale afin de prendre en compte cette dimension dans la préparation de tous les projets. ;
- le recrutement effectif d'un Expert à demeure pour la mobilisation des ressources et la gestion de la trésorerie, lequel a pris service au début novembre 2011: Cette

consultation vise à fournir une Assistance aux Maîtrises d'Ouvrage (AMOA) de la Banque dans la préparation et la mise en place d'un cadre réglementaire de mobilisation de ressources et de gestion optimale de la trésorerie ;

- le recrutement d'un Consultant individuel, Spécialiste en passation des marchés, en vue du renforcement des capacités de l'équipe en charge des Appuis institutionnels. La mission du Consultant a débuté en octobre 2011, pour une durée d'un an ;

Outre ces recrutements effectifs, d'autres besoins de consultation ont été préparés et soumis à la fin d'année à la Banque Mondiale en vue d'obtenir les Non objections nécessaires à la poursuite des procédures au courant du 1er trimestre 2012. Il s'agit :

- de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la définition et l'automatisation du nouveau système d'information de la BDEAC ;
- la consultation relative à la définition de la stratégie de ressources humaines y compris le dispositif de gestion des compétences ;
- la consultation en vue de la mise en place d'un guichet de ressources concessionnelles (guichet B) ;
- du recrutement d'un architecte–Conseil pour la mise en œuvre d'un programme de réfection de l'immeuble après l'établissement du cahier de charges des travaux à réaliser. L'intervention du Consultant retenu est prévue pour le début Décembre 2011 ;

Enfin, au 31 décembre 2011, les consultations ci-après se situaient aux stades de réponses aux Appels à manifestation d'intérêt et d'approbation des Termes de référence par la Banque Mondiale. La suite des procédures de recrutement se poursuivra au courant de l'exercice 2012. Il s'agit de :

- recrutement d'un Consultant pour la prise en main de COMFAR III par les professionnels de la BDEAC : la Banque effectuera ce recrutement en collaboration avec l'ONUDI, l'éditeur dudit logiciel ;
- recrutement d'un Consultant individuel, Expert à demeure pour l'analyse coût/bénéfice des projets ;
- recrutement d'un consultant à demeure chargé du renforcement des capacités de la Division des Affaires Juridiques et du Contentieux et de la mise en place de procédures et outils de gestion juridique ;
- la mise en place d'un système de conformité, de procédures et d'outils de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LAB/FT).

La Formation

Elle a essentiellement concerné la formation in situ sur la mise en œuvre et l'intégration de la Centrale des Risques de la BEAC au sein de la BDEAC. Elle a été assurée par une équipe des spécialistes de la BEAC pour une durée de trois semaines. Le programme de formation découlera des conclusions du Cabinet chargé de la mise en place de la nouvelle stratégie de gestion des ressources humaines.

Notons que sur le budget de formation des points focaux alloué à l'UGRIF, les point focaux de la BDEAC ont participé, pour une durée de deux semaines à Douala (Cameroun) à la formation sur l'évaluation et le suivi de l'exécution des activités du PAT. Cette formation a été précédée des travaux de suivi et de programmation des activités.

ii. Composante financée par la BAD et l'AFD

La composante BAD a permis le recrutement effectif d'un Coordonnateur du PAT.

Cependant, le recrutement des consultants prévus pour les activités programmées n'a pas été effectif, en raison d'un déficit en communication. Ces activités concernent la mise aux normes internationales IAS/IFRS du Plan Comptable de la Banque, la mise en place d'un cadre réglementaire pour la mobilisation des ressources, la gestion de la trésorerie, la mise aux normes des référentiels professionnels de l'audit interne et le renforcement des capacités des auditeurs. Ces consultations se concrétiseront au courant de l'exercice 2012.

S'agissant de la composante financée par l'AFD, Cette consultation entièrement réalisée concerne la Ré-ingénierie du Cycle de Projet et le Renforcement du Département de Gestion des Engagements et des Risques.

Les recommandations illustrées dans le rapport ont été recensées dans une matrice et sont en cours de mise en application.

iv. Autres Composantes

- Banque Européenne d'Investissement (BEI)

Cette composante vise la mise à disposition d'une Assistance Technique « Spécialiste en Analyse Risques ». Suite à la procédure de passation de marché, l'intervention du Consultant retenu a été reportée au début janvier 2012, pour une durée totale de 200 jours à raison de 100 jours par an.

-Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA)

L'assistance sollicitée vise la mise à disposition d'une Assistance Technique « Spécialiste en Analyse de Projets » : La signature de l'accord de financement avec la BADEA a eu lieu en Juillet 2011 à Bangui (RCA). La BADEA soumettra à la Banque trois (3) CV pour examen.

ENCADRE 2 : Cadre réglementaire de sauvegarde environnementale et sociale (CRSES) de la BDEAC

En 2011, la BDEAC s'est dotée d'un Cadre Réglementaire de Sauvegarde Environnementale et Sociale (CRSES), à travers le Programme d'Appui Technique (PAT) apporté par ses partenaires extérieurs (la Banque Mondiale, l'AFD et la BAD). Cet outil permettra à la Banque de mener une gestion environnementale et sociale efficiente dans le cadre des opérations de financement. De même, le CRSES permettra également aux promoteurs et autres partenaires d'avoir une bonne connaissance des exigences de la BDEAC dans le domaine de la sauvegarde environnementale et sociale.

La version finale du rapport du Cadre Réglementaire de Sauvegarde Environnementale et Sociale de la BDAEC comprend trois grandes parties suivantes :

- la politique générale de la Banque en matière de sauvegarde environnementale et sociale ;
- la politique de la Banque en matière de déplacement involontaire et de réinstallation de populations
- les différents outils (ou directives) de gestion environnementales et sociales.

La mise en œuvre du cadre réglementaire de sauvegarde environnementale et sociale se doit de suivre les différentes étapes pour évaluer les risques et les bénéfices environnementaux et sociaux tout au long du cycle d'un projet.

Cette mise en œuvre couvre trois niveaux, en harmonie avec les différentes étapes du cycle du projet :

- le niveau stratégique vise la phase des études et stratégies environnementales à mettre en place avant l'instruction d'un dossier de projet ou en prélude d'une innovation environnementale annoncée ;

- le niveau intermédiaire correspond à la phase d'instruction d'un projet. A ce niveau, la BDEAC procède, au siège, à l'analyse du rapport de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) transmis à la Banque avec les autres documents du projet en vue d'apprécier la conformité de l'étude avec (i) la législation environnementale du pays de localisation du projet, (ii) les conventions internationales ratifiées et signées par le pays de localisation du projet et (iii) la politique environnementale et sociale de la BDEAC.

- le niveau opérationnel correspond à la phase d'exécution, d'exploitation et de fermeture du projet. A ce niveau, la BDEAC veille à l'application (i) du plan de contrôle des travaux pendant la phase d'exécution du projet, (ii) du plan de suivi pendant la phase d'exploitation, (iii) du plan d'indemnisation et de réinstallation et (iv) du plan de restauration à la fermeture du projet s'il y a lieu. Un bilan environnemental est recommandé à la fermeture du projet pour tirer des leçons sur le projet réalisé.

- le mode opératoire du cadre réglementaire retient plusieurs catégories de projets, détermine les différents outils de gestion environnementale et sociale, et encadre leur utilisation dans le cycle du projet.

Les principaux outils de gestion environnementale et sociale susceptibles d'être utilisés par la BDEAC dans ces opérations de financement sont (i) l'Analyse Environnementale et Sociale Préliminaire (AESP), l'Evaluations Environnementale Stratégique (EES), l'Etude d'Impact Environnemental et Sociale (EIES), le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), le Plan de Déplacement et de Réinstallation (PDR) des populations et l'Audit Environnemental et Social (AES).

2.5.3. Intégration régionale

Les activités liées à l'intégration régionale se sont concentrées sur la préparation de la Table Ronde des bailleurs du PDCT-AC et l'Aide Budgétaire Globale (ABG) dans le cadre du financement des projets du Programme Economique régional (PER).

En ce qui concerne la Table Ronde des bailleurs du PDCT-AC, les difficultés d'obtention des informations permettant de documenter les fiches de projets identifiés ont été soulevées par la 5ème Réunion du COS. En conséquence, la Table Ronde prévue pour se tenir en septembre 2011 à Kinshasa (RDC) n'a pas été organisée. La rencontre de la Haute Direction avec les hautes autorités de la RDC en charge de la question a permis d'envisager cette Table Ronde à la fin de l'année sur la base de la qualité des informations disponibles.

L'Assistant Technique mis à disposition par la BAD a démarré les travaux de documentation des fiches à la mi-octobre, en prélude aux travaux de construction du Site PDCT-AC, qui ont débuté en décembre 2011.

S'agissant de l'AGB, le Conseil d'administration de la BDEAC a approuvé deux projets éligibles à l'ABG (LOM-PANGAR et Djoué) pour un montant de FCFA 40 milliards en faveur de l'Etat du Cameroun et de la République du Congo. L'intervention de la BDEAC se fera sous la forme d'une bonification de taux d'intérêt.

ENCADRE 3 : L'Aide Budgétaire Globale

Depuis 2010, l'Etat français apporte sa contribution au renforcement de l'intégration régionale des Etats de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) par la mise à disposition d'une Aide Budgétaire Globale (ABG). Sur la période 2010 et 2012, la France a déjà accordé EUROS 50 millions à la CEMAC (soit près de FCFA 32.798 millions) au titre de l'ABG. Une première Convention de financement a été signée entre l'Agence Française de Développement (AFD) et la Commission de la CEMAC, et un Acte de Rétrocession signé entre la Commission de la CEMAC et la BDEAC, le 4 octobre 2010. Tandis que la deuxième Convention de financement concernant la tranche 2011 de l'ABG a été signée le 23 février 2012 au siège de la Commission de la CEMAC.

Ces ressources sont destinées à financer les projets éligibles au Programme Economique Régional (PER) adopté par la conférence des Chefs d'Etats de la CEMAC qui s'est tenue le 17 janvier 2010 à Bangui en République Centrafricaine.

Le dispositif envisagé permet une étroite collaboration entre les deux institutions, la Commission de la CEMAC étant seule responsable de l'identification des projets intégrateurs et la BDEAC étant responsable du financement des projets du PER. Pour accomplir sa mission et définir le processus d'instruction des projets financés sur l'ABG , la BDEAC a mis en place un mode opératoire qui précise les modalités d'utilisation des fonds et la répartition des responsabilités des différents partenaires que sont la BDEAC, la Commission de la CEMAC et l'AFD. Les modes d'intervention de l'ABG sont le prêt concessionnel, la bonification du taux d'intérêt et la subvention.

Sur le bilan de l'activité 2011, deux décisions de financement ont été prises en faveur des projets d'aménagement hydroélectrique de Lom Pangar en République du Cameroun et de réhabilitation, modernisation et extension de la centrale du Djoué en République du Congo. Il en résulte une réservation de fonds à hauteur de FCFA 6.000 millions pour couvrir la bonification de taux d'intérêt qui a été faite sur ces deux projets.

TROISIEME PARTIE

GOUVERNANCE DE LA BANQUE

3.1. ACTIVITES DES ORGANES DE DECISION

3.1.1. L'Assemblée Générale

En 2011, l'Assemblée Générale des Actionnaires s'est en session ordinaire (AGO) et en session extraordinaire (AGE). Au cours de la session ordinaire, elle a approuvé :

- le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2010, d'un montant de FCFA 141 645 680, et décidé de l'affecter au report à nouveau créditeur, sur proposition du Conseil d'Administration ;
- le contenu du rapport annuel de l'exercice 2010 ;
- les actes accomplis par le Conseil d'Administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 et donné quitus aux Administrateur pour leur gestion;
- la poursuite des efforts de recouvrement des avoirs de la Banque, qui ont été compromis dans le Fonds Primeo, par le truchement de plusieurs procédures ; à l'amiable, voies diplomatiques et contentieuses ;
- la prorogation d'une année et à titre exceptionnel, du mandat des deux Commissaires aux Comptes PriceWaterHouse (Pointe-Noire) et Deloitte Touche Tohmatsu (Libreville). Leur mandat prendra fin à l'approbation des comptes de l'exercice 2011 et chacun des cabinets percevra des honoraires annuels de FCFA 15 015 000, hors taxes et hors débours;

Au cours de la même session, elle a pris acte du rapport des Commissaires aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 et donné quitus à leur mandat ;

Elle a fixé à six (6) mois de rémunération le montant de l'indemnité de rupture du contrat, à verser à l'ancien Président de la BDEAC.

Au cours de la session extraordinaire (AGE), l'Assemblée Générale a décidé de réaménager les ratios d'endettement de la Banque et les modifications des dispositions des Statuts relatives à l'encours des emprunts de la Banque (article 15), ainsi que les dispositions du Cadre Général d'Intervention de la Banque (Article 16) concernant le total des emprunts souscrits, les bons et les obligations émis par la Banque, par rapport au montant de ses fonds propres.

3.1.2. Le Conseil d'Administration

En 2011, le Conseil d'Administration s'est réuni à quatre reprises ; successivement les 25 mars 2011, 24 juin 2011, 09 septembre 2011 et 16 décembre 2011.

Au cours des travaux desdites réunions, le Conseil d'Administration s'est prononcé sur le financement des projets soumis à son examen et sur les dossiers financiers. Il a également présenté quelques propositions à l'Assemblée Générale, notamment celles relatives aux nominations des nouveaux Administrateurs et à la durée du mandat des Administrateurs représentant les Actionnaires au Comité d'Audit.

3.1.2.1. Dossiers de nominations

Le Conseil d'Administration de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), réuni en séance le 16 décembre 2011 à Brazzaville, République du Congo, a proposé à l'Assemblée Générale des Actionnaires d'approuver les nominations suivantes :

- Monsieur Jean-Baptiste BILE, en qualité d'Administrateur titulaire de la BDEAC pour la Banque Africaine de Développement (BAD) ;
- Monsieur Racine KANE, Représentant Résident de la BAD au Cameroun, en qualité d'Administrateur Suppléant de la BDEAC pour la Banque Africaine de Développement ;
- Monsieur Sylvester MOH TANGONGHO, Directeur Général du Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire par intérim, en qualité d'Administrateur titulaire ;
- Monsieur Victor NDZANA NDUGA, Chef de Division de la Micro finance, en qualité d'Administrateur Suppléant de la BDEAC pour la République du Cameroun.

Ces nominations portant sur une durée de trois ans, les mandats des Administrateurs désignés prendront fin en décembre 2014.

3.1.2.2. Dossiers financiers

Dans le cadre de la mobilisation des ressources, le Conseil d'Administration a donné tous les pouvoirs au Président de la Banque pour finaliser les négociations avec la Partie Congolaise, relatives à l'octroi d'un prêt en faveur de la BDEAC, par la République du Congo, d'un montant de FCFA 100 milliards.

Le Conseil d'Administration a, par ailleurs, donné les pleins pouvoirs au Président de la Banque pour effectuer toutes les diligences nécessaires, en vue de la création d'un Fonds pour l'Economie Verte en Afrique Centrale.

Le Conseil du 16 Décembre 2011 a adopté le projet de budget de l'exercice 2012 ainsi que ses annexes, arrêté en dépenses à FCFA 14 487 828 385 et en produits à FCFA 14 976 907 908.

Par ailleurs, les sujets importants examinés par le Conseil d'Administration en 2011 concernent des propositions qui ont été soumises à l'Assemblée Générale. Il s'agit :

- du réaménagement des ratios d'endettement de la Banque et arrêts des modifications aux Statuts (article 15) relatives à l'encours des emprunts de la Banque, et au Cadre Général d'Intervention de la Banque (article 16) concernant le total des emprunts souscrits, les bons et obligations émis par la Banque, par rapport au montant de ses fonds propres ;

- de la révision des dispositions de l'article 24 des Statuts de la Banque relatives à la composition et à la durée du mandat des Administrateurs représentant les Actionnaires au Comité d'Audit.

3.1.2.3. Dossiers d'octroi de crédits

Au cours de l'exercice 2011, le Conseil d'Administration a approuvé l'octroi de dix huit (18) crédits après examen des dossiers.

3.1.3 Comité d'Audit

La BDEAC a consolidé sa gouvernance par la poursuite des activités du Comité d'Audit, composé d'un Administrateur représentant les actionnaires, Monsieur SOULEYMANE HAGGAR Tahir, Administrateur du Tchad et de deux Administrateurs indépendants, Messieurs Roger Charles NGOSSO (Président du Comité) et Rodolphe BWANGA.

Depuis novembre 2011, Monsieur SOULEYMANE HAGGAR Tahir a remplacé au Comité d'Audit Feu REZETTE Stéphane, Administrateur pour la France.

Après avoir recommandé certaines missions d'Audit lors de l'élaboration du Plan d'Audit Annuel Interne, le Comité d'Audit a marqué son accord pour des actions concrètes dans quatre domaines clés :

- la résolution de certains conflits sociaux notamment la recherche de solutions au litige sur le Compte Epargne Temps (CET) ;
- la formalisation de certaines procédures inexistantes à la Direction des Finances : la procédure des états de rapprochements bancaire et la procédure de traitement d'autres Opérations ;
- l'amélioration des documents internes notamment les « Conditions et Procédures de Décaissement » tout en facilitant leur compréhension;
- la régularisation des garanties prises dans le cadre des financements des prêts immobiliers aux personnels.

Par ailleurs, le Comité d'Audit a examiné les états financiers 2011 de la Banque ; il a approuvé le Plan d'Audit Annuel Interne 2012, les propositions d'amélioration de certains Textes, Procédures et Manuels de la Banque ; il a apprécié l'efficacité des réformes et actions mises en place par la Haute Direction pour évaluer, gérer et contrôler les risques financiers, etc.

La Banque a organisé trois sessions du Comité d'Audit, et ses travaux ont permis d'éclairer le Conseil d'Administration sur certains sujets. Le Comité d'Audit a également permis au Conseil d'Administration de disposer de toutes les informations ayant un impact financier pour prendre des Résolutions en toute connaissance de cause.

3.2. FONCTIONNEMENT ET RESSOURCES HUMAINES DE LA BANQUE

L'année 2011 a été marquée par l'affectation d'un nouveau Représentant à la représentation de la BDEAC au CAMEROUN et par l'ouverture d'autres bureaux au TCHAD et en GUINEE EQUATORIALE.

3.2.1. Recrutements et renforcement des effectifs

Au 31 décembre 2011, l'effectif total de la Banque s'est établi à 79 agents, contre 74 à fin 2010, dont 57 hommes et 22 femmes. La répartition par catégorie socioprofessionnelle se présente comme suit :

- Personnel de complément : 9
- Employés : 6
- Gradés (Cadres moyens) : 23
- Professionnels (Cadres supérieurs) : 39
- Haute Direction : 2

Par ailleurs, au 31 décembre 2011, l'âge moyen des agents de la Banque se situe à 42 ans. Le taux de féminisation, qui représente la part des femmes dans l'effectif total de la Banque, a augmenté à 28 % contre 23 % en 2010.

Tableau 24 : Effectif du personnel au 31 décembre 2010

Catégorie	Effectif au 31 décembre 2010				Effectif au 31 décembre 2011			
	Nombre		Total	%	Nombre		Total	%
	Hommes	Femmes			Hommes	Femmes		
HC	2	0	2	2,7	2	0	2	2,5
Personnel de complément	8	1	9	12,2	8	1	9	11,4
Employés	6	0	6	8,1	6	0	6	7,6
Gradés	12	13	25	33,8	10	13	23	29,1
Professionnel	29	3	32	43,2	31	8	39	49,4
Total	**57**	**17**	**74**	**100,0**	**57**	**22**	**79**	**100,0**

Source : BDEAC

Les recrutements

Au cours de l'exercice, la Banque a procédé aux recrutements de sept (7) cadres supérieurs en vue de remplacement et de renforcement des capacités dans les domaines d'activités suivants : Audit Interne (1), Administration (2), Communication (1), Financement des Projets (2), Juridique (1).

Les départs

Deux agents de la Banque (gradés) ont pris la retraite le 1er et le 31 janvier 2011.

Les promotions/avancements

Sur la base des appréciations annuelles des deux années précédant l'année d'avancement, quarante et un (41) agents, toutes catégories confondues, ont bénéficié des avancements et promotions en 2011.

Les stagiaires

Afin de permettre aux jeunes étudiants de se familiariser aux pratiques professionnelles, la Banque a accueilli une vingtaine de stagiaires au cours de l'année, pour des durées de 3 à 6 mois, dans divers domaines : comptabilité, trésorerie, secrétariat de direction, ressources humaines, etc.

3.2.2. Formation du personnel

En partenariat avec les bailleurs de fonds (Banque Mondiale, BAD, AFD, BEI), la BDEAC, poursuit son Programme d'Assistance Technique qui lui permettra de se mettre aux normes internationales dans divers domaines d'activités. En ce qui concerne les Ressources Humaines, ce Programme vise à fournir à la Banque une stratégie de gestion des Ressources humaines y compris le dispositif de gestion des compétences.

En attendant le plan et le programme de formation qui seront proposés en 2012 par le Cabinet chargé de cette étude, les formations au titre de l'exercice 2011 se sont limitées aux séances de perfectionnement en anglais dispensées dans le laboratoire des langues de la Banque.

Dans le cadre des Appuis Institutionnels, les Points focaux de la Banque ont participé à la formation organisée, à Douala (Cameroun), par l'Unité de Gestion de Reforme des institutions de la CEMAC (UGRIF) sur la méthodologie de Suivi/Evaluation des activités du Projet de renforcement des capacités des institutions régionales de la CEMAC.

3.2.3. Aspects sociaux

La Banque a assuré la prise en charge médicale de ses agents et de leurs familles ainsi qu'une partie de la scolarité des enfants à charge des agents, conformément aux textes en vigueur.

Dans les mêmes circonstances, elle a poursuivi sa politique sociale par l'octroi à son personnel de prêts à des taux préférentiels, par l'attribution aux enfants des membres du personnel, âgés de mois de treize ans d'une enveloppe financière communément appelée « arbre de noël » au titre de la contribution de la Banque à l'achat des jouets de noël.

Au titre de la médecine du travail, le médecin conseil a poursuivi ses vacations à temps partiels au sein de l'infirmerie de la Banque. Cinq cent quatre vingt dix sept (597) consultations ont été réalisées en 2011 contre cinq cent onze (511) en 2010.

3.2.4. Administration générale

Les tâches réalisées dans le cadre de l'Administration générale ont porté notamment sur :

- La réception définitive d'un groupe électrogène 810 KVA de marque Caterpillar en remplacement de 850 KVA amorti et endommagé ;
- Les nouvelles acquisitions concernent l'installation d'un système Astérix permettant de communiquer par la VOIP, un kit de 3 suppresseurs d'alimentation de l'immeuble en eau, une armoire By-pass permettant d'isoler ou mettre le régulateur de tension électrique en service, un groupe électrogène de 850 KVA de marque Caterpillar pour relayer celui de 810 KVA, des matériels informatiques, etc.

3.3. SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

La gouvernance de la Banque s'est consolidée, conformément au Plan d'Audit Annuel (PAA) 2011 approuvé par le Comité d'Audit et validé par la Haute Direction. Les actions ont porté sur :

- l'aide apportée aux Services dans la compréhension des procédures existantes ainsi que la contribution à la rédaction de nouvelles procédures, le cas échéant ;
- la réalisation des missions d'Audit Interne, notamment les deux Audits financier et organisationnel (Audit de la Trésorerie Générale et l'Audit sur les Décaissements);
- la réalisation des missions d'inspection et de suivi des recommandations résultant des réformes internes et externes ;
- le perfectionnement et l'amélioration de l'expertise en matière de gestion des risques.

En définitive, plus de 90% des objectifs du PAA 2011 ont été réalisés.

QUATRIEME PARTIE

SITUATION FINANCIERE DE LA BANQUE

4.1. COMPTES AU 31 DECEMBRE 2011

L'exercice 2011 a été marqué par une exploitation déficitaire générée par la faiblesse des décaissements, le provisionnement et la réservation des intérêts et commissions portant sur certains prêts.

Au plan structurel, la situation générale des ressources et des engagements se caractérise par un excédent des ressources sur les engagements lié aux lenteurs observés dans la réalisation des décaissements.

Cette situation devrait évoluer positivement au cours des prochaines années au regard des mesures prises par la haute direction de la Banque de sorte qu'elle puisse atteindre le point mort « optimal » dans les meilleurs délais.

Les comptes du trentième cinquième exercice social ont été clos selon les règles du plan comptable sectoriel des Banques et Etablissements financiers de l'ex UDEAC, adopté par le Conseil d'Administration de la Banque en sa séance du 22 mai 1979.

Ces comptes sont résumés dans les états financiers présentés ci-après :

- le tableau des soldes caractéristiques de gestion ;
- le bilan ;
- le tableau des Ressources – Engagements ;
- l'exploitation générale comparée des trois derniers exercices ;
- les bilans comparés des trois derniers exercices.

4.1.1. Bilan

Le total du bilan en augmentation de 43,4 %, s'est fixé à FCFA 194 472 millions contre FCFA 135 648 millions au 31 Décembre 2010.

Actif et engagements reçus.

A l'Actif du bilan, le poste relatif à la clientèle, hors études, constitue la deuxième rubrique la plus significative. Il représente 42,2% du total du bilan.

Les comptes de la clientèle dont l'encours brut s'établit à FCFA 84 034 millions, se décomposent en :

- prêts performants d'un montant total de FCFA 79 827 millions (94,9%) ;
- prêts douteux d'une valeur de FCFA 3 611 millions (4,2 %) ;
- prêts contentieux d'un montant de FCFA 597 millions, soit FCFA 337 millions nets de provisions pour dépréciation des comptes de FCFA 260 millions.

Le portefeuille net des prêts a connu une augmentation de 25,1% en un an, passant de FCFA 65 608 millions au 31 décembre 2010 à FCFA 82 105 millions au 31 décembre 2011. Il représente 42,2% de l'actif. La part des prêts performants dans le portefeuille a diminué, en passant à 97,2 % cette année contre 98,3 % l'année dernière.

Les prêts au personnel ont diminué et se sont établis à FCFA 634 millions contre FCFA 764 millions l'année précédente. Les études financées ont également diminué, passant de FCFA 651 millions à FCFA 325 millions.

La trésorerie nette de la Banque a enregistré l'entrée des ressources nouvelles en provenance des opérations de l'augmentation du capital à FCFA 250 milliards, de l'appel public à l'épargne et de l'emprunt auprès de la République du Congo. Elle s'est fixée au 31 décembre 2011 à FCFA 93 407 millions réparti comme suit :

- des comptes à vue d'un montant de FCFA 30 527 millions ;
- des placements à terme d'un montant cumulé net de provisions pour dépréciation de FCFA 47 500 millions ;
- des titres d'obligations de 15 372 millions ;
- des disponibilités en caisse de FCFA 8 millions.

Ainsi, les disponibilités de trésorerie nette ont augmenté de 116,9% par rapport à l'exercice précédent.

Les engagements reçus sont constitués du capital sujet à appel de FCFA 169 389 millions, des garanties de FCFA 89 395 millions et des emprunts pour FCFA 120 994 millions.

Passif et engagements donnés

Au passif, le capital appelé représente 29,9 % du total du bilan. Il correspond à un montant de FCFA 58 156 millions au 31 décembre 2011.

Il convient de souligner que conformément à la résolution de l'Assemblée Générale n° 167/AGE/49/09 du 06 avril 2009, le capital autorisé de la Banque s'élève à FCFA 250 000 millions dont la partie souscrite s'établit à FCFA 227 545 millions et correspondant aux parts de la République du Cameroun, la République Centrafricaine, la République du Congo,la République Gabonaise, la République de Guinée Equatoriale, la République du Tchad et la République Française, ainsi qu' à celles de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale.

Les fonds propres de l'Institution se sont renforcés de 7,6 % en s'établissant à FCFA 44 856 millions au 31 décembre 2011 contre FCFA 41 670 millions au 31 décembre 2010. Cependant leur poids dans le passif a diminué puisqu'il est ressorti à 23,0 % contre 30,7 % un an plus tôt.

Les ressources extérieures, principalement composées des emprunts, ont atteint un montant de FCFA 112 504 au 31 décembre 2011 contre un montant de FCFA 50 678 au 31 décembre 2010. Hormis les lignes BEI 4 et BADEA qui sont en attente de tirages, l'encours des emprunts a connu une évolution significative du fait de la mobilisation des ressources nouvelles auprès de la République du Congo sous forme d'emprunt comptabilisé dans le compte courant associé au cours du quatrième trimestre 2011.

Les intérêts ayant fait l'objet d'une réservation en raison des difficultés de recouvrement et inscrits en compte d'ordre du passif, se sont chiffrés à FCFA 4 068 millions. Ils se décomposent en :

- intérêts capitalisés sur les prêts RCA et GSA : FCFA 2 700 millions ;
- intérêts réservés sur les prêts GFAD et SCI NENUPHARS II : FCFA 52 millions ;
- intérêts et commissions réservés sur les prêts IMMO CONGO, SCI YOKA Bernard et SCI ALLUBI : FCFA 1 315 millions ;

Les engagements donnés portent sur un montant de FCFA 183 264 millions. Ils sont constitués des :

- prêts confirmés : FCFA 77 592 millions ;
- prêts approuvés non encore confirmés : FCFA 105 395 millions ;
- études : FCFA 216 millions ;
- prises de participation : FCFA 60 millions ;

4.1.2. Soldes caractéristiques de gestion

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'exercice 2011 se sont inscrits légèrement à la baisse en s'établissant à FCFA 5 731 millions contre FCFA 6 089 millions au 31 décembre 2010 (-5,9 %). Ils sont constitués principalement des intérêts et commissions perçus sur les prêts (FCFA 4 804 millions) et des intérêts servis sur les dépôts de trésorerie (FCFA 662 millions).

Les intérêts et commissions perçus sur les prêts ont connu un recul de 16,5 % par rapport à l'année dernière, en raison principalement de la faiblesse des décaissements.

A contrario, les produits financiers enregistrent une augmentation de 311,2 % du fait du volume important des placements.

Charges d'exploitation

L'évolution à la hausse des charges d'exploitation découlant principalement du provisionnement de certains prêts, au regard de la maîtrise des frais généraux en 2011, a situé leur niveau à un montant de FCFA 10 588 millions contre FCFA 6 027 millions au 31 décembre 2010, soit une augmentation de 75,7 %. Elles comprennent principalement :

- les intérêts et commissions versés : FCFA 3 730 millions ;
- les frais généraux : FCFA 1 254 millions ;
- les frais du personnel : FCFA 1 922 millions ;
- les dotations aux amortissements et aux provisions : FCFA 3 546 millions.

Résultat

En 2011, la Banque a réalisé une marge d'activité bancaire de FCFA 1 073 millions, en nette diminution par rapport à 2010 (FCFA 3 624 millions), en raison de la faiblesse des décaissements.

Le produit net bancaire s'est inscrit également à la baisse en passant de FCFA 3 785 millions au 31 décembre 2010 à FCFA 1 735 millions au 31 décembre 2011, soit une variation de -54,1 %.

Le résultat d'exploitation, après prise en compte des amortissements et provisions, a affiché une perte de FCFA 4 857 millions contre un bénéfice de FCFA 30 millions à la fin de l'exercice 2010.

Le résultat net de l'exercice est négatif en passant de FCFA 142 millions à FCFA -4 822 millions.

4.1.3. RESSOURCES - ENGAGEMENTS

La situation financière des ressources et des engagements dégage un excédent brut des ressources sur les engagements évalué à FCFA 46 152 millions contre FCFA 31 721 millions un an plus tôt.

En conclusion, il ressort que la situation financière de la Banque présente une perte nette de FCFA 4 822 millions contre un bénéfice de FCFA 142 millions enregistrée l'année précédente.

Le volume des ressources durables augmente de sorte à couvrir les engagements pris par la Banque dans le cadre des activités de financement.

La situation financière, au cours des dernières années, peut être appréhendée à travers les indicateurs présentés dans le tableau suivant (montant en millions FCFA)

Tableau 25 : Ressources-engagements	2009	2010	2011
Total bilan	86.270	135.648	194.472
Fonds propres	30.344	41.670	44.856
Ressources extérieures	44.021	50.678	62.504
Engagements nets sur prêts	65.535	64.843	77.726
Liquidités	8.013	43.056	93.407
Solvabilité	46%	64%	57,7 %
Produit net bancaire	2.770	3.785	1.735
Résultat d'exploitation	- 2.218	31	-4.857
Résultat net	-1.590	142	-4.822
Autonomie financière	35,1%	30,7%	23,0 %

Source : BDEAC

Le ratio de solvabilité qui s'apparente au ratio de couverture des risques passe de 64,0 % en 2010 à 57,7 % en 2011. Cette évolution s'explique par le fait que le niveau d'engagements nets sur prêts augmente dans une proportion plus importante (19,9 %) que les fonds propres (7,6 %). En outre, l'autonomie financière, mesurée par le rapport entre les fonds propres et le total du bilan passe de 30,7 % en 2010 à 23,0 % en 2011.

				ANNEXE 1A
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2011				
SOLDES CARACTERISTIQUES DE GESTION				
	Débits			
80. MARGE D'ACTIVITE BANCAIRE	Exploitation	Hors exploitation	**Total**	**Total**
			31/12/2011	**31/12/2010**
Intérêts et commissions versés	3 730 164 678		3 730 164 678	2 181 277 063
MARGE D'ACTIVITE BANCAIRE	1 073 469 518		1 073 469 518	3 623 973 577
T o t a l	**4 803 634 196**			
81. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION				
Consommations intermédiaires				
Matières et fournitures consommées	1 49920420	4 110 640	154 031 060	133 112 656
Transports consommés	276 658 100	996 500	277 654 600	200 996 220
Autres services consommés	826 880 206	8 369 083	835 249 289	749 444 514
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	-96 279 569		-96 279 569	2 616 171 656
T o t a l	**1 157 179 157**			
82. RESULTAT NET D'EXPLOITATION				
082. ET RESULTAT HORS EXPLOITATION				
Virement solde				
Charges et pertes diverses	96 405 744	(2 777 500)	93 628 244	84 421 464
Frais de personnel	1 922 271 212	82 625 405	2 004 896 617	1 810 123 115
Impôt et taxes			0	
Dotations aux amort. et provisions	3 546 141 584		3 546 141 584	949 983 544
Subventions accordées	40 352 178		40 352 178	47 012 035
Actionnariat (recherche de nouveaux actionnaires)			0	0
Solde créditeur :				
RESULTAT NET D'EXPLOITATION	(4 857 796 534)		(4 857 796 534)	30 904 529
Totaux	**747 374 184**	**93 324 128**	**6 801 511 665**	**12 427 420 373**

		entraînant	entraînant	
84. DETERMINATION DES RESULTATS		moins-value	plus-value	
D'ELEMENTS D'ACTIF IMMOBILISES				
Valeur d'entrée des éléments cédés				734 110 161
Frais annexes de cession				
Solde créditeur : PLUS-VALUE DE CESSION				0
	Totaux	**0**	**0**	**734 110 161**
85. DETERMINATION DU RESULTAT NET AVANT IMPOT				
Résultat hors exploitation			(35 852 929)	(118 329 769)
Moins-value de cession			0	7 588 618
Solde créditeur : RESULTAT NET AVANT IMPOT			(4 821 943 605)	141 645 680
		T o t a l	**(4 857 796 534)**	**30 904 529**
870. DETERMINATION DU RESULTAT NET A AFFECTER				
Impôt sur le résultat			0	0
Solde créditeur : RESULTAT NET A AFFECTER			(4 821 943 605)	141 645 680
		T o t a l	**(4 821 943 605)**	**141 645 680**

B.D.E.A.C.					**ANNEXE 1B**
	SITUATION AU 31 DECEMBRE 2011				
	SOLDES CARACTERISTIQUES DE GESTION				
N° des comptes		**Crédits**			
	80. MARGE D'ACTIVITE BANCAIRE	Exploitation	Hors exploitation	**Total**	**Total**
				31/12/2011	**31/12/2010**
70/070	Intérêts et commissions perçus	4 803 634 196	73 514 025	4 877 148 221	5 758 672 140
	T o t a l	**4 803 634 196**			
	81. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION				
	Marge brute (Virement solde)	1 073 469 518		1 073 469 518	3 623 973 577
71/071	Autres services produits	83 709 639		83 709 639	77 427 216
73/073	Frais à immobiliser/transférer				
	T o t a l	**1 157 179 157**			
	82. RESULTAT NET D'EXPLOITATION				
	082. ET RESULTAT HORS EXPLOITATION				
	Valeur ajoutée (Virement solde)	-96 279 569		-96 279 569	2 616 171 656
74/074	Produits et profits divers	141 624 236	660 394	142 284 630	50 884 141
76/076	Subventions exploit.équilibre				
77/077	Produits et profits financiers	661 677 339	(77 152 777)	584 524 562	160 789 869
78/078	Reprises sur int.réservés et capitalisés et prov.		132 155 415	132 155 415	210 819 508
79/079	Subventions accordées	40 352 178		40 352 178	47 012 035
	Solde débiteur :				
	RESULTAT HORS		(35 852 929)	(35 852 929)	(118 329

	EXPLOITATION				769)
	Totaux	**747 374 184**	**93 324 128**	**6 801 511 665**	**12 427 420 373**
			entraînant	entraînant	
	84. DETERMINATION DES RESULTATS		moins-value	plus-value	
	D'ELEMENTS D'ACTIF IMMOBILISES				
	Prix de cession				10 215 256
	Amortissement d'éléments sortis du patr.				716 306 287
	Solde débiteur : MOINS-VALUE DE CESSION			0	7588618
		Totaux	**0**	**0**	**734 110 161**
	85. DETERMINATION DU RESULTAT NET AVANT IMPOT				
	Résultat d'exploitation			(4 857 796 534)	30 904 529
	Plus-value de cession			0	0
			T o t a l	**(4 857 796 534)**	**30 904 529**
	870. DETERMINATION DU RESULTAT NET A AFFECTER				
	Résultat net à affecter			(4 821 943 605)	141 645 680
			T o t a l	**(4 821 943 605)**	**141 645 680**

Annexe 2

B.D.E.A.C.					**BILAN AU 31 DECEMBRE 2011**
ACTIF	Montants	Amortissements	Montants	**Totaux**	**Totaux**
	bruts	provisions	nets	**31/12/11**	**31/12/10**
CAISSE, BANQUES ET TITRES				**93 407 386 476**	**43 056 378 023**
Caisse	13 051 409	5 000 000	8 051 409		
Comptes à vue	30 526 869 314	0	30 526 869 314		
Comptes à terme	57 944 078 356	10 444 078 356	47 500 000 000		
Comptes de titres d'obligations	15 372 465 753	0	15 372 465 753		
	103 856 464 832				
COMPTES D'ORDRES ET DIVERS				**1 613 834 279**	**1 519 874 396**
Personnel	24 183 890	5 206 229	18 977 661		
Autres débiteurs divers	121 560 812	30 093 483	91 467 329		
Débiteurs divers Prime d'émission	755 166 369	0	755 166 369		
Compte de régul.d'actif	701 205 961	0	701 205 961		
Compte d'attente	58 346 252	11 329 293	47 016 959		
	1 660 463 284				
ACTIONNAIRES				**12 684 062 494**	**20 143 124 996**
Restant dû sur capital appelé	12 684 062 494	0	12 684 062 494		
CLIENTELE				**82 104 830 062**	**65 607 771 839**
Prêts performants	79 826 587 934	0	79 826 587 934		
Prêts immobilisés	0	0	0		
Prêts douteux	3 610 521 628	2 303 189 170	1 307 189 458		
Prêts contentieux	597 358 526	259 879 115	337 479 411		
Autres prêts	684 946 412	51 373 153	633 573 259		
	84 719 414 500				

ETUDES FINANCEES				**325 122 104**	**651 245 050**
Prêts à terme imprécisé	354 238 604	29 116 500	325 122 104		
FRAIS ET VALEURS IMMOBILISES				**0**	**0**
Etudes financées	0		0		
Autres valeurs immobilisées	0		0		
	0				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				**3 331 169 434**	**3 706 735 310**
Immeuble siège social	3 115 094 607	2 297 382 311	817 712 296		
Agenc. aménagement inst. immeuble siège	4 540 284 876	2 497 416 589	2 042 868 287		
Mobilier et matériel	1 856 853 780	1 386 264 929	470 588 851		
	9 512 233 263				
AUTRES VALEURS IMMOBILISEES				**1 006 487 796**	**962 800 484**
Frais exceptionnels à amortir	975 545 957	253 766 921	721 779 036		
Engagement retraite et Compte épargne temps	449 689 936	449 689 936	0		
Immobilisations en cours	0	0	0		
Indemnités d'équipement net	59 873 923	0	59 873 923		
Av. sur cdes d'immo. & sur tvx réhabilitat°	0	0	0		
Dépôts et cautionnements	19 469 252	1 600 000	17 869 252		
Titre de participation	622 164 045	420 563 510	201 600 535		
Titres de transport	5 365 050	0	5 365 050		
	2 132 108 163				
		T O T A U X		**194 472 892 645**	**135 647 930 098**
ENGAGEMENTS HORS-BILAN Reçus				387 564 519 470	301 438 493 136

			ANNEXE 2
PASSIF	Montants	**Totaux**	**Totaux**
	nets	**31/12/11**	**31/12/10**
BANQUES		**0**	
Comptes à vue			
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS		**1 509 190 188**	**1 405 467 106**
Fournisseurs et Entrepreneurs	184 174 597		
Créditeurs divers	263 943 311		

Droit à congés	66 994 631		
Comptes de régularisation passif	781 264 144		
Comptes d'attente	213 169 057		
Etats ou organismes internationaux	-355 552		
Ligne BEAC -1ans	0		
RESSOURCES SPECIALES		**17 394 145 258**	**17 839 099 357**
Fodec: spécial projets intégrateurs	759 541 237		
PEAC (Pool Energiétique de l'Afrique Centrale)	229 707 863		
FACILITE ENERGIE CEMAC	661 928 158		
Fonds ABG	15 742 968 000		
INTERETS CAPITALISES ET RESERVES		**4 068 193 501**	**2 578 381 736**
Intérêts capitalisés sur prêts performants	2 700 775 190		
Intérêts réservés sur prêts douteux	1 315 254 785		
Intérêts réservés sur prêts contentieux	52 163 526		
Intérêts gelés	0		
RESSOURCES EXTERIEURES		**62 504 452 741**	**50 678 080 149**
Dépôt Coopération suisse	509 156 740		
Dépôts à plus d'un an	9 131 536 696		
Ligne de refinancement BEAC	6 272 047 617		
Ligne de crédit BEI III	7 652 831 663		
Emprunt obligataire 2004	0		
Emprunt obligataire 2007	8 938 880 025		
Emprunt obligataire APE 2010-2017 5,5 net	30 000 000 000		
PROVISIONS POUR PERTES ET CHARGES		**1 695 803 615**	**1 385 077 713**
Provisions pour risques généraux	840 344 681		
Provisions pour risques bancaires gnrx	0		
Provisions pour grosses réparations	0		
Provisions excep pour risques gnrx	0		
Provisions pour pertes de change	0		
Provisions pour pertes et charges	855 458 934		
COMPTES COURANTS AS. ACTIONNAIRES. CAT. A		**50 000 000 000**	**0**
Compte courant Actionnaire catégorie A Cameroun	0		
Compte courant Actionnaire catégorie A RCA	0		
Compte courant Actionnaire catégorie A Congo	50 000 000 000		
Compte courant Actionnaire catégorie A Gabon	0		

Compte courant Actionnaire catégorie A Tchad	0		
Compte courant Actionnaire catégorie A RGE	0		
FONDS REGLEMENTES		**3 296 589 943**	**3 316 766 031**
Fonds de financement des études	1 176 105 892		
Fonds de bonification des intérêts	561 418 998		
Fonds Général de financ. des participations	830 000 000		
Fonds de couv. du risque de change	729 065 053		
SUBVENTION AFFECTEES		**746 916 545**	**365 513 547**
Subventions affectées (Réhabilitation siège et Don Badea)	307 149 249		
Appui AFD et BAD	439 767 296		
RESERVES		**10 123 622 259**	**10 123 622 259**
Réserves statutaires	1 186 071 809		
Réserves libres	8 937 550 450		
REPORT A NOUVEAU		**(12 887 820 774)**	**(13 029 466 454)**
Report à nouveau	**(12 887 820 774)**		
CAPITAL ET PRIME D'EMISSION		**60 843 742 974**	**60 843 742 974**
Capital appelé libéré versé	45 472 187 506		
Capital appelé libéré non versé	12 684 062 494		
Prime d'émission versée	2 086 442 190		
Prime d'émission non versée	601 050 784		
RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011		**(4 821 943 605)**	**141 645 680**
TOTAUX		**194 472 892 645**	**135 647 930 098**
ENGAGEMENTS HORS-BILAN Donnés		183 264 286 087	52 605 546 370

B.D.E.A.C.			SITUATION AU 31 DECEMBRE 2011							ANNEXE 6
		SITUATION FINANCIERE DES RESSOURCES ET ENGAGEMENTS								
				(en millions FCFA)						
RESSOURCES	ENCOURS	A ENCAISSER	TOTAL	ENGAGEMENTS	ENCOURS	A VERSER	TOTAL	DIFFERENCES		
I - FONDS PROPRES				**I - VAL. IMMOBILISEES**						
Capital libéré	45 472	12 684	58 156	Immob. Corporelles	3 331	0	3 331	Ressources		60 492
Prime d'émission	2 086	601	2 687	Frais et val. immob.	0	0	0			
Fonds régl.	3 297	0	3 297	Autres val. Immob.	1 006	60	1 066	Engagements		4 397
Réserves	10 124	0	10 124							
Prov. rsq gnx	840	0	840					**Résultat**		**56 095**
Subventions	747	0	747							
Report à nouveau	(12 888)	0	-12 888							
Perte au 31 décembre 2011	(4 822)		-4 822							
	44 856	**13 285**	**58 141**		**4 337**	**60**	**4 397**			
II - R. M. ET L. TERME				**II - E. M. ET L. TERME**						
Ressources ctes cour. Ass.										
Compte courant Act. Cat. A Congo	50 000	50 000	100 000							
Ressources extéxieures										
BEAC	6 272	609	6 881	Encours net	77 726	0	77 726	Ressources		253 500
Emprunt obligataire 2004	0	600	600	Crédits confirmés	0	77 852	77 852			
Emprunt obligataire 2007	8 939	1 200	10 139	Crédits autorisés	0	105 395	105 395	Engagements		263 574

DEPOT SUISSE	509	0	509	Crédits confirmés(sur fonds suisses)	48	248	296			
AUTRES DEPOTS	9 132	0	9 132					**Résultat**		**(10 074)**
LC BEI 3	7 653	0	7 653							
LC BEI 4	0	16 399	16 399							
LC BADEA	0	2 187	2 187							
APE 2010-2017 5,5% net(Tchanche 1)	30 000	0	30 000							
APE 2010-2017 5,5% net(Tchanche 2)		70 000	70 000							
	112 505	**140 995**	**253 500**		**77 774**	**183 235**	**261 009**			
III - R. COURT TERME				**III - E. COURT TERME**						
								Ressources		1 370
CNR suisses	0	0	0	Encours net	263	0	263			
Prov. affectées	855	0	855	Débiteurs divers	865	0	865	Engagements		1 424
Créditeurs divers	515	0	515	Etudes financées	325	0	325			
								Résultat		**(54)**
	1 370	**0**	**1 370**		**1 453**	**0**	**1 453**			
								Encours R	**A enc.**	**T. ress.**
I V - RECAPITULATION				**I V - RECAPITULATION**				**- Encours E**	**- A verser**	**- T. engt**
FONDS PROPRES	44 856	13 285	58 141	VAL. IMMOBILISEES	4 337	60	4 397	42 870	13 225	56 095
R M. ET L. TERME	112 505	140 995	253 500	E. M. ET L.TERME	77 774	183 450	261 009	32 381	(42 455)	(10 074)
R.COURT TERME	1 370	0	1 370	E. COURT TERME	1 453	0	1 453	(54)	0	(54)
	158 731	**154 280**	**313 011**		**83 564**	**183 295**	**266 859**	**75 197**	**-29 230**	**45 967**
			EXCEDENT BRUT DES RESSOURCES SUR LES ENGAGEMENTS :				**46 152**	**M I L L I O N S FCFA**		

B.D.E.A.C.

EXPLOITATION GENERALE COMPAREE DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Montants en millions FCFA

CHARGES	2009	2010	2011	PRODUITS	2009	2010	2011
Intérêts et com.versées	1 864	2 128	3 730	Intérêts et com.perçus	4444	5752	4 804
Mat.et fourn.consommées	146	133	150	Autres services produits	93	77	84
Transports consommés	227	209	277	Produits et profits divers	134	52	141
Autres services consommés	994	743	827	Produits et profits financiers	189	161	662
Charges et pertes diverses	87	39	96	Reprises sur fonds de subv.	53	47	40
Frais de personnel	1713	1808	1922				
Dotations aux amort.prov.	2047	920	3 546				
Subventions accordées	53	47	40				
Actions de communication	0	0	0				
TOTAL DES CHARGES	7 131	6 027	10 588	TOTAL DES PRODUITS	4 913	6 089	5 731
RESULTAT D'EXPL.			-4 857	RESULTAT D'EXPL.	2 218	-62	

Structure en %

CHARGES	2009	2010	2011	PRODUITS	2009	2010	2011
Intérêts et com.versées	26,1	35,3	35,2	Intérêts et com.perçus	90,5	94,5	83,8
Mat.et fourn.consommées	2,0	2,2	1,5	Autres services produits	1,9	1,3	1,5
Transports consommés	3,2	3,5	2,6	Produits et profits divers	2,7	0,9	2,5
Autres services consommés	13,9	12,3	7,9	Produits et profits financiers	3,8	2,6	11,6
Charges et pertes diverses	1,2	0,6	0,9	Reprises sur fonds de subv.	1,1	0,8	0,7

Frais de personnel	24,0	30,0	18,2	Reprises sur intérêts réservés.			0,0
Dotations aux amort.prov.	28,7	15,3	33,5				
Subventions accordées	0,7	0,8	0,4				
TOTAL DES CHARGES	100	100	100	TOTAL DES PRODUITS	100	100	100

Evolution en % par rapport à l'exercice précédent

CHARGES	2009	2010	2011	PRODUITS	2009	2010	2011
Intérêts et com.versées	265,5	14,2	75,3	Intérêts et com.perçus	351,2	29,4	-16,5
Mat.et fourn.consommées	15,0	-8,9	12,8	Autres services produits	-23,8	-17,2	9,1
Transports consommés	55,5	-7,9	32,5	Produits et profits divers	-9,5	-61,2	171,2
Autres services consommés	64,3	-25,3	11,3	Produits et profits financiers	-88,9	-14,8	311,2
Charges et pertes diverses	102,3	-55,2	146,2	Reprises sur fonds de subv.	-3,6	-11,3	-14,9
Frais de personnel	16,8	5,5	6,3	Reprises sur intérêts réservés.			
Dotations aux amort.prov.	342,1	-55,1	285,4				
Subventions accordées	-3,6	-11,3	-14,9				
TOTAL DES CHARGES	103,3	-15,5	75,7	TOTAL DES PRODUITS	62,7	23,9	-5,9

Montants en millions FCFA

ACTIF	2009	2010	2011	PASSIF	2009	2010	2011
Caisse et Banque	8 013	43 056	93 407	Banques	0	0	0
Cpte d'ordre et divers	1 473	1 520	1 614	Cpte d'ordre et divers	2686	19243	18903
Actionnaires	5 165	20 143	12 684	Intérêts réserv.cap.gelés	2 578	2 578	4 068
Clientèle	66 956	66 259	82 430	Ressources extérieures	44 021	50 678	112 504
Valeurs immobil. nettes	4 663	4 670	4 337	Prov. pour pertes et charges	1 315	1 355	1 696
RESULTAT NET				Fonds réglementés	3 340	3 317	3 296
				Capital & réserves, subventions	45 359	71 334	71 714
				REPORT A NOUVEAU	-11 439	-13 029	-12 887
				RESULTAT NET	-1590	142	-4 822
TOTAL ACTIF	86 270	135 648	194 472	TOTAL PASSIF	86 270	135 648	194 472
ENGAGEMENTS RECUS*	197 102	301 438	387 564	ENGAGEMENTS DONNES	69 680	52 606	183 264

*(Y compris le capital sujet à appel)

Structure en %

ACTIF	2009	2010	2011	PASSIF	2009	2010	2011
Caisse et Banque	9,3	31,7	48,0	Banques	0,0	0,0	0,0
Cpte d'ordre et divers	1,7	1,1	0,8	Cpte d'ordre et divers	3,1	14,2	9,7

Actionnaires	6,0	14,8	6,5	Intérêts réserv.cap.gelés	3,0	1,9	2,1
Clientèle	77,6	48,8	42,4	Ressources extérieures	51,0	37,4	57,9
Valeurs immobil. nettes	5,4	3,4	2,2	Prov. pour pertes et charges	1,5	1,0	0,9
RESULTAT NET	0,0	0,0	0,0	Fonds réglementés	3,9	2,4	1,7
				Capital & réserves, subventions	52,6	52,6	36,9
				REPORT A NOUVEAU	-13,3	-9,6	-6,6
				RESULTAT NET	-1,8	0,1	-2,5
TOTAL ACTIF	100,0	100,0	100,0	TOTAL PASSIF	100,0	100,0	100,0

Evolution en % par rapport à l'exercice précédent

ACTIF	2009	2010	2011	PASSIF	2009	2010	2011
Caisse et Banque	-68,1	437,3	116,9	Banques		-	
Cpte d'ordre et divers	12,9	3,2	6,2	Cpte d'ordre et divers	60,2	616,4	-1,8
Actionnaires				Intérêts réserv.cap.gelés	-24,9	0,0	57,8
Clientèle	198,6	-1,0	24,4	Ressources extérieures	281,6	15,1	122,0
Valeurs immobil. nettes	4,6	0,2	-7,1	Prov. pour pertes et charges	-60,2	3,0	25,2
RESULTAT NET				Fonds réglementés	-6,2	-0,7	-0,6
				Capital & réserves, subventions	52,4	57,3	0,5
				REPORT A NOUVEAU			
				RESULTAT NET	-4918,2	-110,8	-2 903,5
TOTAL ACTIF	61,8	57,2	43,4	TOTAL PASSIF	61,8	57,2	43,4
ENGAGEMENTS RECUS	128,0	52,9	28,6	ENGAGEMENTS DONNES	88,8	-24,5	248,4

4.2. NOTE SUR LES ETATS FINANCIER DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 201

RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES ESSENTIELS.

Les états financiers au 31 décembre 2011 ont été arrêtés suivant les méthodes et pratiques comptables admises et adoptées par la Banque au cours des exercices antérieurs et résumées ci-après.

Note a : Les états financiers sont libellés en FCFA

Les opérations en devises sont comptabilisées pour leur contre-valeur en FCFA. Au 31 décembre 2011, les taux de change suivants ont été utilisés :

	2010	2011
1 Euro	655,957 FCFA	655,957 FCFA
1 Dollar US	494,58 FCFA	497,29 FCFA
1 Livre Sterling	762,55 FCFA	768,47 FCFA
1 Franc Suisse	515,529 FCFA	429,100 FCFA
1 Yen Japonais	5,94740 FCFA	6,4239 FCFA

Note b : Immobilisations et frais immobilisés

Les actifs immobilisés sont valorisés à leur prix de revient, et figurent au bilan pour le montant de leur coût réduit de l'amortissement à la date d'établissement du bilan. L'amortissement est calculé linéairement selon un taux annuel, fonction de la durée de vie comprise entre 3 et 40 ans.

	2010	2011
Frais et valeurs immobilisés bruts	0	0
Immobilisations corporelles brutes	9 255 555 650	9 512 233 263
Autres valeurs im mobilisées brutes	1 844 827 335	2 132 108 163
Total brut	11 100 382 985	11 644 341 426
	2010	2011
Amortissements	(6 430 847 191)	(7 306 684 196)
Immobilisations nettes	4 669 535 794	4 337 657 230

Note c : Comptes de trésorerie

Les disponibilités de la Banque sont placées dans plusieurs banques de la zone CEMAC, de la zone UEMOA et en Europe, sous forme de dépôts à terme, d'investissements et d'obligations. Suite à la crise financière internationale, les investissements au fonds priméo ont fait l'objet d'un provisionnement à 100 % équivalent à 10 444 078 356 FCFA.

Au 31 décembre 2011 le poste Caisse et banques se décompose comme suit :

	2010	2011
Caisse	9 639 782	8 051 409
Comptes à vue	39 746 738 241	30 526 809 314
Comptes à terme	3 300 000 000	62 872 465 753
Total	43 056 378 023	93 407 386 476

Note d : Comptes de clientèle

Les prêts de la Banque sont consentis pour une durée maximale de 20 ans. Les prêts au personnel font également partie des comptes de la clientèle sous la rubrique ' Autres Prêts '

Les avances pour études susceptibles de déboucher sur un financement de la Banque sont inscrites dans un compte séparé « Prêts à terme imprécisé ».

En valeur nette, les prêts se décomposent comme suit :

	2010	2011
Prêts performants	64 549 879 266	79 826 587 934
Prêts immobilisés	0	0
Prêts douteux	19 146 257	1 307 189 458
Prêts contentieux	274 372 783	337 479 411
Prêts au person.	764 373 533	633 573 259
Total	65 607 771 839	82 104 830 062

Les prêts performants sont ceux pour lesquels les soldes exigibles sont apurés dans un délai maximum de six mois.

Les prêts immobilisés sont des prêts aux Etats ou avalisés par eux et ceux garantis par des organismes publics sur lesquels des incidents de paiement sont enregistrés depuis six mois. Ce sont des prêts pour lesquels le recouvrement final n'apparaît pas compromis.

Les prêts douteux sont des prêts privés sans aval ou garantie des Etats ni des organismes publics, ayant enregistré des incidents de paiement depuis six mois.

Les prêts contentieux sont des prêts douteux pour lesquels une procédure judiciaire a été engagée.

Note e : Actionnaires

Le compte 'Actionnaires sur le capital appelé' représente les montants non libérés sur le capital appelé. Le capital libérable ayant été totalement appelé, la structure du capital social se présente comme indiqué ci-après.

	2010	2011
Capital souscrit	227 545 000 000	227 545 000 000
Capital sujet à ap.	169 388 750 000	169 388 750 000
Capital appelé	58 156 250 000	58 156 250 000
Capital appelé et libéré	38 013 125 004	45 472 187 500

Au 31 décembre 2011, un montant de FCFA 755 166 369 au titre de la prime d'émission de la Libye n'est pas encore encaissé.

Note f : Fonds propres

Les fonds propres de la Banque sont déterminés par la somme du capital libéré, des réserves, des fonds réglementés, des provisions à caractère général, des subventions effectivement versées, du report à nouveau et du résultat non réparti. Au 31 décembre 2011 ils totalisent un montant de FCFA 44 856 338 745.

Les fonds réglementés totalisent un montant de FCFA 3 296 589 943 au 31 décembre 2011 et comprennent le Fonds de financement des études, le Fonds de bonification des intérêts, le Fonds général de prises de participation et le Fonds de couverture du risque de change.

Note g : Ressources extérieures

Elles sont constituées des emprunts (FCFA 102 863 759 305), et des dépôts à plus d'un an dont celui de la coopération suisse (FCFA 509 156 740). Les emprunts comprennent un montant de FCFA 50 000 000 000 mobilisé auprès de la République du Congo et comptabilisé en compte courant associé.

Il convient de noter que le total des emprunts souscrits, des bons et obligations émis par la Banque ne doit pas excéder quatre fois le montant de ses fonds propres, sans que l'encours de ces emprunts ne dépasse 100 % du capital sujet à appel.

Note h : Limites imposées aux opérations

Le plafond d'engagement de la Banque dans un projet correspond à 10 % de ses capitaux permanents (fonds propres et ressources extérieures).

La Banque ne peut pas intervenir dans un projet ou programme pour plus de 75 % du coût de l'investissement projeté.

Le plafond d'engagement de la Banque sur un même emprunteur est limité à 45 % des fonds propres.

Note i : Ressources spéciales

Les ressources spéciales sont constituées principalement des fonds du guichet I du FODEC relatifs aux projets intégrateurs, et gérés par la BDEAC au titre de sa qualité d'Agent financier (Règlement 03/03-CEMAC-046-CM-09 du 09 janvier 2003). Elles sont remunérées au taux d'intérêt de 0,5 % fixé par le Règlement définitif n° 01/07-UEAC-046-CM-15 du 11 mars 2007.

Elles comprennent également les ressources reçues par la Banque pour le compte du Pool Energétique de l'Afrique Centrale (FCFA 229 707 863), de la Facilité Energie CEMAC (FCFA 661 928 158) et celles reçues au titre de l'Aide Budgétaire Globale (FCFA 15 742 968 000).

Note j : Provisions pour pertes et charges

Elles comprennent les provisions pour risques généraux correspondant à 10 pour mille de l'encours des prêts, les provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle et des provisions pour pertes et charges stricto sensu.

	2010	2011
Provisions risques gnrx	651 274 237	840 344 681
Prov risques bancaires gnrx	0	0
Prov grosses réparations	0	0
Prov pour pertes et charges	733 803 476	855 458 934
Prov excep risques gnrx	0	0
Prov pertes de change	0	0
Total	1 385 077 713	1 695 803 615

Les provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle sont constatées sur l'ensemble des prêts en difficulté et des études financées, à l'exception toutefois de ceux octroyés aux Etats ou avalisés par eux. Ces provisions sont comptabilisées dans les comptes de prêts en actif soustractif au 31 décembre 2011 pour un montant de FCFA 2 614 584 438.

Au 31 décembre 2011, des provisions pour divers débiteurs (FCFA 46 629 005) ont été également constituées et comptabilisées en actif soustractif.

L'engagement retraite a été évalué et comptabilisé pour un montant de FCFA 446 628 983 au 31 décembre 2011. A chaque fin d'exercice, cet engagement est systématiquement calculé et provisionné. Il en est de même pour les droits à congés du personnel et des droits des hauts

dirigeants inscrits au passif du bilan à hauteur de FCFA 475 824 582 dont un montant de FCFA 66 994 631 au titre des congés annuels.

Note k : Pertes et gains de change

A la clôture de l'exercice les emprunts en devises sont évalués d'après les cours officiels connus au 31 décembre. Les pertes ou gains de change latents résultant de cette évaluation sont portés respectivement en écart de conversion actif ou passif. Quant aux différences de change constatées à l'occasion des remboursements, elles sont comptabilisées en pertes ou produits hors exploitation.

Note l : Intérêts capitalisés et réservés

Les intérêts réservés sont calculés sur les clients (publics ou privés) en défaut de paiement depuis six mois, et retirés du revenu de la Banque. Ils demeurent comptabilisés dans un compte d'ordre du passif jusqu'à leur encaissement éventuel.

Certains prêts en difficulté ont fait l'objet d'une restructuration positive qui a conduit à la consolidation de l'encours (principal et intérêts). Les intérêts antérieurement réservés sur de tels prêts sont alors reclassés en compte d'attente du passif, sous le libellé «Intérêts capitalisés ». Une partie de ces intérêts sont dits gelés parce qu'ils ne portent pas intérêt.

Au 31 décembre 2011 la situation des intérêts capitalisés et réservés se présente de la manière suivante :

Intérêts capitalisés ou réservés sur

- Prêt consolidé RCA :	FCFA 2 544 183 099
-Prêts privés :	FCFA 1 524 010 402
-Total :	FCFA 4 068 193 501

ANNEXES

PROJETS FINANCES

N°	TITRE DU PROJET	DATE D'OCTROI	MONTANT Millions FCFA	PAYS	SECTEUR
1	Poste de transformation électrique de BISSEGUE (SEEG)	25/11/78	600,0	Gabon	Energie
2	Usine de Clinker de Ntoum, Société des Ciments du Gabon	25/11/78	450,0	Gabon	Industrie
3	Construction de l'hôtel Maya-Maya à Brazzaville	25/11/78	300,0	Congo	Infrastructure rentable
4	Rempiétement des postes à quai n° 1 &2 du Port de Douala (ONPC)	22/05/79	500,0	Régional/Cam.	Infrastructure de base
5	Assainissement et extension Cimenterie Domaniale de Loutété (CIDOLOU)	05/12/79	350,0	Congo	Industrie
6	Modernisation et extension réseau téléphonique Libreville (OPT/BGD)	05/12/79	500,0	Régional/Gabon	Télécommunications
7	Cimenteries du Cameroun - CIMECAM IV à Bonabéri et Figuil	05/12/79	350,0	Cameroun	Industrie
8	Acquisition d'un remorqueur pour le Port de Pointe Noire (ATC)	25/05/80	290,0	Régional/Congo	Transport
9	Extension des installations industrielles de la Sté de Laminage Douala (SOLADO)	25/05/80	350,0	Cameroun	Industrie
10	Modernisation et extension du réseau téléphon de Bangui (OCPT/SPART)	25/05/80	240,0	Régional/RCA	Télécommunications
11	Acquisition d'une unité de travaux routiers (SNCT)*	25/05/80	325,0	Régional/RCA	Infrastructure de base
12	Usine de montage de véhicules à Bangui (GACOA)	06/12/80	150,0	RCA	PMI
13	Extension de l'usine IMPRECO à Brazzaville *	06/12/80	120,0	Congo	Industrie
14	Renforcement et aménagement de l'Aéroport de Brazzaville	06/12/80	300,0	Régional/Congo	Infrastructure de base
15	Création d'une zone d'entreposage pour pays enclavés au Port de Douala (ONPC)	15/04/81	500,0	Régional/Cam.	Infrastructure de base
16	Construction d'un bac et de rampes d'accès bétonnées à Eboro	15/04/81	145,0	Régional/Gabon	Infrastructure de base
17	Installation d'une station terrienne de moyenne sensibilité à Bangui (SOCATI)	08/07/81	387,1	RCA	Télécommunications
18	Participation du Tchad à la construction du Siège de la BDEAC	08/07/81	432,5	Régional/Tchad	Divers
19	Menuiserie, scierie et exploitation forestière à Ngaoundéré (SOMENO)	04/12/81	250,0	Cameroun	PMI
20	Modernisation et extension des activités de PLACONGO à Pointe-Noire*	04/12/81	460,0	Congo	Industrie
21	Société Industrielle Centrafricaine de Produits Alimentaires et Dérivés (SICPAD)	04/12/81	150,0	RCA	Industrie
22	Société Gabonaise de Sidérurgie (SOGASIDER)*	09/06/82	600,0	Gabon	Industrie
23	Palmeraie de Bossongo	09/06/82	400,0	RCA	Agro-industrie
24	4ème projet routier Bossembélé-Bossangoa	04/12/82	500,0	RCA	Infrastructure de base
25	Modernisation et extension du réseau téléphonique de Bangui (OCPT-MERT)	04/12/82	500,0	RCA	Télécommunications
26	Polyculture industrielle de Nkolayop (PIN)	22/03/83	350,0	Gabon	PMEA (Agriculture)
27	Grandes Huileries Camerounaises*	22/03/83	800,0	Cameroun	Industrie
27bis	Grandes Huileries Camerounaises*	22/03/83	350,0	Cameroun	Industrie
28	Extension du Port de Ouesso	22/03/83	574,0	Congo	Infrastructure de base
29	Société Congolaise des Bois de Ouesso (SCBO)	22/03/83	800,0	Congo	Exploitation forestière
30	Fabrication de médicaments à partir de plantes locales (AFRICAPHARM)	23/07/83	250,0	Cameroun	PMI
31	Extension et modernisation de l'Armement Albert MANON	23/07/83	304,0	Gabon	PMEA (Pêche)
32	Société Agro-pastorale et Industrielle du Cameroun (SAPICAM)*	26/11/83	540,0	Cameroun	Agro-industrie
33	Faisceau hertzien Bangui (RCA -OCPT) - Impfondo (Congo-ONPT)*	26/11/83	255,0	Régional/Congo	Télécommunications
33bis	Faisceau hertzien Bangui (RCA -OCPT) - Impfondo (Congo-ONPT)*	26/11/83	720,0	Régional/RCA	Télécommunications
34	4 bacs, pontons, slip-way au Tchad	26/11/83	570,0	Régional/Tchad	Infrastructure de base
35	Extension et modernisation du réseau téléphonique de Libreville (OPT)	26/11/83	815,0	Gabon	Télécommunications
36	Extension réseaux de distribution d'électricité et d'eau à Port-Gentil (SEEG)	23/03/84	1 460,0	Gabon	Energie
37	Dévelopement Rural intégré en Zone cotonnière : Hydraulique villageoise	23/03/84	921,0	RCA	Dévelop.rural de base
38	Production articles sanitaires à Pointe-Noire*	23/03/84	400,0	Congo	Industrie
39	Modernisation Société Nationale de Productions Animales SONAPA (ex CMPA)	04/07/84	500,0	Tchad	Dévelop.rural de base
40	Complexe sucrier de la OUAKA	04/07/84	1 000,0	RCA	Agro-industrie
41	2ème tranche IVè Projet Routier	04/07/84	300,0	RCA	Infrastructure de base
42	Société Congolaise de Bois (CIB)	04/07/84	600,0	Congo	Industrie
43	Société Total Centrafricaine de Gestion (TOCAGES)*	03/11/84	280,0	RCA	Energie
44	Société Industrielle et Commerciale de l'Afrique Centrale (DIANA-SICAC)	03/11/84	1 000,0	Cameroun	Industrie
45	Electrification de la région de l'Est du Cameroun*	16/03/85	1 200,0	Cameroun	Energie
46	Unité industrielle de fabrication de mousses et panneaux (POLYCAM)	16/03/85	315,0	Cameroun	PMI
47	Extension du Port de Brazzaville / Quai à conteneurs*	23/07/85	900,0	Congo	Infrastructure de base
48	2ème tranche du complexe agro-industriel de palmier à huile SANGHAPALM	23/07/85	2 000,0	Congo	Agro-industrie
49	Modernisation des usines CICAM de Douala et Garoua	23/07/85	1 000,0	Cameroun	Industrie
50	1ère Phase Projet Hévéaculture de Ntokou*	30/11/85	2 000,0	Congo	Agro-industrie

N°	TITRE DU PROJET	DATE D'OCTROI	MONTANT Millions FCFA	PAYS	SECTEUR
51	1ère Phase Projet Hévéaculture de Kango	30/11/85	1 200,0	Gabon	Agro-industrie
52	Installation de chambres froides à Brazzaville et à Pointe-Noire (SIFROID)	10/07/86	150,0	Congo	Infrastructure rentable
53	Unité de montage d'appareils mécanographiques à Douala (CAM-MECA)	10/07/86	290,0	Cameroun	PMI
54	Extension d'une manufacture de vêtements à Yaoundé (BLAZ-DESIGN)	10/07/86	245,0	Cameroun	PMI
55	Unité de production de formulaires pour informatique à Brazzaville (POLYGRAPH)	10/07/86	149,0	Congo	PMI
56	Réhabilitation du réseau d'électricité de la ville de BATA	10/07/86	360,0	Guinée Eq.	Energie
57	Centre de transit régional de tris et de colis postaux à Douala*	24/11/86	3 000,0	Cameroun	Infrastructure rentable
58	Poste automobile rurale*	24/11/86	1 000,0	Cameroun	Infrastructure rentable
59	Construction de 3 ponts dans la région de Bangui	24/11/86	315,0	RCA	Infrastructurede base
60	Fabrication de tissus de bonneterie à Nyen-Mbo (KANTEX)	20/03/87	350,0	Cameroun	PMI
61	Usine de peinture, vernis et dérivés à Douala (KAPEC) *	20/03/87	344,0	Cameroun	PMI
62	2ème phase Hévéaculture de Mitzig	20/03/87	1 703,0	Gabon	Agro-industrie
63	1ère Phase Hévéaculture de Bitam	20/03/87	2 148,0	Gabon	Agro-industrie
64	Lotissement de la 3ème tranche de Douala Nord (MAETUR)	30/07/87	3 000,0	Cameroun	Infrastructure rentable
65	Acquisition et réhabilitation d'une scierie à Owendo (AFRICAPACK)	23/11/87	150,0	Gabon	PMI
66	Elevage industriel de poules pondeuses à Yaoundé (C3A)*	25/03/88	545,0	Cameroun	PMEA (Elevage)
67	Renouvellement du parc d'autobus à Pointe-Noire (STPN)	25/03/88	975,0	Congo	Transport
68	Fabrication de ouate de cellulose à Douala*	25/03/88	500,0	Cameroun	PMI
69	Production de concentré de tomate dans le Noun à Foumbot (SCAN)	27/07/88	800,0	Cameroun	Industrie
70	Fabrication de médicaments à partir de plantes locales (AFRICAPHARM II)	18/10/88	135,0	Cameroun	PMI
71	Manufacture de vêtements de sports et loisirs (CASWEM)	04/08/89	110,0	Cameroun	PMI
72	Polyculture industrielle de Nkolayop (PIN) - Prêt complémentaire*	08/08/89	150,0	Gabon	PMEA (Agriculture)
73	Modernisation et extension de POLYGRAPH-CONGO	09/08/89	150,0	Congo	PMI
74	Route Guelendeng-Bongor-Moundou*	21/07/89	3 150,0	Tchad	Infrastructure de base
75	Complexe sucrier de la OUAKA - Prêt complémentaire	21/07/89	900,0	RCA	Agro-industrie
76	Unité de production de solutés masssifs injectables à Pointe-Noire (BIOCONGO*)	29/03/90	250,0	Congo	PMI
77	Modernisation des équipements de l'Office National d'Informatique de la RCA (ONI)	25/07/90	129,5	RCA	Infrastructure rentable
78	Extension des installations de production de médicaments à Douala (LDN)	25/07/90	200,0	Cameroun	PMI
79	Route Guelendeng-Bongor-Moundou - Prêt complémentaire*	25/07/90	540,0	Tchad	Infrastructure de base
80	Production de solutés injectables et de formes orales solides (SIPT)	25/07/90	700,0	Tchad	Industrie
81	Production d'eau minérale à Bangui (CATTIN)	25/07/90	600,0	RCA	PMI
82	Unité de transport de marchandises (EL CHICO)	21/03/91	140,0	RCA	PME (Transport)
83	Unité d'abattage, de découpe et de conditionnement de viande bovine (BAGARA)*	21/03/91	300,0	RCA	PMI
84	Modernisation du centre industriel de Brazzaville (AIR-AFRIQUE)	27/07/91	2 500,0	Régional	Infrastructure rentable
85	Développement Rural intégré en Zone cotonnière : Hydraulique villageoise Phase II*	27/07/91	1 365,0	RCA	Dévelop.rural de base
86	Production de solutés injectables et de formes orales solides (SIPT)-Prêt compl*	11/07/94	154,0	Tchad	Industrie
87	Construction des Infrastructures de Réparation de Navires et de Plate-formes Pétrolières (CNIC)	24/06/2003	1484,0	Régional	Infrastructures de base
88	PSE ASECNA 1ère tranche (2000-2006)	02/04/04	6 000	Régional	Infrastructure rentable
89	Programme de réhabilitation et de modernisation de dix aéroports provinciaux	01/04/05	3 800 (2)	Gabon	Infrastructures de transports
90	Projet de refinancement de Commercial Bank of Tchad (CBT) en faveur de CST	01/04/05	2 500	Tchad	Finances
91	Projet de refinancement de Commercial Bank Cameroon (CBC) en faveur de Ingénierie Financière	01/04/05	1 000	Cameroun	Finances
92	Programme d'extension du réseau GSM de Celtel Tchad	17/11/05	4 000	Tchad	Télécommunications
93	Programme d'extension de 2000 ha des plantations d'HEVECAM 1ère phase	17/11/2005	3 500	Cameroun	Agro industrie
94	Refinancement du Crédit du Sahel	03/08/ 2005	175	Cameroun	Micro finance
95	Projet de réhabilitation et d'équipement des usines Cotontchad	17/11/2005	4 378	Tchad	Agro industrie
96	Plan quinquennal d'investissement 2005/2009 de l'AES-SONEL	28/03/2006	6560	Cameroun	Energie
97	Programme de construction et d'équipement des locaux des professionnels de la MUCODEC	28/03/2006	3000	Congo	Microfinance
98	Programme de renforcement et d'extension du réseau GSM de Telecel Centrafrique	25/11/2006	2500	RCA	Télécommunications
99	Mise en place d'une usine de fabrication d'emballages plastiques par Les Laboratoires BIOPHARMA	25/11/2006	1372	Cameroun	Industrie pharmaceutique
100	Financement du Plan des Services et d'Equipements (PSE) 2000-2006 de l'ASECNA – 2ème tranche	25/11/2006	8000	Régional	Infrastructure aérienne
101	Construction de 32 logements à Libreville par la société immobilière Les Nénuphars du Gabon II	25/11/2006	1500	Gabon	Immobilier
102	Phase pilote du projet de culture et de transformation du moringa oleifera à Brazzaville	09/03/2007	36	Congo	Développement rural et périurbain
103	Projet d'extension et de modernisation du réseau GSM de Celtel Congo	27/03/2007	3000	Congo	Télécommunications

N°	TITRE DU PROJET	DATE D'OCTROI	MONTANT Millions FCFA	PAYS	SECTEUR
104	Projet d'extension et de modernisation du Centre Hospitalier Panafricain Group Santé Afric (GSA)	19/09/2007	1445	Cameroun	Services
105	Projet de construction d'un Centre administratif et commercial à Brazzaville	19/09/2007	2300	Congo	Immobilier
106	Refinancement Africa Leasing Company (ALC)	30/11/2007	3000	Cameroun	Finances
107	Programme de réhabilitation et de relance de la Compagnie Nationale de Navigation Intérieure et Internationale (CNI S.A)	30/11/2007	2800	Gabon	Infrastructure aérienne
108	Projet de réhabilitation de l'hôtel MBAMOU PALACE à Brazzaville	30/11/2007	6560	Congo	Tourisme
109	Projet de construction et de lancement du satellite panafricain de télécommunication par RASCOM STAR QAF	30/11/2007	8200	Régional	Télécommunications
110	Refinancement de la Commercial Bank Cameroun (CBC II)	27/06/2008	5000	Cameroun	Finances
111	Construction et mise en exploitation du Lycée Privé Berthe et Jean à Essassa, Libreville (Gabon)	27/06/2008	1000	Gabon	Services
112	Financement des activités génératrices des revenus en milieu rural et périurbain de la Société Financière de Développement (SOFIDE) de Brazzaville et Pointe Noire	19/09/2008	155	Congo	Finances
113	Projet d'Extension et d'Intensification des activités de UCEC-MK vers des nouvelles zones au Tchad	19/09/2008	76	Tchad	Finances
114	Augmentation de la capacité d'accueil du complexe scolaire et universitaire de Newtech Institut à Bangui en République Centrafricaine	25/09/2008	650	RCA	Services
115	Financement du programme complémentaire de construction et d'équipement des locaux professionnels de la Fédération des MUCODEC II	25/09/2008	4000	Congo	Immobilier
116	2ème Phase du Programme d'extension des plantations de la société HEVECAM S.A (HEVECAM II)	12/12/2008	2500	Cameroun	Agro-industries
117	Projet d'extension de l'hôtel OLYMPIC PALACE	12/12/2008	2000	Congo	Tourisme
118	Projet de mise en place d'une unité de raffinage et de fractionnement d'huile de palme	12/12/2008	2600	Congo	Agro industries
119	Refinancement de la Banque de l'Habitat du Gabon (BHG)	12/12/2008	5000	Gabon	Finances
120	Projet de construction de 160 logements à Douala	05/04/2009	2500	Cameroun	Immobilier
121	Projet de construction de nouveaux ateliers de maintenance industrielle et d'acquisition d'une barge	05/04/2009	7000	Cameroun	Infrastructures
122	Projet de construction du Campus universitaire	05/04/2009	1700	Cameroun	Services
123	Programme d'investissement Prioritaire du Port Autonome de Pointe Noire (PIP/PAPN)	05/04/2009	6000	Congo	Infrastructures
124	Projet de construction de 15 villas de haut standing à Libreville	05/04/2009	1000	Gabon	Immobilier
125	Projet de réalisation d'équipements marchands à Moundou et Sarh	05/04/2009	7000	Tchad	Infrastructures
126	Projet de mise en place d'un complexe industriel composé d'une unité de raffinage d'huile de palme, d'une unité de fractionnement, d'une unité de trituration de palmiste, d'une savonnerie et d'une margarinerie à Douala	26/06/2009	6000	Cameroun	Agro industrie
127	Projet de réalisation des travaux de drainage de la zone de la Patte d'oie à N'Djamena	26/06/2009	6000	Tchad	Infrastructures
128	Projet d'extension de l'Hôtel Azur International à Pointe-Noire	24/09/2009	1500	Congo	Tourisme
129	Projet d'acquisition d'un Avion de marque Bombardier DASH 8 Q314	19/12/2009	3000	Gabon	Infrastructure Transport aérien
130	Modernisation et d'extension des capacités de raffinage de la SONARA à Limbé	25/03/11	15000	Cameroun	Industries raffinage
131	Mise aux normes STARWOOD de l'hôtel MANDJI de Port Gentil	25/03/11	3000	Gabon	Tourisme
132	Etudes complètes du réseau de transport d'énergie électrique connexe aux projets des aménagements hydroélectriques des chutes de Fe II et de l'Impératrice	25/03/11	3200	Gabon	Infrastructures
133	Emission d'une lettre de garantie des dépôts en faveur de la Fédération des Mutuelles Congolaises d'Epargne et de Crédit (MUCODEC)	25/03/11	5000	Congo	Finances
134	Construction d'un Centre Hospitalier Moderne à Bata en faveur de AFROM-GUINEA S.A	25/03/11	3000	Guinée Equatoriale	Immobilier
135	2NA SA	24/06/11	4000	Cameroun	Industries
136	Production des compresses médicales et des rouleaux de gaze hydrophile coton à Douala par la société SITRACO S.A	24/06/11	700	Cameroun	Industries
137	Réhabilitation, rénovation et extension de l'hôtel LAAICO MAYA MAYA à Brazzaville	24/06/11	2450	Congo	Tourisme
138	Modernisation de la Laiterie BAYO à Brazzaville	09/09/11	1595	Congo	Agro-industries
139	Aménagement de la Zone Economique et Spéciale de NKOK	09/09/11	15000	Gabon	Infrastructures
139	Aménagement hydroélectrique de Lom-Pangar	09/09/11	20000	Cameroun	Infrastructures
140	Construction d'une centrale thermique à gaz par KPDC à Kribi	09/09/11	15000	Cameroun	Infrastructures
141	Construction du complexe immobilier Edith Lucie Bongo	16/12/11	8000	Congo	Immobilier
142	Réhabilitation, modernisation et extension de la centrale hydroélectrique du DJOUE	16/12/11	15000	Congo	Infrastructures
143	Ligne de crédit en faveur du Fonds d'Actions Mutuelles (FAM) en vue du financement des activités génératrices de revenus	16/12/11	200	Congo	Finances
144	Création d'un complexe industriel à OWENDO par la Société Nationale des Bois du Gabon	16/12/11	8000	Gabon	Industries
145	Programme de production de tracteurs pour les campagnes 2010 à 2014 par la Société Industrielle de Matériel Agricole et Assemblage de Tracteurs du Tchad (SIMATRAC)	16/12/11	15000	Tchad	Agro-industries
146	Construction d'un complexe industriel d'exploitation des ruminants à DJARMAYA	16/12/	20000	Tchad	Agro-industries
	TOTAL GENERAL		**335987,1**		

ETUDES FINANCEES

N°	Date	TITRE DE L'ETUDE	MONTANT millions FCFA	PAYS	SECTEUR
1	05/03/83	Pré-coopératives du Pool et des Plateaux	33,0	Congo	Dévelop. Rural
2	09/06/82	Carrière de Mani	16,0	Tchad	Mines
3	04/12/82	Hydraulique pastorale au Nord Cameroun	60,0	Cameroun	Dévelop. Rural
4	02/02/83	Faisceau Hertzien Bangui-Impfondo	35,5	RCA	Télécomm.
5	20/03/84	Hydraulique villageoise	22,5	RCA	Dévelop. Rural
6	18/10/84	Zone UDEAC/TCHAD du Port de Douala	37,5	RCA	Télécomm.
7	27/04/84	Sauvetage bovins trypanotolérants	28,3	RCA	Dévelop. Rural
8	11/04/84	Evaluation SONAPA (ex CMPA)	6,5	Tchad	Dévelop. Rural
9	19/08/85	Atelier de transform. De lait dans la Région de Bangui	14,5	RCA	Dévelop. Rural
10	21/09/85	Plantations villageoises de palmiers à huile	65,4	RCA	Dévelop. Rural
11	06/09/86	Groupement des forestiers de l'Estuaire	32,1	Gabon	Industrie
12	20/06/86	Séminaire de Développement Rural	13,2	Tchad	Dévelop. Rural
13	31/07/86	Assistance à la gestion SONAPA	45,5	Tchad	Dévelop. Rural
14	03/09/86	Projet de réhabilitation Casier A de Bongor	50,3	Tchad	Dévelop. Rural
15	03/09/86	Produits pêche Chari et Logone	28,7	RCA	Dévelop. Rural
16	15/09/86	Valorisation de la production bovine	62,5	RCA	Dévelop. Rural
17	29/10/86	Charbon de bois en RCA	13,5	RCA	Energie
18	12/11/86	Transformation de manioc en farine	7,0	Régional	Dévelop. Rural
19	30/11/88	Etude-Action installation exploitations agricoles	120,7	Congo	Dévelop. Rural
20	30/04/88	Etude-Action développement polders traditionnels	150,0	Tchad	Dévelop. Rural
21	30/03/89	Adaptation BDEAC financement petite exploitation	82,0	Régional	Dévelop. Rural
22	29/06/89	Actualisation faisabilité mini-laiterie	15,8	RCA	Dévelop. Rural
23	06/11/89	Mise en place Département du Contrôle	18,6	Régional	-
24	07/11/89	Ferme élevage porcin Essassa	2,9	Gabon	Dévelop. Rural
25	17/03/90	Marché poisson séché au Congo	5,8	Congo	Industrie
26	03/10/90	Etude-Action unités de transformation agro-alimentaires	12,5	RCA	Dévelop. Rural
27	10/04/91	Actualisation études produits pharmaceutiques UDEAC	40,0	Régional	Industrie
28	25/09/91	Projet pilote dévelop.petits ruminants Province de l'Est	2 2	Cameroun	Dévelop. Rural
29	20/07/92	Séminaire sur les études de marché	13,0	Régional	-
30	24/06/03	Etude sur les conditions économiques et sociales en Afrique Centrale pour 2004	18,0	Régional	Environnement économique
31	01/04/05	Actualisation de l'étude de faisabilité du projet d'aménagement hydroélectrique de Memve'ele	230	Cameroun	Energie
32	17/11/05	Etude complémentaire de faisabilité de l'aménagement hydroélectrique de Memve'ele et pour l'assistance au Comité de suivi du Projet	329	Cameroun	Energie
33	Décision 2005	Etudes de faisabilité de l'huilerie d'Edou	58	Congo	Agro industrie
34	28/03/2006	Plan Directeur Concensuel des Transports en Afrique Centrale (PDCT-AC)	91	Régional	Infrastructure de base
35		Financement des Etudes relatives à la mise en œuvre du schéma institutionnel du système électrique interconnecté Boali-Bangui	250	RCA	Energie
36	12/12/2008	Plan Directeur Concensuel des Transports en Afrique Centrale (PDCT-AC) – Complément Budget COS PDCT-AC	75	Régional	Infrastructure de base
37	05/04/2009	Etude relative à la mise en place du Fonds Spécial Régional de Développement Agricole (FSRDA)	30	Régional	Finance
38	25/03/11	Etudes complètes du réseau de transport d'énergie électrique connexe aux projets des aménagements hydroélectriques des chutes de Fe II et de l'Impératrice	3200	Gabon	Infrastructures de base
		TOTAL	**5336,6**		

PRISES DE PARTICIPATION

N°	Date	TITRE DE LA PRISE DE PARTICIPATION	MONTANT millions FCFA	PAYS	SECTEUR
1	21/07/89	Banque Tchadienne de Développement (BDT)	100,5	Tchad	Financier
2	24/06/03	Bourse de Valeurs Mobilières en Afrique Centrale (BVMAC)	200	Régional	Financier
3	01/04/05	Société Monétique de l'Afrique Centrale (SMAC)	300	Régional	Financier
4	20/07/2007	Banque Congolaise pour l'Habitat (BCH)	200	Congo	Immobilier
		TOTAL	**800,5**		

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

PricewaterhouseCoopers
Brazzaville
Avenue Amilcar Cabral
BP 1140
République du Congo
Telephone (242) 693 01 01 – 539 39 70

Deloitte Touche Tohmatsu
BP 4 660
Libreville
Gabon
Tél (241) 77 21 43 – 74 41 93

BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
B.D.E.A.C
BP 1177
Brazzaville
République du Congo

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Exercice clos le 31 décembre 2011

PricewaterhouseCoopers
Brazzaville
Avenue Amilcar Cabral
BP 1140
République du Congo
Telephone (242) 06 693 01 01 –05 539 39 70

Deloitte Touche Tohmatsu
BP 4 660
Libreville
Gabon
Tél (241) 77 21 43 – 74 41 93

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2011

Aux Administrateurs de la
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES
ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
B.D.E.A.C
BP 1177
Brazzaville
République du Congo

Messieurs,

Nous vous présentons notre rapport en vue de l'arrêté des états financiers annuels de la BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (BDEAC) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé, en qualité de Commissaires aux comptes, à l'examen des états financiers annuels de la BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE, pour l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2011.

Ces états financiers annuels font ressortir une situation nette de FCFA 44 856 millions y compris un résultat déficitaire de l'exercice pour - FCFA 4 822 millions.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en République du Congo, dans le cadre du règlement CEMAC n° 11/01 du 5 décembre 2001 et de l'article 35 des statuts de la BDEAC. Notre audit a comporté les contrôles, sondages et autres procédures de vérification que nous avons estimés nécessaires.

A l'issue de nos contrôles, nous vous présentons ci-après nos observations sur les états financiers annuels préparés par la Direction de la Banque et qui doivent être arrêtés par le Conseil d'Administration.

- ***Prime d'émission au titre de l'entrée au capital de la Libye***

La prime d'émission sur les actions souscrites par la Libye en 2007, dans le cadre de l'augmentation de capital, s'élevait à un montant de FCFA 601 millions. Cette prime d'émission n'a toujours pas fait l'objet d'un versement par l'Etat Libyen dans les comptes de la BDEAC au 31 décembre 2011, malgré les relances successives de la BDEAC. Le montant de MFCFA 601 figure par conséquent à l'actif du bilan dans un compte « Actionnaires - Capital appelé non versé » à fin 2011, de même qu'à la clôture de l'exercice précédent. En février 2012, la banque a reçu en visite les nouveaux représentants du LAB (Libyan Africa Portfolio). Pour l'instant, aucun engagement formel n'a été pris en ce qui concerne le paiement de la prime d'émission.

CONCLUSION

Les observations significatives que nous avons portées à l'attention de la Direction de la Banque ont été prises en compte pour l'établissement des états financiers annuels sur lesquels nous émettrons une opinion.

Une lettre de recommandations présentant des observations non significatives au regard de l'arrêté des comptes, mais de nature à améliorer l'organisation et le fonctionnement comptable de la Banque, a été transmise à la Direction.

Si les états financiers annuels tels qu'ils vous sont présentés sont arrêtés en l'état par le Conseil d'Administration, nous émettrons une opinion sans réserve dans notre rapport général. Le point relatif à la prime d'émission au titre de l'entrée au capital de la Libye y figurera en observation.

Nous nous tenons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

Fait à Brazzaville, le 7 juin 2012

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers	**Deloitte Touche Tohmatsu**
Côme Tienta Associé - Expert-comptable agréé Cémac	**Nicolas Balesme** Associé - Expert comptable agréé Cémac

PRICEWATERHOUSECOOPERS Deloitte.

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

BANQUE
DE DEVELOPPEMENT DES ETATS
DE L'AFRIQUE CENTRALE

RESOLUTION N° 186 /AGO/ 54 /12

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), réunie en séance le 29 Juin 2012 à Brazzaville, en République du Congo, approuve la désignation de Monsieur Sylvester MOH TANGONGHO, en qualité d'Administrateur titulaire, et de Monsieur Victor NDZANA NDUGA en qualité d'Administrateur Suppléant de la BDEAC pour la République du Cameroun, pour un mandat de trois (3) ans prenant fin en décembre 2014.

Fait à Brazzaville, le 29 juin 2012

Gilbert ONDONGO
Président de l'Assemblée Générale

BANQUE
DE DEVELOPPEMENT DES ETATS
DE L'AFRIQUE CENTRALE

RESOLUTION N° 187 /AGO/ 54 /12

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), réunie en séance le 29 Juin 2012 à Brazzaville, en République du Congo, approuve la désignation de Monsieur Firmin Magloire KONGA-MOÏDOKANA, Directeur du Cabinet, en qualité d'Administrateur titulaire et de Monsieur Augustin FEIGOUTO, Chargé de Mission des Banques et Institutions Financières Internationales au Ministère des Finances e t du Budget, en qualité d'Administrateur Suppléant de la BDEAC pour la République Centrafricaine, pour un mandat de trois (3) ans prenant fin en mars 2015.

Fait à Brazzaville, le 29 juin 2012

Gilbert ONDONGO
Président de l'Assemblée Générale

BANQUE
DE DEVELOPPEMENT DES ETATS
DE L'AFRIQUE CENTRALE

RESOLUTION N° 188 /AGO/ 54 /12

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), réunie en séance le 29 Juin 2012 à Brazzaville, en République du Congo, approuve la nomination de Monsieur Jean-Baptiste BILE, Conseiller Financier, en qualité d'Administrateur titulaire et de Monsieur Racine Kane, Représentant Résident au Cameroun, en qualité d'Administrateur Suppléant de la BDEAC pour la Banque Africaine de Développement pour un mandat de trois (3) ans prenant fin en décembre 2014.

Fait à Brazzaville, le 29 juin 2012

Gilbert ONDONGO
Président de l'Assemblée Générale

BANQUE
DE DEVELOPPEMENT DES ETATS
DE L'AFRIQUE CENTRALE

RESOLUTION N° 189 /AGO/ 54 /12

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), réunie en séance le 29 Juin 2012 à Brazzaville, en République du Congo, approuve la désignation de Monsieur Xavier GELOT, en qualité d'Administrateur Suppléant de la BDEAC pour la République Française, pour un mandat de trois (3) ans prenant fin en février 2015.

Fait à Brazzaville, le 29 juin 2012

Gilbert ONDONGO
Président de l'Assemblée Générale

BANQUE

DE DEVELOPPEMENT DES ETATS
DE L'AFRIQUE CENTRALE

RESOLUTION N° 190 /AGO/ 54 /12

L'Assemblée Générale de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), réunie en séance le 29 juin 2012 à Brazzaville, (République du Congo), sur proposition du Conseil d'Administration, après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires aux Comptes approuve le résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2011 d'un montant de - 4 82I 943 605 FCFA, et décide de l'affecter au Report à nouveau.

Fait à Brazzaville, le 29 juin 2012

Gilbert ONDONGO
Président de l'Assemblée Générale

BANQUE
DE DEVELOPPEMENT DES ETATS
DE L'AFRIQUE CENTRALE

RESOLUTION N° 191 /AGO/ 54 /12

L'Assemblée Générale de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), réunie en séance le 29 juin 2012 à Brazzaville, (République du Congo), approuve les actes accomplis par le Conseil d'Administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 201l et donne quitus aux Administrateurs de leur gestion.

Fait à Brazzaville, le 29 juin 2012

Gilbert ONDONGO
Président de l'Assemblée Générale

BANQUE
DE DEVELOPPEMENT DES ETATS

DE L'AFRIQUE CENTRALE

RESOLUTION N° 192 /AGO/ 54 /12

L'Assemblée Générale de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), réunie en séance le 29 juin 2012 à Brazzaville, (République du Congo), après examen du Rapport Annuel de la Banque relatif à l'exercice 20ll et après en avoir délibéré, approuve son contenu.

Fait à Brazzaville, le 29 juin 2012

Gilbert ONDONGO
Président de l'Assemblée Générale

BANQUE
DE DEVELOPPEMENT DES ETATS
DE L'AFRIQUE CENTRALE

RESOLUTION N° 193 /AGO/ 54 /12

L'Assemblée Générale de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), réunie en séance ordinaire le 29 juin 2012 à Brazzaville (République du Congo), après avoir pris connaissance de la Note relative à la situation du capital social :

- instruit la Direction de la Banque d'entreprendre des consultations auprès des Actionnaires en vue du respect de leurs obligations de souscription et de libération du capital, conformément à la Résolution n° 167/AGE/49/09 du 6 avril 2009 ;

- invite les Actionnaires à honorer leurs engagements.

Fait à Brazzaville, le 29 juin 2012

Gilbert ONDONGO
Président de l'Assemblée Générale

BANQUE
DE DEVELOPPEMENT DES ETATS

DE L'AFRIQUE CENTRALE

RECOMMANDATION N° 194 /AGO/ 54 /12

L'Assemblée Générale de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), réunie en séance le 29 juin 2012 à Brazzaville, (République du Congo),

- instruit le Conseil d'Administration de parachever le cadre de Coopération entre la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) et la BDEAC et de le faire approuver par les Organes compétents de la Banque dans un délais de trois (3) mois, au plus tard le 30 septembre 2012.

Fait à Brazzaville, le 29 juin 2012

Gilbert ONDONGO
Président de l'Assemblée Générale

BANQUE
DE DEVELOPPEMENT DES ETATS
DE L'AFRIQUE CENTRALE

RESOLUTION N° 195 /AGO/ 54 /12

- L'Assemblée Générale de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), réunie en séance ordinaire le 29 juin 2012 à Brazzaville (République du Congo), après avoir pris connaissance du processus de recrutement des nouveaux Commissaires aux Comptes :

- prend acte de l'arrivée à terme du mandat des Commissaires aux Comptes PRICEWATERHOUSE COOPERS, Brazzaville (République du Congo) et de ceux de DELOITTE TOUCHE TOHMATSU, Libreville (République Gabonaise) et leur donne quitus de leur mandat ;

- nomme, pour les exercices 2012, 2013 et 2014, les Commissaires aux Comptes suivants : ERNST&YOUNG, Brazzaville (République du Congo) et CAC INTERNATIONAL, Douala, (République du Cameroun) ;

- Fixe à Quinze Millions de francs CFA (15 000 000) hors taxes et débours, le montant des honoraires que percevra annuellement, chacun des Commissaires aux Comptes, pendant la durée de ce mandat.

Fait à Brazzaville, le 29 juin 2012

Gilbert ONDONGO
Président de l'Assemblée Générale

BANQUE
DE DEVELOPPEMENT DES ETATS
DE L'AFRIQUE CENTRALE

RESOLUTION N° 196 /AGO/ 54 /12

- L'Assemblée Générale de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), réunie en séance ordinaire le 29 juin 2012 à Brazzaville (République du Congo), après avoir examiné la situation de la Banque, particulièrement au niveau de ses concours au financement du développement de la Sous région,

- instruit le Conseil d'Administration de lui présenter, au plus tard le 31 décembre 2012, une Stratégie de Développement à moyen et long terme de la BDEAC.

Fait à Brazzaville, le 29 juin 2012

Gilbert ONDONGO
Président de l'Assemblée Générale